

## **La violence au sein du couple :**

En sortir est un choix qui se pense et se concrétise pas à pas, c'est sortir de prison et retrouver sa liberté.

Réalisé par Wüthrich Angélique

Promotion TS AS 08

Sous la direction de Lorenz Susanne

Premploz, le 1<sup>er</sup> septembre 2011

## REMERCIEMENTS

### Je tiens ici à remercier

Mme Susanne Lorenz, directrice de ce travail de bachelor, pour son dévouement et son professionnalisme ;

Mme Corinne Eggs-Milhit, responsable cantonale LAVI pour le Valais, pour sa disponibilité et son apport dans l'élaboration de la partie théorique de ce travail ;

Aux Centre de consultation LAVI des cantons de Vaud, Fribourg et du Valais, ainsi qu'au Centre d'accueil Malley Prairie qui ont accepté d'informer leurs usagers quant à l'existence de cette recherche ;

Aux relecteurs attentifs de ce travail pour leur temps si généreusement accordé.

J'adresse un merci particulier à toutes les femmes qui ont témoigné dans le cadre de ce travail et sans qui la réalisation de cette recherche n'aurait pas été possible. Je leur souhaite tout le meilleur et qu'elles puissent goûter pleinement à cette « liberté retrouvée »<sup>1</sup>.

Je certifie avoir personnellement écrit le Travail de Bachelor et ne pas avoir eu recours à d'autres sources que celles référencées. Tous les emprunts à d'autres auteur-e-s, que ce soit par citation ou paraphrase, sont clairement indiqués. Le présent travail n'a pas été utilisé dans une forme identique ou similaire dans le cadre de travaux à rendre durant les études

---

<sup>1</sup> Expression reprise des entretiens

## RESUME

La thématique de la violence au sein du couple est au cœur de ce travail de bachelor. Elle est abordée sous l'angle du cheminement intellectuel des femmes victimes et des choix qu'elles ont posés en vue de mettre un terme à la violence subie. C'est donc le processus de décision, ou de changement, qui se trouve au centre de cette recherche. Cette décision doit être comprise ici comme celle de quitter le partenaire violent.

Dans le but de comprendre entre autre ce qui a poussé les femmes interviewées à mettre un terme au contexte de violence, de saisir comment elles ont procédé et comment elles ont été accompagnées par les professionnels<sup>2</sup>, des entretiens ont été réalisés. Ceux-ci ont été analysés et les principaux résultats sont résumés ici en quelques mots. En vivant une relation de couple empreinte de violence, l'identité est particulièrement touchée et c'est la personne dans son ensemble qui est niée. L'analyse montre que la reconstruction de cette identité, dans une visée d'individualisation et d'autonomisation de la personne, est centrale. Reconstruire passe par une reconnaissance du vécu, des émotions, par la connaissance de ses droits et l'accès aux prestations, par l'expression de limites, par une sécurité retrouvée notamment. La réflexion et les démarches mises en œuvre par la personne ou par un intervenant social sont dirigées vers cet objectif. Il est à noter que le soutien du professionnel apparaît comme essentiel pour les personnes interrogées. En effet, en prenant pour vrai ce que la personne lui confie, en l'informant, en la valorisant, l'intervenant a sa part dans l'initiation du processus de changement. De même, son accompagnement doit permettre d'expérimenter concrètement les conclusions des réflexions menées par la personne elle-même.

Pour résumer, c'est la relation empathique avec le professionnel, d'égal à égal, qui est soutenante pour les femmes rencontrées. C'est également le respect de leurs compétences et de leurs ressources, de même que la disponibilité de l'intervenant qui les ont aidées à entrer dans la dynamique de changement et à avancer pas à pas, à leur rythme, dans la direction qu'elles-mêmes ont choisie.

## MOTS CLES

Violence au sein du couple ; changement ; prise de décision ; accompagnement professionnel ; sentiment d'efficacité personnelle ; balance décisionnelle ; facteurs d'aide

---

<sup>2</sup> Le masculin est utilisé dans ce document comme représentant les deux sexes. Il en va de même pour les termes « professionnel » et « intervenant ». De plus, ces termes font références à des personnes possédant une formation spécifique à la problématique de la violence au sein du couple.

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b>	<b>p.5</b>
<b>1ERE PARTIE : PARTIE THEORIQUE</b>	<b>p.7</b>
<b>A. PROBLEMATIQUE</b>	<b>p.7</b>
1. La violence au sein du couple	p.7
1.1 Approches et regards sur la violence dans les relations de couple	p.7
1.2 Le cycle de la violence	p.8
1.3 Les modèles explicatifs	p.10
1.3.1 Le modèle écologique	p.10
1.3.2 La dominance masculine	p.11
2. Le cadre légal	p.12
3. Etat des lieux	p.15
4. Conclusion	p.17
<b>B. CADRE CONCEPTUEL</b>	<b>p.18</b>
1. La victimisation secondaire	p.18
2. Le modèle transthéorique du changement (MTC)	p.21
2.1 La balance décisionnelle	p.22
2.2 Le sentiment d'efficacité personnelle ou auto-efficacité	p.22
3. Les facteurs d'aide	p.23
4. Conclusion	p.25
<b>C. QUESTIONNEMENT</b>	<b>p.26</b>
1. La question de recherche	p.26
2. Les hypothèses	p.27
<b>D. DISPOSITIF METHODOLOGIQUE</b>	<b>p.29</b>
1. Choix de la méthode	p.29
1.1 L'entretien	p.29
1.2 Construction de la grille d'entretien et test	p.29
2. Echantillon et terrain	p.30
3. L'analyse de contenu	p.32
4. Conclusion	p.32

<b>2EME PARTIE : PARTIE EMPIRIQUE</b>	<b>p.33</b>
<b>A. ANALYSE DES DONNEES</b>	<b>p.33</b>
1. Présentation de l'échantillon	p.33
2. Eléments de l'analyse	p.33
2.1 Le vécu	p.34
2.2 La réflexion	p.37
2.3 Réalisations concrètes mises en œuvre suite aux réflexions menées	p.42
2.4 Les réponses reçues des professionnels rencontrés	p.46
<b>B. SYNTHESE</b>	<b>p.49</b>
1. Résumé des résultats	p.49
2. Vérification des hypothèses	p.49
2.1 Hypothèse 1 : la personne a besoin de reconnaissance	p.49
2.2 Hypothèse 2 : la personne a besoin d'être conseillée dans ses démarches et orientée vers les services appropriés	p.51
2.3 Hypothèse 3 : la personne a besoin d'être valorisée	p.51
2.4 Hypothèse 4 : la personne a besoin de prendre des responsabilités	p.53
2.5 Hypothèse 5 : la personne a besoin de faire l'expérience de réussites et d'échecs pour en tirer des apprentissages	p.54
3. Conclusion	p.55
<b>C. PERSPECTIVES</b>	<b>p.56</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>p.59</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b>	<b>p.61</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b>	<b>p.63</b>
<b>LISTE DES ANNEXES</b>	<b>p.64</b>

## INTRODUCTION

En Suisse, une femme est tuée par son partenaire ou ex-partenaire toutes les deux semaines (Hofner, Mihoubi-Culand, *Le rôle des professionnel-le-s de l'action médico-sociale dans la prévention de la violence conjugale*, cité in Questions au féminin, 2008, p.90) et les chiffres mentionnent que près d'une femme sur dix subit de la violence dans sa relation de couple. (Killias, Simonin, De Puy cités in Hofner et Mihoubi-Culand, 2008)

Dans la même ligne, l'Office fédéral de la statistique, dans sa rubrique *violence au sein du couple et de la famille*<sup>3</sup>, mentionne que « [...] le foyer familial devrait être synonyme de protection, mais il ne l'est pas toujours. En effet, c'est dans le cadre domestique que les femmes et les filles sont le plus exposées à la violence. Les hommes aussi sont victimes de violences domestiques, mais essentiellement lorsqu'ils sont enfants. »

Ce sont là deux « affirmations chocs » qui témoignent d'une réalité sociale bien présente. Celle-ci fait tout d'abord référence aux droits fondamentaux de tout être humain. En effet, conformément au texte de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes de 1993, « [...] la violence à l'égard des femmes constitue une violation des droits de la personne humaine et des libertés fondamentales et empêche partiellement ou totalement les femmes de jouir desdits droits et libertés [...] ». La violence porte atteinte à la dignité, à l'intégrité, à la vie. Ensuite, les conséquences de la violence au sein du couple sont importantes et graves, ceci tant sur le plan psychique, physique que social. Les personnes victimes se retrouvent souvent en rupture sociale, ce qui peut conduire à la perte d'un emploi, à l'isolement, à la précarité. De même, sur le plan purement économique, les coûts engendrés ne sont pas négligeables. Globalement, « [...] les coûts directs occasionnés par la violence exercée contre les femmes et pris en charge par les pouvoirs publics atteignent un montant total annuel de 400 millions de francs suisses, dont une part substantielle est vraisemblablement liée à la violence plus spécifiquement conjugale » (Godenzi et Yodanis, 1998, cités in Hofner et Siggen, 2001, p.12).

Dans la mesure où une des missions essentielles du travail social est de permettre à chacun d'exercer sa citoyenneté, donc ses droits les plus fondamentaux, aborder dans le cadre d'un travail de bachelors la thématique de la violence dans les relations de couple paraît cohérent et sensé. Le travailleur social<sup>4</sup> se doit d'avoir des outils pour être en mesure de repérer les signes et de comprendre dans quelle dynamique se trouve l'utilisateur lorsqu'il vient demander de l'aide. Cela permet au professionnel de mieux l'accompagner au travers de la relation d'aide et surtout de répondre de manière plus pertinente aux besoins de la personne victime.

C'est dans ce but, celui d'un accompagnement tenant compte des besoins de la personne victime, que le présent travail propose d'explorer cette thématique sous l'angle de la prise de décision et du processus de changement. Il s'agira plus précisément de comprendre ce qui amène la personne victime à dire « stop », à quitter le partenaire violent et à persévérer dans ce choix. De plus, il sera également question de mettre à jour, dans la relation d'aide et surtout de répondre de manière plus pertinente aux besoins de la personne victime, ce qui a permis d'amener et de soutenir la dynamique de changement.

---

<sup>3</sup> Office fédéral de la statistique, consulté le 6 mars 2010, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/04/blank/01/06/03.html>

<sup>4</sup> Pour rappel, le masculin est utilisé dans ce travail comme représentant les deux sexes. Il en va de même pour les termes « professionnel » et « intervenant ».

Pour mener à bien cette recherche, des entretiens avec des personnes victimes ont été réalisés. Les témoignages recueillis ont livré des informations extrêmement importantes et ont montré notamment qu'une part essentielle du cheminement vers le changement passe par la réappropriation par la personne victime du « qui je suis », et donc de l'identité propre, pour retrouver du pouvoir sur sa propre vie et aller vers l'autonomie.

Grâce à la parole des femmes interviewées, des pistes de réflexion et d'intervention ont ainsi pu être dégagées et celles-ci sont exposées à la fin de ce travail. Auparavant, différents aspects théoriques sont explorés. Le premier chapitre s'attarde sur des notions liées à la violence au sein du couple, sur deux modèles explicatifs, ainsi que sur le cadre légal. Il présente également un bref panorama de l'ampleur du phénomène en Suisse. Ensuite, ce sont les concepts liés à la victimisation secondaire, au modèle transthéorique du changement et aux facteurs d'aide qui sont abordés. Le troisième chapitre expose les hypothèses de ce travail et cette partie théorique se termine avec des éléments méthodologiques. La seconde partie, la partie empirique, présente quant à elle les résultats de cette recherche avec, comme mentionné, diverses perspectives envisagées pour la pratique.

# 1<sup>ère</sup> PARTIE : PARTIE THEORIQUE

## A. PROBLEMATIQUE

### 1. La violence au sein du couple

#### 1.1 Approches et regards sur la violence dans les relations de couple

La littérature et les auteurs abordent de manières multiples la violence dans les relations de couple. Deux grandes approches se dégagent : celle qui évoque la violence en termes d'actes, de comportements, comme le fait la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et celle qui la présente comme un moyen prépondérant de domination et de contrôle d'un partenaire sur l'autre.

La Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes en propose une description générale dans son article premier :

*« Tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. »*

Elle poursuit dans le second article mentionnant clairement le contexte de la famille et du couple ainsi que les formes de violence :

*« [...] la violence physique, sexuelle et psychologique exercée au sein de la famille, y compris les coups, les sévices sexuels infligés aux enfants de sexe féminin au foyer, les violences liées à la dot, le viol conjugal, les mutilations génitales et autres pratiques traditionnelles préjudiciables à la femme, [...] »*

Un auteur évoquant la violence au sein du couple est Kathy Souffron (2007). Dans son ouvrage « Les violences conjugales », elle parle de la violence en termes d'actes et de comportements ayant des manifestations diverses. Elle distingue la violence verbale et psychologique, la violence économique, la violence physique, la violence sexuelle. La violence verbale et psychologique comprend des actes tels que les menaces, les insultes, les critiques, le mépris, le contrôle sur l'autre. Cette forme de violence dévalorise, fragilise l'image de soi et donc favorise la domination du partenaire. C'est l'identité même de la personne qui est attaquée. De part l'aspect subjectif qui y est lié puisqu'elle ne laisse pas de trace visible, la violence verbale et psychologique s'avère parfois difficile à repérer. La deuxième catégorie, celle de la violence économique, tourne autour du contrôle de l'argent et par conséquent limite l'accès pour la femme à certaines ressources. La violence physique, qui par définition est une atteinte à l'intégrité physique de la personne, est l'expression la plus visible de la violence. Gifler, bousculer, battre, étrangler, menacer de mort, menacer avec un couteau ou une arme à feu, tirer un coup de feu, frapper avec un objet (Gillioz et al, 1997, p.68) sont des actes constitutifs de la violence physique. Dernier type de violence distingué par Souffron, la violence sexuelle est probablement la plus dure à évoquer pour la personne victime car elle relève d'un double tabou, la violence et la sexualité. Elle s'exprime par des relations sexuelles imposées et brutales, des sévices sexuels, des avortements forcés.



Une autre approche, présentée dans l'ouvrage intitulé « Violence et abus sexuels dans la famille » et écrit par Perrone et Nannini, évoque en quelque sorte deux formes de violence en fonction de la relation qui unit les partenaires : la violence agression « [...] qui se trouve entre deux partenaires qui sont impliqués dans une relation symétrique, ou autrement dit, égalitaire[...] » et la violence punition « [...] qui se trouve entre deux partenaires impliqués dans une relation complémentaire, autrement dit non égalitaire. » Pour préciser, la relation symétrique place les partenaires en situation de rivalité et, lorsque la violence éclate, il y a escalade car chacun agit pour entretenir l'égalité de statut qui existe entre eux. Dans la relation complémentaire, les deux partenaires n'ont pas un statut égalitaire. L'un des partenaires accepte cette différence de statut et l'autre l'utilise. Il faut encore mentionner que symétrie et complémentarité peuvent être présentes dans la relation (Perrone, Nannini, 2006, p.41).

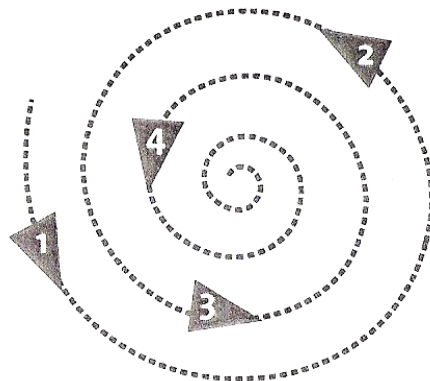
Pour finir, la violence, telle qu'appréhendée par Lori L. Heise, fait état d'actes posés dans un but de contrôle. Elle place d'entrée la violence dans un contexte de pouvoir, de domination, de relations asymétriques entre hommes et femmes au sein d'une société patriarcale : « *N'importe quel acte de force ou de coercition mettant gravement en danger la vie, le corps, l'intégrité psychologique ou la liberté des femmes, et commis au nom de la perpétuation du pouvoir et du contrôle masculin.* » (Heise citée in Médecins du Monde, 2009, p.15)

Chacune de ces approches montre que la violence s'exprime sous divers aspects et qu'elle s'exerce dans un but de contrôle et de pouvoir d'un partenaire sur l'autre.

## 1.2 Le cycle de la violence

Le recours à la violence n'est pas continu (Walker citée in Souffron, 2007). Il s'inscrit dans un cycle précis constitué de quatre phases : l'accumulation de tensions, le passage à l'acte, la déresponsabilisation et la justification, la « lune de miel ». Au cours de la première phase, la violence n'est présente que de manière latente dans les interactions. Un cumul de stress, de frustrations, de contrariétés et de mécontentements de tous ordres devient source d'une importante pression pour le partenaire violent. Il n'y a pas d'échange autour de ces tensions mais des non-dits ou des sentiments qui ne sont pas exprimés. Ces derniers justifieront par la suite le recours à la violence. La seconde phase du cycle, comme son nom l'indique, est le moment où la violence éclate. Les tensions accumulées ne sont plus supportables et doivent être soulagées par différents moyens : insultes, menaces, coups. A ce stade, la peur est plus que jamais présente chez la personne victime. Quoiqu'elle fasse, peu importe ce qu'elle met en œuvre, la violence continue d'éclater. Durant la troisième phase, l'auteur de la violence minimise son comportement. Il cherche toutes sortes de justifications à son acte pour l'expliquer : tensions au travail, consommation d'alcool par exemple. Il peut aller jusqu'à légitimer son recours à la violence en l'attribuant à la conduite de sa partenaire. Il se déresponsabilise alors que la personne victime se culpabilise et finit par porter la responsabilité de l'agression subie. Par ce schéma de pensée, elle participe au renforcement du cycle ou au processus d'apprentissage associé au cycle et à ses répétitions.

Enfin, la quatrième étape du cycle, la « lune de miel », correspond à la période pendant laquelle l'auteur manifeste des regrets et demande pardon. Il s'agit pour lui de se réconcilier avec sa partenaire, de la rassurer. Quant à la personne victime, elle reprend espoir et veut croire en un avenir commun. Cependant, cette dernière phase n'est qu'un répit. Elle tend à s'écourter avec le temps, voire à disparaître totalement.



### Schéma du cycle de la violence

- ❶ la tension monte
- ❷ la violence explose
- ❸ l'agresseur se justifie, la victime doute
- ❹ il promet de ne plus recommencer, espoir, « tout va bien ».<sup>5</sup>

Le produit du cycle et de ses répétitions est ce que Lenore E. Walker appelle « learned helplessness<sup>6</sup> ». Selon ce concept, une personne subissant de la violence au sein d'une relation de couple intériorise des conduites excluant toute résistance à l'agression dont elle est la victime pour en éviter les conséquences négatives. Ces notions de non réponse et d'apprentissage, associées à la peur qui favorise l'emprise de l'agresseur, contribuent à la perte d'autonomie. Puisqu'aucun de ses actes n'a pu stopper la violence, le lien entre ce que la personne fait et les conséquences qui en découlent est dénaturé, ce qui réduit non seulement sa faculté à réagir mais aussi à agir et à décider, donc à demander de l'aide ou à partir par exemple.

Ce cycle de la violence piège les personnes victimes dans une spirale destructrice. A chaque fois qu'il se répète, les différentes phases sont de plus en plus rapprochées. La violence augmente en intensité et en fréquence, ce qui signifie que, dans les premières répétitions du cycle, les agressions sont très souvent psychologiques. Elles permettent la dévalorisation et le dénigrement qui participent à la fragilisation de la personne violentée ainsi qu'à la perte d'estime de soi. Ce type de violence sous forme d'insultes, de remarques désobligeantes, de critiques, d'humiliations voire même de menaces, place petit à petit la victime sous l'emprise de son partenaire. Il est à noter que violences verbales et physiques sont fréquemment associées.

Sortir de ce cycle suppose l'arrêt de la violence. Dans ce but, différentes possibilités peuvent être évoquées. Il y a tout d'abord le travail que le partenaire lui-même peut décider d'entreprendre pour modifier son comportement. Il y a également le cadre légal qui, une fois appliqué, peut intervenir par l'intermédiaire de mesures plus ou moins importantes pouvant aller jusqu'à l'enfermement du partenaire violent. Enfin, et c'est là l'objet de cette recherche, la femme victime de violence dans sa relation de couple peut elle-même décider de mettre un terme à la violence subie. Elle entre alors dans un processus de changement, changement qui doit être compris tout au long de ce travail comme le fait de quitter son partenaire de manière définitive.

<sup>5</sup> Schéma tiré du *Protocole d'intervention à l'usage des professionnel-le-s* réalisé par GIGANDET Michèle et MOSCZYTZ Sara sur mandat du Bureau de l'égalité du canton de Vaud, 2003, p. 5

Il est à noter que ce schéma peut comporter une cinquième phase au cours de laquelle l'agresseur rend la victime responsable de sa violence, ceci dans le but de protéger sa propre cohésion interne et de renforcer la culpabilité de la victime. Cette dernière, malgré le fait qu'elle ne réagisse pas et qu'elle mette en place diverses stratégies pour éviter la violence, subit tout de même

<sup>6</sup> La traduction française proposée pour ce terme est « impuissance apprise ».

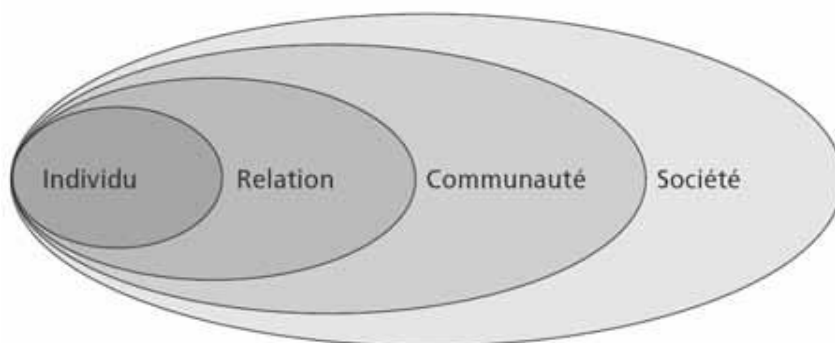
### 1.3 Les modèles explicatifs

La violence conjugale ne peut s'expliquer par une cause unique. En tant que comportement, elle est assimilée par l'observation et/ou le vécu personnel (Gillioz et al., 2003, p.22). Elle découle d'interactions multiples entre divers facteurs agissant sur des niveaux différents. De plus, il est absolument nécessaire de distinguer clairement les causes de la violence conjugale, autrement dit ses origines, des conditions qui favorisent son apparition (Mayer cité in Egger et Schär Moser, 2009).

#### 1.3.1 Le modèle écologique

Dans la perspective de mettre en évidence les conditions participant à l'apparition de la violence ainsi que leurs influences réciproques, le modèle écologique, élaboré par Lori L. Heise<sup>7</sup>, présente l'avantage de faire apparaître les influences multidirectionnelles entre différents niveaux ou plans et facilite ainsi la compréhension des conséquences des interactions en jeu sur la manifestation de certaines conduites, violentes ou non. Il distingue quatre niveaux composés chacun d'un certain nombre de facteurs. Ces derniers interfèrent non seulement entre eux, sur un même niveau, mais aussi avec ceux des autres plans.

Le premier niveau mentionné par ce modèle, l'ontosystème, est celui de l'individu. Il comprend les aspects biologiques, démographiques et l'histoire personnelle. Le second niveau, le microsystème, s'intéresse aux échanges relationnels avec les proches, c'est-à-dire la manière de communiquer, de gérer les conflits et d'y répondre, la manière de prendre des décisions. Les réseaux familial, professionnel et social sont inclus dans ce niveau. Il peut être mis en parallèle avec le concept de dominance évoqué par Gillioz dans son enquête. Cette notion fait référence aux conduites adoptées par l'homme dans le but de placer sa partenaire dans une position inférieure (Gillioz et al, 1997, p.78). Trois dimensions ont été particulièrement étudiées : le pouvoir de l'homme dans la relation, le contrôle exercé sur la femme, la dévalorisation. Ce concept sera développé de façon détaillée par la suite. L'avant dernier niveau du modèle écologique est le mésosystème. C'est celui de la communauté. Il fait référence au groupe d'appartenance et au contexte communautaire, ce qui signifie qu'il prend en compte l'isolement, les conditions économiques, les attitudes de tolérance vis-à-vis de la violence. Le quatrième et dernier plan du modèle met en avant la société, autrement dit l'environnement pris dans sa globalité avec ses normes et valeurs dominantes, sa répartition des rôles entre hommes et femmes dictée par l'organisation sociale, ses réponses tant étatiques que juridiques. Ce dernier niveau, le macrosystème, légitime les rapports dominant – dominé.



**Tableau 1 : Schéma explicatif du modèle écologique.**  
(OMS (2002, 10); Heise (1998, 265); propre représentation graphique in Egger et Schär Moser, 2009)

<sup>7</sup> Ce modèle est mentionné dans le rapport publié par l'OMS en 2002

Il y a donc un ensemble de conditions qui, réunies ou conjuguées, favorisent ou non l'apparition de comportements violents. La simple relation de cause à effet ne peut être ici retenue puisqu'un certain nombre de facteurs vont engendrer des effets divers en fonction de la manière dont ils s'influencent mutuellement.

### 1.3.2 La dominance masculine

Comme explicité auparavant, les conditions dans lesquelles la violence apparaît ne peuvent être assimilées aux causes premières ou plutôt aux origines de la violence au sein du couple. Selon Gillioz et al. (1997), la violence envers les femmes ne peut être appréhendée hors d'un contexte macro et microsocial mettant en évidence les relations inégalitaires entre les sexes. Celles-ci sont le reflet de multiples discriminations à l'égard des femmes ainsi que d'un système de références qui les place en situation d'infériorité. Il y a ainsi une sorte de légitimation de ce rapport asymétrique entre l'homme et la femme par les normes et les valeurs communes au plus grand nombre. Ce déséquilibre confère un pouvoir à l'homme sur la femme. Sur le plan microsocial, il est renforcé dans la relation de couple par les inégalités présentes aux niveaux structurel, organisationnel et culturel, ainsi que par le mode de fonctionnement et la relation à l'environnement du couple (Gillioz et al, 1997, p.30). L'aspect structurel fait état des positions de chacun en termes de capitaux financiers, scolaires, professionnels. L'inégalité se mesure aussi sur le plan de l'organisation des tâches, plus précisément au niveau de la répartition du travail salarié et domestique. Une conséquence fréquente d'une forte inégalité organisationnelle est la dépendance notamment économique ou financière de la femme vis-à-vis de son partenaire. Le troisième niveau fait référence aux représentations, c'est-à-dire aux stéréotypes liés à la position et au rôle de l'homme et de la femme. Concernant le mode de fonctionnement du couple, il comprend deux axes : la communication et le partage du pouvoir à l'intérieur de couple. Pour terminer, le degré d'ouverture du couple sur l'extérieur, soit sur l'entourage, sur le cercle de connaissances, ou de repli sur lui-même va diminuer ou augmenter l'isolement de la femme. Ce qui implique qu'une part de ses ressources en termes de lien social va dépendre de la capacité du couple à entretenir des échanges avec son environnement.

Une notion fortement mise en avant par Gillioz (1997, p.78, p.88ss) est la dominance masculine. Comme mentionné, celle-ci transparaît d'une certaine manière au travers du microsystème du modèle écologique décrit ci-dessus, ainsi qu'au travers de l'ontosystème, et a une influence sur le mode de fonctionnement du couple. Ce concept explicite au regard de trois axes les stratégies mises en place dans le but d'asseoir le pouvoir masculin dans la relation. Ces axes sont : le pouvoir ou l'influence de l'homme dans la prise de décision, l'emprise de l'homme sur la sphère de la femme, la dévalorisation de la femme. Il est à noter que le second axe fait référence à deux formes d'emprise : celle exercée sur la vie de la femme et celle imposée sur la sexualité de cette dernière. La dominance est donc bel et bien une forme particulière de domination à appréhender au plan interactionnel et qui n'est que le reflet au niveau microsocial d'une organisation macrosociale plaçant l'homme en position dominante.

L'enquête de Gillioz et al. (1997) a voulu saisir les différentes façons dont le pouvoir se manifestait dans les interactions et établir si l'apparition de comportements violents pouvait être reliée au concept de dominance masculine. Les résultats obtenus sont clairs et repris en partie ci-dessous pour mieux saisir le lien existant entre l'exercice du pouvoir et la violence dans la relation de couple.

Il ressort premièrement que, dans les couples où l'homme est le plus influent au moment de prendre des décisions, c'est-à-dire qu'il est celui qui a le dernier mot en cas de désaccord, le pourcentage de femmes violentées physiquement et/ou sexuellement est de 13,9%. Quant à la violence psychologique, ce chiffre s'avère plus important et se monte à 33,5%. Par rapport au

deuxième axe étudié, celui de l'emprise de l'homme, les résultats confirment une forte corrélation entre le degré de contrôle exercé et les actes de violence commis. Le taux de violence physique et/ou sexuelle dans un couple où l'emprise du partenaire est élevée est de 34,5%, ce qui correspond à un rapport dix fois supérieur en comparaison des couples dans lesquels le contrôle est nul. L'enquête révèle un taux de violence psychologique de 65,8% en cas de forte emprise de l'homme. Finalement, il apparaît que selon le dernier axe, soit celui de la dévalorisation, le lien est nettement établi entre violence physique et/ou sexuelle, violence psychologique et les critiques, les reproches, les remarques négatives du partenaire. La femme subit dans ce type de relation 13 fois plus de violence physique et/ou sexuelle et 9 fois plus de violence psychologique que dans un couple où le conjoint ne la dénigre pas.

Le lien présent entre dominance et violence se trouve résumé dans le tableau ci-dessous. Les chiffres concernent la violence subie durant les douze derniers mois précédant l'enquête selon l'indice de dominance.

Indice de dominance	Indice de violence			
	Nul	Bas	Moyen	Elevé
Nul	10.0%	1.7%	0.0%	0.0%
Bas	69.0%	67.4%	51.0%	20.8%
Moyen	16.7%	21.3%	33.6%	33.8%
Elevé	4.3%	9.5%	15.5%	45.5%

**Tableau 2 : Lien entre dominance et violence (Gillioz et al., 1997)**

Un constat s'impose : 79.3% des partenaires qui font subir de la violence grave ont un indice de dominance moyen à élevé, alors que le même nombre ayant un indice de dominance bas ou nul n'ont pas recours à la violence.

Au vu de ces résultats, l'étude a pu conclure que la dominance de l'homme dans l'échange est un facteur favorisant fortement l'apparition de la violence. La notion de pouvoir masculin est de ce fait importante dans la compréhension de la violence au sein du couple. En étant très influent lors de prises de décisions, en contrôlant sa partenaire et en la dénigrant fréquemment, l'homme maintient celle-ci en position inférieure dans la relation. Le recours à la violence est un moyen de maintenir voire d'amplifier cette asymétrie dans l'interaction, celle-ci étant rendue possible par une structure sociale favorisant le masculin en tant que genre dominant.

## 2. Le cadre légal

En Suisse, la législation sur laquelle les personnes victimes peuvent s'appuyer comporte deux volets principaux : la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) et le nouveau Code de procédure pénale suisse (CPP). Le lien entre ces deux textes de loi existe au travers des droits qu'ils garantissent aux personnes victimes

La loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions<sup>8</sup> est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Révisée au 1<sup>er</sup> janvier 2009, elle offre aux victimes et à leurs proches (conjoint, enfants, père et

<sup>8</sup> Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions du 23 mars 2007, état le 1<sup>er</sup> janvier 2009  
La section 2 détaille l'aide fournie par les centres de consultation, art.12 à 16

mère de la victime) une aide sous différentes formes : conseils et aide immédiate, aide à plus long terme, protection et droits particuliers dans la procédure pénale, réparation morale et indemnisation principalement (art.1 et 2 LAVI). L'article premier de la LAVI définit une victime comme « *toute personne qui a subi, du fait d'une infraction, une atteinte directe à son intégrité physique, psychique ou sexuelle[...]* ». Elle est considérée comme victime peu importe si « *[...]l'auteur de l'infraction ait été découvert ou non, ait eu un comportement fautif ou non, ait agi intentionnellement ou par négligence* ». La loi prévoit des dispositions visant à la protection de la personnalité de la victime durant tous les stades de la procédure (art.34 à 38 LAVI). De même, des mesures spécifiques aux enfants sont mentionnées (art.41 à 44 LAVI).

Entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le nouveau Code de procédure pénale suisse reprend à l'article 116 la définition de la notion de victime donnée par la LAVI dans son article premier. Les principales dispositions relatives aux droits des victimes dans la procédure y sont également explicitées au travers de l'article 117.

La législation visant à protéger la personne ayant subi des actes de violence de la part de son partenaire se base sur l'article 28b du Code civil suisse. Cet article prévoit des mesures d'éloignement de la personne auteure des actes de violence, d'interdiction d'approcher et d'entrer en contact avec la personne victime. Il incombe ensuite aux cantons de définir un cadre dans lequel ces dispositions sont inscrites, de même que les acteurs responsables de leur application. Dans cette optique, certains cantons se sont dotés de législation particulière ou ont ajouté ces mesures dans le cadre de la loi sur la police.

Pour exemple le canton de Neuchâtel s'est doté depuis 2004 d'une loi sur la lutte contre la violence dans les relations de couple (LVcouple NE). Elle définit dans son article second la violence dans les relations de couple comme « *[...]toute atteinte à l'intégrité physique, psychique ou sexuelle commise entre conjoints durant le mariage ou dans l'année qui suit le divorce[...]* ». De plus, elle précise cette définition au point b de l'article 2 en faisant état de « *[...]toute atteinte à l'intégrité physique, psychique ou sexuelle commise entre partenaires hétéro- ou homosexuels, pour autant qu'ils fassent ménage commun pour une durée indéterminée et que l'atteinte ait été commise durant cette période ou dans l'année qui suit la séparation* ». Ainsi, la LVcouple NE assoit explicitement au plan cantonal des notions mentionnées dans le Code pénal suisse<sup>9</sup> (CP) par rapport aux infractions constitutives de la violence au sein du couple. En effet, la notion de couple y est d'une part élargie : il est perçu comme étant formé de deux conjoints ou de deux partenaires, hétérosexuels ou homosexuels. Et d'autre part, la notion temporelle est évoquée puisque l'atteinte portée est prise en considération durant la vie commune ou le mariage, ainsi qu'une année après la séparation ou le divorce. Le canton de Neuchâtel possède également une loi sur la police (LPol). Celle-ci prévoit à l'article 57 diverses mesures et donne pouvoir aux policiers de les appliquer. Il est donc possible de maintenir en détention dans les locaux de la police une personne représentant un danger pour l'intégrité physique ou psychique d'autrui ou de l'expulser du domicile pour une durée de 10 jours (art. 57a LPol). Ce délai peut être prolongé jusqu'à un maximum de 20 jours au total par le Tribunal des mesures de contrainte (art.57c al 2 LPol).

En ce qui concerne le canton du Valais, l'ordonnance de la loi sur la police cantonale du 1<sup>er</sup> octobre 1986 a été modifiée en mars 2007. L'article 25a al 2 permet à l'officier de service d'expulser la personne auteure de violence pour une durée maximale de 14 jours. Quant à la personne victime, elle est immédiatement informée de l'existence des centres de consultation LAVI et de l'aide dont elle peut bénéficier (art.25c al 1). Il faut tout de même garder en mémoire

<sup>9</sup> Code pénal suisse du 21 décembre 1937, état au 1<sup>er</sup> janvier 2010

que les mesures visant à la protection des victimes sont appliquées de manières très diverses sur l'ensemble de la Confédération (Mösch Payot in Questions au féminin, 2008, p.23).

Il faut encore noter ce qui suit. Une mesure d'expulsion prononcée par la police assure une protection immédiate et sur une courte durée de la personne victime. Il s'agit là d'une mesure d'urgence appliquée dans le but de permettre à la personne ayant été violentée d'entreprendre d'autres démarches. Cependant, *«[...] la protection efficace d'une victime de la violence domestique peut aller bien au-delà de la possibilité de bénéficier – dans le meilleur des cas – de quelques jours de tranquillité.»* (Mösch Payot in Questions au féminin, 2008, p.23) Ce constat, basé également sur le modèle autrichien en matière de protection contre la violence, a conduit à compléter en 2007 les normes de protection de la personnalité proposées dans le Code civil suisse<sup>10</sup> (CC). *«Auparavant, certes, on pouvait déjà demander, dans le cadre de la protection du mariage, qu'une seule personne ai le droit d'occuper le logement, mais de l'avis de la plupart des tribunaux, cette protection n'offrait pas la possibilité de prendre des mesures supplémentaires – interdiction de s'approcher, d'avoir des contacts, de demeurer dans le quartier – et ne s'appliquait en outre qu'aux personnes mariées. La nouvelle norme de droit civil prévoit qu'en cas de violence, de menaces ou de harcèlement, la personne plaignante peut demander d'interdire à l'auteur de l'approcher, de prendre contact avec elle, de fréquenter certains lieux (art. 28b, al.1, ch.1-3 CC). En outre, si la personne plaignante vit dans le même logement que l'auteur, elle peut demander l'expulsion de celui-ci (art. 28b, al.2 CC). Ces dispositions s'appliquent expressément au domaine de la protection du mariage (art. 172, al.3, 2<sup>e</sup> phrase CC).»* (Mösch Payot in Questions au féminin, 2008, p.23). Malheureusement, les aspects de rapidité, de simplicité et de gratuité des procédures civiles mis en avant par la législation autrichienne n'ont pas été acceptés.

Il existe donc un certain nombre de dispositions mises en place progressivement pour protéger et soutenir les personnes victimes de violence au sein du couple. Pour soutenir cet engagement de même que pour donner un signal clair aux auteur-e-s de violence, la poursuite d'office des délits en rapport avec la violence dans les relations de couple a été pensée à la fin des années 1990, à la suite de deux initiatives parlementaires déposées en 1996. Elle est entrée officiellement en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2004. Lors de l'élaboration du projet de loi, la possibilité est laissée de suspendre la procédure. Ces modifications poursuivent également un but symbolique : *«[...] la poursuite d'office de la violence domestique devait manifester clairement que cette dernière ne relève pas de la seule sphère privée. En même temps, il s'agissait de diminuer les pressions auxquelles sont soumises les victimes qui doivent décider si elles vont déposer plainte ou maintenir celle-ci. Le danger d'une telle situation existe surtout dans les cas où la violence est l'expression d'un comportement systématiquement violent et dominateur à l'égard de la victime.»* (Mösch Payot in Questions au féminin, 2008, p.24) Concrètement, le Code pénal suisse (CP) a donc subi au 1<sup>er</sup> avril 2004 des changements sur les points suivants. Tout d'abord, la contrainte sexuelle (art. 189 CP) et le viol (art. 190 CP) sont des infractions poursuivies d'office aussi dans le cadre du mariage et du partenariat. Les lésions corporelles simples (art. 123 CP), les menaces (art. 180 CP) et les voies de fait réitérées (art. 126 CP) sont également considérées comme des infractions poursuivies d'office si elles sont commises par le conjoint ou le partenaire enregistré, et ce jusqu'à une année après le divorce ou la dissolution judiciaire du partenariat. Ensuite, l'article 55a CP permet la suspension de la procédure pour les lésions corporelles simples, les menaces, les voies de fait réitérées et la contrainte (art. 181 CP) sur demande de la personne victime. Cette demande peut – mais ne doit pas – être acceptée par l'autorité compétente et il existe dès ce moment un délai de six mois durant lesquels une reprise de la procédure est possible avec l'accord de la victime. Au terme de ce délai, la procédure aboutit à un classement si elle n'a pas été réactivée.

---

<sup>10</sup> Code civil suisse du 10 décembre 1907, état au 1<sup>er</sup> janvier 2011



En conclusion, différentes évolutions ont eu lieu sur le plan juridique dans le but de soutenir les personnes victimes, de les protéger, et de donner un signal ferme à l'auteur puisque, avec la poursuite d'office, la violence au sein des relations de couple ne doit plus être uniquement perçue comme une affaire privée. Il y a réellement une volonté sociale qui se manifeste au travers des changements légaux et qui contribue à une reconnaissance sociale en tant que victimes des personnes ayant subi de la violence.

### 3. Etat des lieux

« Il aura fallu attendre le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle pour que la violence de genre, celle exercée par les hommes envers les femmes, soit “découverte” ou plus exactement construite comme problème de société et portée sur la place publique. » (Gillioz et al., 2003, p.9). C'est à cette époque que différents mouvements féministes dénoncent les violences subies par les femmes, tant dans la sphère publique que privée.

Sur le plan international, les premières prises de position officielles datent des années 90 : l'ONU, l'UNICEF ou encore l'Organisation mondiale contre la torture font de la violence de genre une de leurs préoccupations essentielles. La violence envers les femmes est alors définie « [...] comme une violation des droits humains fondamentaux qui, en tant que telle, appelle une réponse des gouvernements, garants de la sécurité et de l'intégrité de leurs citoyen-ne-s. » (Gillioz et al., 2003, p.10).

Cette prise de conscience naît en Suisse dans les années 70 sous l'impulsion d'organisations œuvrant dans le domaine de l'aide aux victimes. Et, tout comme au niveau international, le désintérêt des politiques face à cette problématique est flagrant : peu ou pas de fonds débloqués pour lutter contre la violence faite aux femmes, peu ou pas de statistiques, d'études ou de recherches scientifiques (Gillioz et al. 2003). Un grand pas en avant intervient en 1993 avec l'entrée en vigueur de la Loi d'aide aux victimes d'infraction<sup>11</sup>. La première étude<sup>12</sup> réalisée sur le plan national est publiée en 1997. Elle révèle que, sur les douze derniers mois précédents l'enquête, une femme sur 16 a subi de la violence physique et/ou sexuelle et plus d'une sur quatre a été victime de violence psychologique. En ce qui concerne la violence vécue au cours de la vie dans une relation de couple, une femme sur cinq mentionne avoir subi de la violence physique et/ou sexuelle et deux sur cinq de la violence psychologique. Ces résultats ont été extrapolés à l'ensemble de la population des femmes ayant entre 20 et 60 ans et vivant en couple (soit 1'426'000 personnes) et sont répertoriés dans le tableau ci-après.

	Femmes violentées au cours de l'année (1993)	Femmes violentées au cours de leur vie
Violence physique et/ou sexuelle	86'986 (6.1%)	295'182 (20.7%)
Violence psychologique	373'612 (26.2%)	574'678 (40.3%)

**Tableau 3 : Nombre de femmes violentées dans le cadre du couple en suisse (1993, extrapolation) (Gillioz et al., 1997)**

<sup>11</sup> Voir point 2 Le cadre légal

<sup>12</sup> Cette étude, menée par Jacqueline De Puy, Lucienne Gillioz et Véronique Ducret, se base sur un échantillon représentatif interrogé en 1993. Elle mesure pour la première fois l'ampleur d'un phénomène bien plus répandu que ce que l'on pense. Les résultats obtenus ont été rassemblés dans l'ouvrage « Domination et violence envers la femme dans le couple » cité en bibliographie.



Toutefois, ces chiffres sous-estiment probablement l'ampleur réelle de la violence au sein du couple en Suisse. Premièrement, parce que les femmes séparées ou divorcées n'appartiennent pas à l'échantillon interrogé si la rupture a eu lieu avant les douze derniers mois précédant l'étude. Et deuxièmement, la problématique reste pour le moins tabou : il est difficile pour les victimes d'en parler au vu de la honte et de la culpabilité qu'elles peuvent ressentir

Une autre étude, réalisée par Killias, Simonin et De Puy, livre des chiffres complémentaires à ceux ressortant de l'étude de Gillioz. Publiée en 2004, cette recherche base ses données sur les témoignages de 1975 femmes entre 18 et 70 ans. Elle révèle les résultats suivants.

	Durant l'année dernière	Durant la vie entière
Violences physiques et menaces	1.9%	26.6%
Violences physiques sans menaces	1.3%	19.9%
Violences sexuelles	1.7%	25.2%

**Tableau 4 : Pourcentage de victimes des différents types de violence, au cours d'une année et durant la vie entière (Killias, Simonin, De Puy cités in *Crimiscope*, décembre 2004)**

Il ressort que plus d'une femme sur 4 a été victime de violences physiques et de menaces au cours de la vie. De plus, un quart des femmes ont été victimes de violences sexuelles durant leur vie.

L'étude de Killias, Simonin et De Puy met également en lumière le taux de violence en fonction du type d'agresseur. Elle montre que la violence se produit le plus souvent hors de la relation de couple. En effet, selon les résultats publiés, une femme sur 10 a subi de la violence de la part du partenaire au cours de sa vie, alors que plus de trois femmes sur 10 ont été victimes de violence de la part de non-partenaires. Il apparaît donc que la violence envers les femmes est principalement l'œuvre d'auteurs ne partageant pas de relation de couple avec elles. Cela s'explique par le fait que les menaces et les infractions sexuelles sont plus souvent commises par des non-partenaires. Quant à la violence physique, les auteurs sont majoritairement des partenaires, notamment les ex-partenaires, surtout en ce qui concerne les actes les plus graves comme par exemple étrangler, étouffer, brûler (Killias, Simonin, De Puy cités in *Crimiscope*, décembre 2004). Ces chiffres, lus en parallèle avec ceux ressortant de l'étude de Gillioz, témoignent d'une tendance, d'une possibilité à ce qu'entre une femme sur 4 et une femme sur 5 subissent de la violence au cours de leur vie.

	Durant l'année dernière	Durant la vie entière
<b>Violence par tout type de partenaire</b>	<b>0.9%</b>	<b>10.5%</b>
Partenaire actuel	0.4%	2.4%
Ex-partenaire	0.7%	12.9%
<b>Violence par les non partenaires</b>	<b>2.6%</b>	<b>32.0%</b>
Ami / connaissance / collègue	1.3%	18.9%
Parenté	0.2%	4.3%
Inconnu	1.3%	14.4%

**Tableau 5 : Pourcentage de femmes victimes sur une année et durant la vie entière, en fonction de la relation entre la victime et son agresseur (Killias, Simonin, De Puy cités in *Crimiscope*, décembre 2004)**

Pour terminer, il faut encore mentionner que, sur l'ensemble des femmes victimes de violence dans leur relation de couple, seul une minorité, soit 11,7%, décide de faire appel à l'aide de professionnels (Gillioz et al. 1997). D'une manière générale, « [...] *moins d'une femme sur deux (44.4%) se dit vraiment satisfaite de l'intervention de ces professionnel-le-s. 36.8% se déclarent assez satisfaites, alors que 16% se déclarent pas du tout satisfaites ; 2.8% ne se prononcent pas.* » (Gillioz et al., 1997, p.101). L'accueil des professionnels ainsi que leur attitude sont dénoncés : manque d'empathie, préjugés, parti pris pour le partenaire. Ces comportements conduisent à une victimisation secondaire (Gillioz et al. 2003).

## 4. Conclusion

La violence subie par les femmes dans leur relation de couple représente bien une violation grave de leurs droits les plus élémentaires : elle porte atteinte à l'intégrité physique et psychique, à la dignité, à la vie. Elle est la manifestation concrète des rapports de domination existant entre hommes et femmes et recourir à la violence permet de maintenir ou d'amplifier l'asymétrie de leurs relations. Elle ne peut s'expliquer par une cause unique mais par l'interaction d'une multitude de facteurs qui permettent à la violence de se développer : les aptitudes communicationnelles, l'indice de dominance, le contexte de vie, les normes en vigueur notamment.

Il est difficile de quantifier un phénomène qui se déroule dans la sphère privée et dont les effets sont destructeurs sur l'autonomie et l'estime de soi de la victime. Cependant, selon les chiffres mentionnés dans l'étude de Gillioz et al. (1997) et ceux ressortant de l'étude de Killias et al. (2004), au cours de sa vie, entre une femme sur 4 et une femme sur 5 sont concernées par la violence. Les résultats montrent que les ex-partenaires s'avèrent plus violents que les partenaires actuels et que c'est dans le cadre de la relation de couple que les actes de violence physique sont les plus sérieux.

Sur le plan politique, les prises de conscience ont été lentes et ce n'est que dans les années 90 que la violence au sein du couple devient une préoccupation pour les instances nationales et internationales. En 1993 entre en vigueur la Loi sur l'aide aux victimes d'infraction dans le but de renforcer les droits des victimes et de leur offrir conseils, informations et soutien. Différentes dispositions sont introduites dans le Code civil suisse ainsi que dans le Code pénal suisse : mesures de protection de la personnalité, poursuite d'office, suspension provisoire. Toutefois, l'adéquation de ces changements reste à discuter au regard des objectifs poursuivis, à savoir protection de la personne victime et sanction sociale des actes commis, et de la victimisation secondaire qui peut en découler (Mösch Payot in Questions au féminin, 2008). Quant à l'accompagnement proposé, il est à noter qu'une minorité des victimes s'adresse à des professionnels et que la manière dont ceux-ci répondent à leurs demandes s'avère satisfaisante pour moins d'une femme sur deux.

Dans ce contexte, il est légitime de se questionner sur ce que signifie « satisfaisant » pour les personnes victimes ayant recours à des aides professionnelles, sur le pourquoi de ces réponses non satisfaisantes, sur leur influence dans le processus de changement et dans la prise de décision. Ces interrogations ont mené à l'élaboration de la question de recherche.

## B. CADRE CONCEPTUEL

### 1. La victimisation secondaire

De la violence exercée au sein d'une relation de couple découlent de multiples conséquences : les blessures diverses, les douleurs chroniques, les angoisses, les troubles du sommeil, la dépression, la consommation de médicaments ou d'alcool par exemple. Ce sont autant de signes directement visibles qui devraient alerter tout professionnel. Il y a cependant d'autres effets, tout autant destructeurs pour la femme violentée : la perte de confiance en soi liée à la capacité d'atteindre un objectif, la perte d'estime de soi influant sur la valeur que la personne se donne, la perte d'autonomie, la culpabilité.

Lors de la rencontre avec les professionnels, il arrive que les victimes subissent une autre conséquence de la violence. En effet, elles peuvent se heurter à une non reconnaissance, à une négation de leur vécu, de leur souffrance, de leur statut de victime. Il y a là un traumatisme supplémentaire provoqué par les réponses reçues des professionnels appelé victimisation secondaire (Romito, *Comment les services sociaux et de santé répondent-ils aux besoins des femmes violentées ?*, in Gillioz et al, 2003) ou « re-victimisation » (Gachet, *Aspects psychologiques de reconstruction chez les personnes victimes d'un événement traumatique*, in Ehrenzeller, Guy-Ecabert, Kuhn, 2009, p.135). Il est nécessaire d'avoir à l'esprit que toute personne faisant face à un événement traumatique voit ses croyances fondamentales ébranlées et ses certitudes existentielles ne font plus sens. Les affirmations telles que « je peux contrôler ma vie ou je peux faire des choix » s'effondrent. Dans l'ouvrage sur la nouvelle loi fédérale d'aide aux victimes d'infractions, Carol Gachet prend l'image du labyrinthe pour illustrer la destruction et la reconstruction à la suite d'un événement traumatique. « *On peut imaginer la victime projetée dans un monde inconnu et effrayant ; il lui est interdit de rebrousser chemin et elle ne possède ni carte ni boussole lui permettant de s'orienter. Elle avance en tâtonnant, parfois trouve un raccourci, particulièrement si une main secourable se tend sur son passage. Parfois, les méandres sont nombreux, la victime s'y perd, tourne en rond et dépense une énergie et un temps considérable à trouver une issue. Il arrive aussi que la victime ne trouve pas la sortie, et perde la raison ou...la vie.* » (Gachet, *Aspects psychologiques de reconstruction chez les personnes victimes d'un événement traumatique*, in Ehrenzeller, Guy-Ecabert, Kuhn, 2009, p.134). Sortir de ce labyrinthe amène à la reconstruction chez la personne victime. Pour cela, trois étapes doivent être franchies et peuvent être facilitées par l'accompagnement du professionnel : la restauration, la reconnaissance et la réconciliation. La première étape concerne d'une certaine manière l'expérimentation claire d'un contexte de sécurité pour soi-même et ses proches. Il s'agit là de la condition de base pour que la personne puisse aller de l'avant dans sa reconstruction. La seconde étape, soit la reconnaissance, est liée au fait d'admettre que quelque chose s'est passé et a bouleversé le cours de la vie. Cela passe par l'expression de ce qui a été vécu et ressenti. Mais dire, parler, mettre des mots sous-entend d'être entendu et qualifie l'attitude du professionnel par l'accueil, le non-jugement et la validation. Enfin, la réconciliation implique de comprendre et de donner du sens à ce qui s'est passé. C'est également se pardonner à soi-même « [...] de n'avoir pas pu / su agir différemment [...] » (Gachet, *Aspects psychologiques de reconstruction chez les personnes victimes d'un événement traumatique*, in Ehrenzeller, Guy-Ecabert, Kuhn, 2009, p.139). Toutefois, les professionnels ne sont pas toujours adéquats dans la relation d'aide et leur accompagnement ne permet pas à la personne victime d'évoluer au travers de ces trois étapes. Différentes réactions peuvent être qualifiées d'inadéquates et participer ainsi à la victimisation secondaire. Elles sont mentionnées ci-après.

Ces réactions sont nombreuses et de différents ordres (Romito, *Comment les services sociaux et de santé répondent-ils aux besoins des femmes violentées ?*, in Gillioz et al, 2003, p.177). Le déni

de la violence subie, bien que celle-ci s'avère manifeste, est une des réponses données. La victime n'est pas crue, la violence est minimisée voire occultée malgré les symptômes présentés. Une étude menée en Italie montre que la violence dans les relations de couple est insuffisamment identifiée par les différents intervenants sociaux (Gonzo, *Mythes et stéréotypes : les représentations des agent-e-s de santé concernant la violence à l'égard des femmes*, in Gillioz et al, 2003, p.166). Le déni est une réponse fréquente : de nombreuses femmes ayant subi des violences et qui se présentent aux urgences ou suivent des thérapies familiales ne sont pas vues par les professionnels comme des victimes (Romito, *Comment les services sociaux et de santé répondent-ils aux besoins des femmes violentées ?*, in Gillioz et al, 2003, p.180). Une autre réponse consiste à refuser l'aide et à ne pas prendre en considération la violence vécue alors que celle-ci est clairement exprimée. Cette réaction contribue à la perte de confiance à l'égard du professionnel parce qu'elle le positionne en tant que complice de l'agresseur (Romito, *Comment les services sociaux et de santé répondent-ils aux besoins des femmes violentées ?*, in Gillioz et al; 2003, p.181). Il arrive également que les femmes violentées soient soumises, une fois qu'elles ont consulté, à une médicalisation et à une psychiatrisation exagérées. La violence est alors vue comme la conséquence de problèmes psychologiques divers, ce qui renforce les messages dégradants du partenaire violent puisqu'une des façons de dévaloriser la femme est de lui dire qu'elle est folle ou de la faire passer pour telle (Romito, *Comment les services sociaux et de santé répondent-ils aux besoins des femmes violentées ?*, in Gillioz et al, 2003, p.181-182).

Pour Corinne Eggs Milhit, responsable cantonale LAVI, la victimisation secondaire est de différents ordres. « Elle va dépendre de l'attitude du professionnel, de ses connaissances, de ses croyances, de ses représentations de la violence. Mais elle dépendra aussi des réponses institutionnelles et structurelles que l'on va pouvoir donner aux gens.<sup>13</sup> » En effet, une décision d'un magistrat ou un règlement imposé dans un hébergement d'urgence peuvent être synonymes de victimisation secondaire pour la personne qui ne se voit pas reconnue ou qui doit évoluer un certain laps de temps dans un environnement avec des règles imposées qui ne sont pas celles qu'elle souhaite.

La victimisation secondaire naît également du paradoxe entre la ligne donnée par la loi (Code pénal suisse, Code civil suisse, LAVI) et ce que la personne violentée souhaite ou ne souhaite pas. Par exemple, certains actes tels les injures<sup>14</sup> ou l'utilisation abusive d'un moyen de communication pour importuner<sup>15</sup>, sont punis sur plainte. Or, le délai légal pour porter plainte est de trois mois<sup>16</sup>. Si la personne victime manque d'informations juridiques ou n'est pas prête à déposer plainte dans le délai requis, l'atteinte subie ne sera pas reconnue en tant que telle. Il est important d'avoir conscience que porter plainte est un acte public, une marque d'opposition face au partenaire et un refus de la violence subie dans un cadre privé. Au vu des conséquences qui peuvent en découler, notamment le redoublement de la violence, et au vu des effets sur la femme violentée des multiples répétitions du cycle<sup>17</sup>, les actions légales proposées à la personne victime ne s'accordent pas nécessairement avec ses besoins et contribuent de ce fait à la victimisation secondaire.

Un autre exemple de victimisation secondaire liée à l'application du cadre légal est la poursuite d'office. Comme évoqué au point 2 du précédent chapitre, le Code pénal suisse (CP) prévoit la poursuite d'office pour la majorité des actes de violence commis au sein du couple. Elle implique

<sup>13</sup> Corinne EGGS MILHIT, responsable cantonale LAVI, entretien du 12 août 2010

<sup>14</sup> Article 177<sup>1</sup> CP (Code pénal suisse), [http://www.admin.ch/ch/f/rs/c311\\_0.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/c311_0.html) consulté le 30 août 2010

<sup>15</sup> Article 179<sup>septies</sup> CP

<sup>16</sup> Article 31 CP

<sup>17</sup> Voir point 1.3.2 Le cycle de la violence

qu'en cas d'intervention de la police, un rapport est transmis au Procureur qui a le pouvoir d'ouvrir une enquête, et ceci même si aucune plainte n'a été déposée<sup>18</sup>. Par ce procédé, la femme violentée se retrouve dans une situation qui n'est pas forcément son choix, mais qui lui est imposée. De plus, la procédure ouverte dans le cas d'infractions poursuivies d'office peut – mais ne doit pas – être suspendue par l'autorité compétente sur demande de la personne victime pour une période de six mois et aboutir à un classement au terme de ce délai. Il y a donc une marge d'appréciation laissée à l'autorité pour suspendre une procédure en cours. Celle-ci se base sur un élément essentiel : la demande de suspension faite par la personne victime doit avoir été faite de son plein gré. Cela sous-entend que l'autorité doit juger le caractère volontaire et libre de la démarche pour y répondre favorablement. Une question reste alors ouverte : comment évaluer cet aspect au vue du contexte de pression et de contrainte vécu par un certain nombre de personnes victimes ? De plus, la procédure dépendant pour beaucoup du récit de la femme violentée, elle est d'autant plus susceptible de voir les pressions s'intensifier. Ainsi, malgré l'objectif avoué de « [...] *remédier aux situations typiques de pression et de contrainte que connaissent les victimes de la violence domestique [...] la poursuite d'office ne change rien aux pressions auxquelles est soumise la victime ni au danger de voir celles-ci aggravées par l'auteur. A cela s'ajoutent divers éléments qui peuvent plonger dans un dilemme la victime qui dépose plainte ou demande la suspension : la crainte d'une victimisation secondaire lors de la procédure pénale, l'incertitude au sujet des conséquences économiques, sociales et émotionnelles qu'une poursuite pénale entraînera pour la famille, le manque de confiance à l'égard de la police et de la justice pénale. Dans le cas de migrant-e-s peut s'ajouter la crainte des conséquences au niveau du droit des étrangers.* » (Mösch Payot in Questions au féminin, 2008, p.25)

Face à la loi, le professionnel doit donc s'interroger sur le sens et les limites de son accompagnement : comment la liberté et le choix de la victime dans la prise de décision peuvent-ils être entièrement respectés si le cadre légal restreint cette liberté par des délais et impose une instruction ? De même, face à l'urgence et à la nécessité de mettre en place des mesures de protection, comment le travailleur social peut-il garantir cette liberté et ne pas pousser la personne à poser tel acte plutôt qu'un autre, même s'il ne le fait pas de manière explicite ? Ces questions demandent réflexion afin de diminuer la victimisation secondaire et trouvent une partie de leur réponse dans le positionnement individuel du professionnel.

Pour résumer, l'inadéquation de ces réponses a donc des origines multiples : méconnaissance de la problématique, difficultés à entrer en matière et inconfort du professionnel, préjugés et représentations (Hofner et Mihoubi-Culand, *Le rôle des professionnel-le-s de l'action médico-sociale dans la prévention de la violence conjugale*, cité in Questions au féminin, 2008, p.91-92), mise en application parfois trop subjective du cadre légal. Un protocole d'intervention DOTIP<sup>19</sup> a été élaboré pour tenter de fournir des réponses plus appropriées, énumérant cinq étapes nécessaires à un comportement professionnel plus pertinent face à la problématique de la violence au sein du couple. Cependant, l'inadéquation des réactions découle également de l'incompréhension liée à la difficulté qu'ont les femmes violentées de prendre la décision de partir et de tenir cette position. Le chapitre suivant propose d'explorer cette difficulté à la lumière d'un concept théorique nommé modèle transthéorique du changement.

---

<sup>18</sup> Site violencequefaire, [http://www.violencequefaire.ch/fr/vic/loi/violence\\_interdite/index.php](http://www.violencequefaire.ch/fr/vic/loi/violence_interdite/index.php) consulté le 27 août 2010

<sup>19</sup> DOTIP signifie Dépister, Offrir un message de soutien, Traiter, Informer et Protéger. Il est décrit dans l'article de Marie-Claude HOFNER et Sylvette MIHOUBI-CULAND « Le rôle des professionnel-le-s de l'action médico-sociale dans la prévention de la violence conjugale » In Questions féminines, 2008

## 2. Le modèle transthéorique du changement (MTC)

La prise de décision est le résultat d'un enchaînement de différentes étapes dans le but de modifier ou de changer quelque chose dans une situation qui ne convient plus, dans un comportement : c'est réfléchir aux avantages et aux inconvénients, aux comportements passés et à ceux souhaités, ne pas négliger les risques ou difficultés éventuelles, savoir ce qui est nécessaire pour mettre en œuvre cette décision. Une suite de phases ou de stades permettent de décider et de réaliser le changement voulu<sup>20</sup>. C'est un processus ayant une visée de changement. Ce dernier est en lien avec deux concepts : la balance décisionnelle et le sentiment d'efficacité personnelle. De plus, certaines conditions favorisent l'émergence du changement. Ces notions seront décrites dans la suite de ce chapitre.

Le modèle transthéorique du changement élaboré par James O. Prochaska définit le processus de changement à l'aide de cinq stades (Lindsay et al, 2006, p.3). Le premier stade est la précontemplation. A ce moment-là, l'individu n'est que peu ou pas disposé au changement : le problème n'existe pas ou son ampleur et ses conséquences sont minimisées. Au second stade, celui de la contemplation, l'individu reconnaît l'existence d'un problème mais il n'est pas encore prêt à agir pour changer sa situation. Pour lui, le changement dépend de facteurs externes et il ne se sent pas responsable de faire évoluer sa situation. Une ambivalence existe entre l'envie de changement et sa mise en œuvre. La préparation est le troisième stade. L'ambivalence du stade précédent est résolue et la personne se sent alors prête à s'engager activement en vue d'une modification de sa situation ou de son comportement. Elle commence à poser des actes concrets, sans pour autant abandonner le comportement problématique. Arrive ensuite le stade de l'action. L'individu est véritablement actif : ses croyances, ses attitudes, ses connaissances évoluent et son comportement se modifie réellement. Il adopte de nouveaux comportements. Au cinquième stade, le maintien, la personne poursuit ses efforts pour maintenir les nouveaux comportements acquis et ainsi tenter d'éviter les rechutes possibles. Toutefois, en cas de régression à un stade précédent, il n'y a pas nécessairement perte de tous les acquis. Le processus se termine lorsque les probabilités de rechute sont infimes (Levesque, Gelles et Velicer (2000) cités in Lindsay, Brodeur et al, 2006). Il est à noter que, en vue d'un changement sur le long terme, trois à sept passages par les cinq stades peuvent être nécessaires (Begun et al (2001) cités in Lindsay, Brodeur et al, 2006). Il y a donc une dynamique circulaire et cyclique dans la production du changement. Des allers et retours sont nécessaires entre la réflexion et l'action, entre ce qui est pensé et expérimenté ainsi qu'entre ce qui est expérimenté et qui se voit repensé parce qu'une amélioration est possible. Ce modèle explique donc cette difficulté que rencontrent les personnes victimes puisqu'elles doivent avancer au travers des différents stades du modèle proposé et que plusieurs passages peuvent être nécessaires.

Le passage d'un stade à un autre suppose l'utilisation de stratégies de changement. Ce sont « *des activités déclarées ou secrètes dans lesquelles les individus s'engagent pour modifier leurs pensées, leurs comportements ou leurs relations associées à un problème particulier.* » (Prochaska (1995) cité in Lindsay, Brodeur et al, 2006, p.4). Il existe deux groupes de stratégies : les stratégies expérientielles et les stratégies comportementales. Les premières, plus centrées sur la réflexion, consistent en la prise de conscience, le soulagement dramatique lié à l'expression des émotions, la réévaluation de soi, la réévaluation de l'environnement, la libération sociale. Les secondes, quant à elles liées à l'action, sont de l'ordre de la libération personnelle qui équivaut à faire des choix, le contreconditionnement, le contrôle des stimuli, la gestion des conséquences, la relation d'aide (Lindsay, Brodeur et al, 2006, p.4).

---

<sup>20</sup> Pour rappel, le changement souhaité doit être compris dans ce travail comme le fait de quitter le partenaire violent.

Deux notions qui peuvent être associées au MTC sont la balance décisionnelle et le sentiment d'efficacité personnelle. Comme les stratégies de changement, elles favorisent le passage d'un stade à l'autre.

## 2.1 La balance décisionnelle

La balance décisionnelle est un concept issu d'un modèle de prise de décision identifié par Janis et Mann (1977 ; cités in Prochaska et Norcross, 1999 ; cités in Lindsay, Brodeur et al, 2006, p.4). Il stipule qu'une personne va modifier un comportement au moment où les avantages qui découlent du changement dépassent les inconvénients créés par celui-ci. L'individu effectue donc une sorte d'analyse ou d'évaluation de ce qu'il gagne et perd au travers du changement.

La notion de balance décisionnelle est à mettre en lien avec les différents stades du changement proposés par le MTC et l'évolution de la personne à travers ces stades. Lorsque cette dernière se trouve au stade de précontemplation ou de contemplation, les coûts associés au changement sont encore trop importants par rapport aux bénéfices que le nouveau comportement peut apporter. Par contre, juste avant l'action, la balance penche en faveur du changement, avec des avantages significatifs et supérieurs aux inconvénients engendrés (Prochaska et al (1994) cité in Lindsay, Brodeur et al, 2006, p.4).

## 2.2 Le sentiment d'efficacité personnelle ou auto-efficacité

Allié aux stratégies de changement et à la balance décisionnelle, le sentiment d'efficacité personnelle facilite la progression dans le processus de changement. Il a été développé par Bandura en 1977 et est défini de la manière suivante : « *L'auto-efficacité perçue concerne les croyances des gens dans leurs capacités à agir de façon à maîtriser les événements qui affectent leurs existences.[...] Si les gens ne pensent pas qu'ils peuvent produire les résultats qu'ils désirent par leurs actions, ils ont peu de raisons pour agir ou persévérer en face des difficultés* » (Bandura (1997) cité in Carré, *Bandura : une psychologie pour le XXI<sup>e</sup> siècle ?*, in Savoirs, Revue internationale de recherches en éducation et formation des adultes, 2004, p.41). En d'autres termes, si l'individu croit ou a confiance en sa capacité à changer, sa motivation et son investissement dans la démarche de changement en seront renforcés.

Pour Bandura, l'auto-efficacité se construit sur quatre bases : l'expérience vécue, l'expérience vicariante, la persuasion verbale, l'état émotionnel (Carré, 2004, pp.42-43). L'expérience vécue rassemble les succès et les échecs rencontrés qui agissent chacun sur le renforcement ou la diminution du sentiment d'efficacité personnelle. Toutefois, il n'y a pas de relation directe car, en fonction de l'évaluation de la difficulté, des efforts à fournir, des attentes de résultats, un échec, respectivement un succès, ne va pas forcément avoir un impact négatif ou positif sur l'auto-efficacité. L'expérience vicariante se réfère quant à elle à une sorte de comparaison de l'individu avec ses pairs. Celui-ci pense être en mesure d'accomplir avec succès une action si un pair ayant des compétences jugées équivalentes a lui-même mené à bien cette même action. Par contre, si ce pair a rencontré des difficultés, cela peut affecter négativement la perception de l'individu et influencer sa perception de son efficacité personnelle. Les deux dernières sources paraissent avoir une influence de moindre importance sur la construction et l'évolution du sentiment d'auto-efficacité. La persuasion verbale, qui consiste à induire chez l'autre une conviction sur sa capacité à réaliser une action, semble avoir un impact que si la personne qui l'utilise a du crédit pour celui qu'elle cherche à persuader et que le résultat recherché soit réaliste. Enfin, l'état émotionnel peut influencer positivement ou négativement la confiance en ses propres capacités. Les manifestations physiques de cet état, par exemple des mains moites ou l'accélération du rythme cardiaque, peuvent être interprétées comme des signes précurseurs d'un échec ou d'une réussite.

Ces symptômes font référence à des représentations, à une manière d'analyser et d'interpréter le réel. En effet, le rythme cardiaque qui s'accélère peut être compris en termes de stress ou de tension qui augmente et donc, selon la façon dont il est codé par le cerveau de la personne, interprété comme un signe qui présage de la perte de ses moyens et, de ce fait, d'un échec.

La perception que la personne a de ses capacités intervient au moment de faire des choix, soit de prendre des décisions, d'entrer dans des démarches de changement. Elle intervient également lorsqu'un choix a été fait et qu'il faut dès lors persévérer, maintenir ses efforts pour réaliser le changement souhaité (Carré, 2004, pp.43-44). Dans les premiers stades du MTC, la personne a un faible sentiment d'efficacité personnelle. C'est au stade de l'action que ce sentiment grandissant l'amène à croire en sa capacité à changer et qu'elle commence à modifier petit à petit son comportement (Lindsay, Brodeur et al, 2006) car elle expérimente et ainsi renforce le sentiment d'efficacité personnelle.

### 3. Les facteurs d'aide

Une dernière notion choisie pour ce travail et qui peut être associée au processus de changement est celle des facteurs d'aide. Un guide intitulé « L'utilisation des facteurs d'aide : des outils pour les pratiques de groupe auprès des conjoints ayant des comportements violents » présente dix facteurs d'aide en s'appuyant sur les résultats de recherche de Lindsay et al. (2006)<sup>21</sup>. Dans un mode d'intervention centré autour du groupe, les facteurs d'aide sont des conditions nécessaires pour que chaque participant se sente soutenu dans ses efforts de changement (Lindsay, Roy et al, 2009). Ils font partie du processus d'aide. Un facteur d'aide est donc « [...] *un élément du processus de groupe qui contribue à l'amélioration de la situation du membre et qui est fonction des actions de l'intervenant, des autres membres du groupe et du membre concerné* » (Crouch, Bloch & Wanlass (1994) cités in Lindsay, Roy et al, 2009, p.4). Tous les participants au groupe ainsi que les intervenants sont garants de favoriser l'émergence de ces facteurs d'aide.

Les facteurs d'aide évoqués par Lindsay, Roy et al. (2009) sont : le sentiment d'espoir, l'universalité, le partage d'information, l'altruisme, l'apprentissage par interaction, l'apprentissage par imitation, la connaissance de soi, la cohésion, la révélation de soi, la catharsis. Chaque facteur est défini dans le tableau<sup>22</sup> ci-après.

---

<sup>21</sup> Cette recherche s'intitule « Les effets différenciés de la thérapie de groupe auprès de conjoints violents : une analyse des facteurs d'aide ». Elle a été réalisée par Jocelyn Lindsay, Daniel Turcotte, Lyse Montminy et Valérie Roy. Le but de cette recherche était de mieux comprendre le processus d'aide dans l'intervention de groupe auprès des conjoints ayant des comportements violents, sous l'angle des facteurs d'aide.

<sup>22</sup> Tableau issu de Lindsay, Roy et al, 2009. p. 4



Facteur d'aide	Définition
Sentiment d'espoir	Soulagement et optimisme que développent les membres lorsqu'ils voient des personnes vivant des situations semblables faire des progrès et améliorer leur condition, ou lorsqu'ils constatent que ces personnes sont convaincues de s'en sortir.
Universalité	Phénomène qui se produit lorsque les membres prennent conscience qu'ils partagent des préoccupations ou des émotions communes avec les autres.
Partage d'information	Informations et conseils donnés par l'intervenant et par les autres membres du groupe.
Altruisme	Ce que les membres ressentent lorsqu'ils constatent qu'ils sont aidants pour les autres.
Apprentissage par interaction	Quand les membres expérimentent de nouvelles façons d'entrer en contact avec les autres et de réagir aux approches des autres.
Apprentissage par imitation	Résulte à la fois de l'observation des comportements des autres au sein du groupe et de la description que ces derniers donnent de leurs comportements à l'extérieur du groupe.
Connaissance de soi	Associé au fait d'apprendre quelque chose à propos de soi-même.
Cohésion	Résulte du fait d'appartenir à un groupe de personnes et de se sentir accepté par elles.
Révélation de soi	Partage avec les autres membres du groupe d'informations à caractère personnel et intime qui sont rarement dévoilées et, même dans certains cas, qui n'ont jamais été dévoilées.
Catharsis	Expression des émotions, qui se réfèrent aussi bien à des événements passés qu'à ce qui se passe dans le « ici et maintenant ».

**Tableau 6 : Facteurs d'aide identifiés dans le cadre de la thérapie de groupe auprès de conjoints violents (Lindsay, Roy et al., 2009)**

Dans le cadre de la recherche de Lindsay et al (2006, cité in Lindsay, Roy et al, 2009, p.11), les facteurs d'aide ayant été considérés par les conjoints ayant des comportements violents comme les cinq plus importants au début de l'intervention de groupe sont : le partage d'information, l'universalité, l'apprentissage par imitation, l'altruisme et la connaissance de soi. Au terme de l'intervention, les cinq facteurs les plus mentionnés sont : le partage d'information, la cohésion, la connaissance de soi, l'espoir et l'apprentissage par imitation. Il est à noter que la catharsis est le facteur le moins évoqué tant au début qu'à la fin de l'intervention de groupe.

Une autre étude portant sur les facteurs associés à l'abandon et à la persévérance des survivants d'agression sexuelle dans les groupes de soutien<sup>23</sup> mérite d'être citée ici. Elle mentionne que permettre aux femmes « [...] de partager leur propre histoire de victimisation dans un contexte d'intervention considéré sécuritaire et, par le fait même, de rencontrer d'autres femmes qui ont vécu des expériences similaires [...] procurent une expérience et des bénéfices thérapeutiques uniques et propres à ce format d'intervention. [...] Le groupe permet aussi de briser le secret imposé par l'agresseur, encourage une solidarité entre les participantes, et redonne un sentiment de pouvoir et de confiance. » Une référence est donc faite dans cette étude aux facteurs d'aide proposés par Lindsay et al., plus particulièrement l'apprentissage par interaction, le partage d'information et l'universalité. Un parallèle est également fait avec l'accroissement du sentiment d'efficacité personnelle au travers du silence qui est rompu et donc l'avancement de la personne en direction d'une reprise de contrôle sur sa vie.

<sup>23</sup> Cette étude a été réalisée par Manon Robichaud, Martine Hébert, Michèle Diotte et Isabelle Dubé et publiée par le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes en octobre 2007.

Les facteurs d'aide présentés peuvent être mis en lien avec certaines hypothèses de recherche mentionnées plus loin. En effet, bien qu'ils soient issus des interventions de groupe menées sous l'angle des facteurs d'aide, des parallèles sont envisageables dans un contexte de rencontre entre un professionnel et un usager, soit dans cette recherche une personne victime de violence au sein du couple. Ces facteurs analysés peuvent ainsi être transposés dans la relation duelle et considérés comme facilitateurs du changement.

## 4. Conclusion

Comme expliqué dans les chapitres précédents, la prise de décision et le changement sont le résultat d'un processus, d'une suite d'étapes dont le passage de l'une à l'autre est favorisé par des stratégies de changement, par une balance décisionnelle dans laquelle les bénéfices du changement surpassent ses coûts, et par un sentiment d'efficacité personnelle qui se développe et se renforce. A cela s'ajoutent certains facteurs d'aide, examinés dans le cadre d'interventions de groupe, qui soutiennent la démarche de changement des participants et dont il semble raisonnable dans le cadre de cette recherche d'en déduire des hypothèses.

Une décision à laquelle chaque femme victime de violence au sein du couple est confrontée à plusieurs reprises est celle de quitter son partenaire ou de rester. Si pour quelqu'un d'extérieur à la relation de couple, la décision de partir apparaît comme évidente, cela l'est bien moins pour la personne victime. Le lien existant entre elle et son partenaire n'est pas nourri que de violence : le couple a une histoire, des sentiments réels ont existé et existent encore. Ceux-ci nourrissent la culpabilité chez la femme car ils sont mis en parallèle avec la violence. Les peurs sont également un frein important à cette décision de partir : peur du regard des autres, peur de devoir gérer l'après et de ne pas en être capable, peur de vivre seule, peur de difficultés financières, peur que la violence, le contrôle et les menaces augmentent, peur pour sa propre sécurité et pour celle des enfants, peur des reproches des enfants qui peut-être seront séparés de leur père, peur de perdre le droit de rester en Suisse pour les femmes d'origine étrangère. Les enfants représentent un facteur clé dans la décision. La personne victime, en tant que mère avec des représentations propres de la famille et de l'éducation, peut avoir l'impression que c'est mieux pour eux d'être avec leur père et leur mère, malgré la violence. Cela répond au besoin d'offrir à ses enfants un foyer. Elle va donc tout mettre en œuvre pour protéger les enfants et, puisqu'elle ne peut la stopper, faire que la violence se passe en silence.<sup>24</sup>

Ainsi, prendre une décision, quelle qu'elle soit, pour une femme subissant de la violence n'est pas un acte facile à poser. Cela paraît être une action irréalisable pour elle qui peine à faire des choix, à décider, puisqu'elle a appris à ne plus agir<sup>25</sup>. Décider signifie affronter la peur et la panique, accepter un vécu, accepter de ne plus avoir de pouvoir sur le passé et prendre conscience d'en avoir sur le présent, investir son énergie dans la mise en œuvre d'un changement de la situation vécue (Bin-Heng, Cherbit et Lombardi, 1996). Après avoir pris conscience qu'elle peut décider, la victime doit maintenant réaliser qu'elle se trouve en face d'un choix : rester ou partir. Si ce choix lui appartient entièrement, elle peut cependant être accompagnée par des professionnels durant ce processus de changement, soit quitter son partenaire.

Prendre la décision de partir est un processus, avec de multiples doutes alliés à la peur, à la culpabilité. La personne a besoin de temps pour comprendre que sa responsabilité n'est pas engagée dans la violence qu'elle subit, pour commencer à lâcher prise et être convaincue que partir est envisageable, même si cette possibilité peut ne pas être un choix mais une option prise

<sup>24</sup> Corinne EGGS MILHIT, responsable cantonale LAVI, entretien du 12 août 2010

<sup>25</sup> Voir point 1.3.2 Le cycle de la violence, p. 4

parce qu'il n'y en a pas d'autre. Cela implique bien souvent des allers-retours nombreux entre le domicile et les foyers d'hébergement avant que la décision ne soit vraiment prise et qu'il s'agisse dès lors d'un départ sans retour (Bin-Heng, Cherbit et Lombardi, 1996).

En conclusion, pour prendre cette décision de changement et celle de réaliser celui-ci, une phase de prise de conscience et de reconnaissance du problème est la porte d'entrée dans le processus de changement. La personne victime entre dès lors dans une démarche qui est celle décrite par le MTC. Elle évolue à son rythme, avec des avancées et des rechutes, avant de parvenir peut être au dernier stade, celui du maintien. Les avantages (sécurité, reprise de contrôle sur sa vie par exemple) engendrés par le changement devront être plus importants que les inconvénients (risque d'augmentation de la violence, regard des autres, solitude, reproches des enfants, retrait du permis de séjour notamment) qui en découlent. De plus, son sentiment d'efficacité personnelle, bien entamé voire détruit par les répétitions nombreuses du cycle de la violence, sera un élément essentiel dans la démarche de changement et dans son aboutissement.

## C. QUESTIONNEMENT

### 1. La question de recherche

La question de recherche de ce travail de bachelor est basée sur deux constats. Le premier fait référence au constat selon lequel seule une minorité des personnes victimes s'adresse à des professionnels et la manière dont ceux-ci répondent à leurs demandes s'avère satisfaisante pour moins d'une femme sur deux (Gillioz et al. 1997). Le second fait état de la difficulté rencontrée par les femmes victimes de violence au sein du couple pour quitter le partenaire violent et de l'ambivalence qui entoure le cheminement vers une séparation définitive.

La question peut dès lors être formulée comme suit : **Lors de leurs rencontres avec les professionnels, qu'est-ce qui permet aux femmes violentées de prendre la décision de rester ou de quitter leur partenaire, et de mettre en œuvre cette décision ?** La prise de décision, et donc le processus de changement, est décrite à l'aide du modèle transthéorique du changement auquel sont associées les notions de balance décisionnelle et de sentiment d'efficacité personnelle en tant que moteurs particuliers du changement. De la même manière, les concepts de victimisation secondaire et de facteurs d'aide sont mis en lien avec le changement, le premier en tant que potentiel frein et le second en tant que facilitateur.

Il est à noter que le terme « professionnels » mentionné dans la question fait référence à des acteurs sociaux formés en travail social et évoluant au sein d'une structure spécifique<sup>26</sup> à la problématique de la violence dans les relations de couple. Il doit être compris de cette manière pour la suite de cette recherche.

Dans le but de répondre à cette question, des personnes ont accepté de s'exprimer et c'est au travers de leur regard que les hypothèses ci-après seront validées, ajustées ou reformulées.

---

<sup>26</sup> Les terrains choisis pour ce travail sont les Centres de consultation LAVI des cantons de Genève, Fribourg, Vaud et du Valais, ainsi que la structure d'accueil MalleyPrairie.

## 2. Les hypothèses

La question de recherche contient d'une certaine manière deux volets, étroitement liés. Le premier est focalisé sur la prise de décision, alors que le second s'intéresse au maintien de celle-ci. Plusieurs hypothèses se dégagent de cette question et celles qui ont été retenues sont au nombre de six, dont deux hypothèses principales :

**H1 : La personne qui a subi des actes de violence a besoin d'être reconnue en qualité de victime.**

Etre reconnue sous-entend que le professionnel quitte le fait que la personne ait subi une infraction et que, de ce fait, elle soit une victime. Cette reconnaissance du statut de victime permet d'être rassurée quant au fait qu'elle sera prise au sérieux et écoutée. Il n'est pas possible sans cette reconnaissance de se confier, de mettre des mots sur les émotions ressenties, sur les événements qui se sont déroulés, et donc d'entrer progressivement dans une démarche de changement. De même, si le professionnel ne reconnaît pas la personne en tant que victime, l'accès à certains droits et prestations notamment liés à l'application de la LAVI lui sera refusé. Une non reconnaissance est une victimisation secondaire et risque de saboter d'une certaine manière les efforts et les tentatives de la personne victime pour s'en sortir.

**H2 : La personne a besoin de soutien tout au long du processus de changement.**

La notion de soutien fait référence à l'accompagnement réalisé par le professionnel. Il s'étend sur une certaine durée et est aidant dans la prise de décision et dans sa réalisation, donc dans le processus de changement. Cet accompagnement est défini par les sous hypothèses suivantes.

*H2.1 : La personne victime de violence au sein du couple a besoin d'être conseillée dans ses démarches et orientée vers les services appropriés.*

Les conseils du professionnel et l'orientation vers les services adéquats permettent de voir ce qu'il est possible de faire, de prendre conscience que le choix existe. Car « [...] orienter la personne, lui expliquer concrètement comment elle peut être aidée, quels sont les rôles des différents professionnels, quelles sont les conséquences et les limites de leurs interventions, c'est également la rassurer, lui montrer que des choix sont possibles<sup>27</sup>. » Un parallèle peut être fait entre cette hypothèse et deux facteurs d'aide mentionnés à la lettre B, point 3 : le partage d'information et l'universalité, ce facteur insistant sur le fait que la victime n'est pas seule, que des associations existent et que par là même d'autres personnes vivent des difficultés semblables aux siennes.

*H2.2 : La personne ayant subi de la violence dans sa relation de couple a besoin d'être valorisée.*

La valorisation, soit la reconnaissance de ce que la victime a déjà entrepris pour s'en sortir, aide à prendre conscience qu'elle peut agir, qu'elle en est capable. Cette démarche vise à la « ré-émergence » des compétences personnelles pour agir sur l'estime de soi et sur l'aptitude à poser des actes. C'est ainsi contribuer à rétablir la victime en tant que personne qui

<sup>27</sup> Corinne EGGS MILHIT, responsable cantonale LAVI, entretien du 12 août 2010

pense, réfléchit, agit. Il est également question de permettre l'apparition du facteur d'aide lié à la connaissance de soi, c'est-à-dire que la personne puisse à nouveau être en mesure d'apprendre quelque chose sur elle-même. De plus, la valorisation va dans le sens de développer l'auto-efficacité par la persuasion verbale. Il y a donc un lien avec un sentiment d'efficacité personnelle, même émergent, qui soutient le processus de changement et donc la prise de décision.

*H2.3 : La personne qui a subi des actes violents de la part de son partenaire a besoin de prendre des responsabilités.*

Prendre des responsabilités signifie d'une certaine manière être capable de cheminer dans sa réflexion personnelle qui mène à une phase d'action. C'est-à-dire que la personne prend à sa charge de développer un mouvement de pensée qui l'amène à se questionner, à prendre conscience, et ensuite à réaliser certaines démarches concrètes. De cette manière, la personne victime peut constater qu'elle a un impact sur sa situation. Le facteur d'aide concernant l'apprentissage par interaction peut intervenir dans le sens où l'expérience des autres s'avère aidante dans le cheminement réflexif. Un lien apparaît avec le modèle transthéorique du changement, plus précisément les stades trois et quatre. Dans la phase de préparation, la réflexion de la personne est suffisamment soutenue pour qu'elle soit prête à s'activer et à modifier son comportement. Quant à la phase d'action, la personne est véritablement active et son comportement se modifie sensiblement, avec un apport réflexif constant. De cette hypothèse découle une exigence vis-à-vis du professionnel : dans la mesure du possible, celui-ci doit dans son accompagnement « faire avec » et non « à la place de » la victime. Par cette démarche, c'est le sentiment d'efficacité personnelle qui peut être renforcé.

*H2.4 : La personne victime a besoin de faire l'expérience de réussites et d'échecs pour en tirer des apprentissages.*

La réflexion sur les apprentissages réalisés durant la mise en œuvre de la décision et durant les étapes préalables à celle-ci permet de voir les acquis, les avantages et inconvénients de la décision prise. Un processus d'expérimentation entre les promesses non tenues du partenaire, les succès sans celui-ci, les moments de qualité de vie, les moments d'insécurité, est nécessaire. La réflexion, encouragée par le professionnel, permet une mise en balance du positif et du négatif de la situation. Cela aide à ressortir les compétences et renforce les acquis. Cette hypothèse se base sur le facteur d'aide lié à l'apprentissage par interaction, sur la notion de balance décisionnelle et sur celle d'auto-efficacité construite par l'expérience vécue. Cette hypothèse intervient au niveau des stades quatre et cinq du MTC durant lesquels les comportements sont en cours de modification ou en voie d'être acquis durablement, mais également au niveau des stades deux et trois, soit lors du passage de la contemplation à la préparation.

## D. DISPOSITIF MÉTHODOLOGIQUE

### 1. Choix de la méthode

#### 1.1 L'entretien

Dans le but de répondre à la question de recherche et de vérifier les hypothèses posées précédemment, l'entretien a été choisi en tant qu'outil de récolte de données. Selon Quivy et Van Campenhoudt (2006), cette méthode de recueil d'informations permet d'instaurer « [...] *un véritable échange au cours duquel l'interlocuteur du chercheur exprime ses perceptions d'un événement ou d'une situation, ses interprétations ou ses expériences, tandis que, par ses questions ouvertes et ses réactions, le chercheur facilite cette expression, évite qu'elle s'éloigne des objectifs de la recherche et permet à son vis-à-vis d'accéder à un degré maximum d'authenticité et de profondeur.* » (p.174). Etant donné que cette recherche a une visée d'identification et de compréhension des besoins ainsi que de connaissance des réponses reçues par les personnes victimes de la part des professionnels, l'entretien apparaît donc comme l'outil le plus adapté pour recueillir la vision des femmes ayant subi de la violence dans leur relation de couple. Toutefois, la quantité de données récoltées demande de savoir sélectionner ce qui est indispensable pour la recherche et de ne pas tenir compte de certaines informations, certes très intéressantes, mais qui n'appartiennent pas directement au champ de recherche. Il est donc important de bien cibler les questions. De plus, de la qualité de la relation intervieweur – interviewé dépend la qualité des données recueillies. Ce qui signifie que les conditions dans lesquelles se déroule l'entretien doivent être négociées à l'avance et mises par écrit. Premièrement, la confidentialité doit être garantie. Pour cela, les enregistrements des entretiens ne sont conservés que le temps utile et nécessaire à la réalisation de ce travail de bachelor et ensuite effacés dans leur intégralité. Ils ne sont en aucun cas accessibles aux personnes ne travaillant pas sur cette recherche. Ensuite, l'anonymat des personnes interrogées est assuré : aucun nom n'est mentionné ni toute autre information permettant à tout un chacun de les identifier. Deuxièmement, la liberté totale est laissée à l'interviewée durant l'entretien. Ce qui signifie que cette dernière a le choix de ne pas répondre à certaines questions, d'arrêter en tout temps l'entretien, d'ajouter des compléments. Ensuite, la durée de l'entretien, le thème de recherche, ainsi que les conditions de participation sont rappelées au début de l'entretien. Ces garanties sont transmises sous forme écrite à chaque participante.

L'entretien a donc été choisi dans le cadre de ce travail comme méthode de recueil de données. L'objectif fixé est la réalisation de huit entretiens. Toutefois, il est nécessaire de garder en mémoire que l'atteinte de celui-ci dépend directement du libre choix des personnes de prendre part à cette recherche.

#### 1.2 Construction de la grille d'entretien et test

La grille d'entretien constitue le fil rouge suivi par l'enquêteur durant l'entretien. Elle est le résultat d'un « [...] *travail de traduction des hypothèses de recherche en indicateurs concrets et de reformulation des questions de recherche (pour soi) en questions d'enquête (pour les interviewés).* » (Blanchet et Gotman, 2010, p.58). La grille<sup>28</sup> a été construite en trois phases. Premièrement, j'ai rédigé une liste de questions sous la forme d'un brainstorming. Deuxièmement, je les ai regroupées par hypothèses de recherche. Après réflexion, une répartition plus pertinente a été choisie en fonction d'un ordre chronologique. Troisièmement, j'ai créé six chapitres, dont un d'introduction permettant d'ouvrir l'échange et de donner la parole à

<sup>28</sup> Annexe 1 : Grille d'entretien

l'interviewée. Les cinq autres chapitres explorent les thèmes suivants. Tout d'abord, il est nécessaire de comprendre pourquoi la personne s'est adressée à des professionnels et comment les a-t-elle rencontrés, ce qui fait l'objet du deuxième chapitre de la grille. Le chapitre trois explore les attentes des personnes victimes et comment les professionnels y ont répondu. Ensuite, il est question de la prise de décision et de ce qui l'a soutenue. Le chapitre cinq se penche sur les résultats des démarches entreprises. Enfin, le sixième chapitre offre un espace d'expression libre pour l'interviewée. Les chapitres sont tous construits sur la même base : deux questions larges ou amorces invitant la participante à s'exprimer sur un sujet et trois voire quatre questions complémentaires permettant d'évoquer des aspects non mentionnés par l'interviewée.

Un entretien test a été réalisé préalablement à ceux pris en compte dans cette recherche. Il a permis de vérifier le sens et la cohérence de la grille d'une manière générale ainsi que la pertinence des chapitres et des questions posées. Cet entretien a été mené avec la collaboration d'une femme ayant été victime de violence au sein du couple et ayant bénéficié du soutien de professionnels formés et non formés à la problématique. D'un point de vue pratique, réaliser un entretien test m'a permis de me mettre en situation et de voir comment les interactions se déroulaient. Le résultat du test étant concluant tant au niveau de la grille que des annexes<sup>29</sup>, peu de modifications ont été faites avant les entretiens de recherche et le même outil de récolte de données a été utilisé pour tous les entretiens.

## 2. Echantillon et terrain

« Définir la population, c'est sélectionner les catégories de personnes que l'on veut interroger, et à quel titre ; déterminer les acteurs dont on estime qu'ils sont en position de produire des réponses aux questions que l'on se pose. » (Blanchet et Gotman, 2010, p.46). Dans cette recherche, les critères définissant cette population sont les suivants. Il s'agit de femmes qui, de part leur vécu de violence au sein du couple, bénéficient ou ont bénéficié du soutien d'un ou de plusieurs professionnels de structures sensibilisées à la problématique de la violence au sein du couple comme les Centres de consultation LAVI, les lieux d'hébergement ou diverses associations, et qui sont amenées à faire un choix, celui de rester au côté de leur partenaire ou celui de le quitter. En effet, les femmes qui s'adressent à des structures ont d'une certaine manière déjà entamé un processus de changement. Dans le sens où elles viennent dans un lieu spécifique pour une problématique précise, cela sous-entend qu'elles ont déjà pris conscience que quelque chose devait changer et qu'elles sont prêtes à poser des actes, ne serait-ce que parler de leur vécu et de leur souffrance. Elles sont dès lors dans une démarche active. De plus, demander le soutien des professionnels exerçant dans ces structures devrait signifier d'obtenir un accompagnement le plus adéquat possible puisque ces personnes connaissent la problématique. Enfin, l'âge requis est de 18 ans au minimum et un niveau de français permettant l'échange et la conversation est requis. Il est à noter qu'il est important que ces personnes soient déjà bien entrées dans la démarche de décision, dans le processus de changement ou d'en être au terme, pour qu'elles puissent avoir le recul nécessaire et distinguer quelles réponses reçues des professionnels leur ont été bénéfiques et utiles, qu'est-ce qui a favorisé ou facilité leurs décisions, qu'est-ce qui les a valorisées. Cette évaluation est laissée à la participante elle-même.

Les structures choisies pour diffuser l'information relative à ce travail, et donc pour entrer en contact avec les personnes les plus à même d'évoquer le processus étudié dans cette recherche, sont les différents Centres de consultation LAVI des cantons de Genève, Vaud, Fribourg et du Valais, ainsi que le foyer d'accueil Malley Prairie. Ce choix est motivé par deux raisons.

---

<sup>29</sup> Ces annexes sont un document de présentation de la recherche destiné aux participantes et un document lié à la confidentialité.



Premièrement, les intervenants travaillant dans ces structures ont une formation particulière en lien avec la problématique de la violence au sein du couple. Deuxièmement, une part importante des personnes qui les consultent subissent de la violence dans leur relation de couple. Pour illustration, pour les Centres de consultation LAVI du Valais, sur les 921 situations traitées en 2010<sup>30</sup>, la violence domestique, catégorie dans laquelle la violence au sein du couple est incluse, représente 380 situations, soit un pourcentage de 41,25%. Il faut encore préciser ici que, dans les cantons de Genève et Fribourg, les Centres de consultation LAVI collaborent avec l'association Solidarité femmes en ce qui concerne la problématique de la violence au sein du couple.

Ces structures ont été contactées par courrier<sup>31</sup>, celui-ci mentionnant principalement les objectifs de la recherche, son utilité et les conditions de sécurité proposées aux interviewées durant les entretiens. De plus, un document<sup>32</sup> de présentation de la recherche destiné aux participantes ainsi qu'un second document relatif à la confidentialité<sup>33</sup> ont été joints à cette lettre. Les participantes ont donc toutes été informées par la structure qui les accompagnait de la recherche en cours. La première étape dans la prise de contact a donc été d'obtenir la collaboration des Centres LAVI des cantons de Genève, Vaud, Fribourg et du Valais, ainsi que du foyer d'accueil Malley Prairie dans le but de relayer l'information auprès des personnes qu'ils rencontraient. Les intervenants LAVI se sont personnellement chargés de diffuser l'information relative au travail de bachelor auprès des personnes qu'ils rencontraient et de leur transmettre le document d'explication de la recherche qui leur était destiné. Suite à ce courrier, différents échanges de mails ont eu lieu avec les Centres de consultation LAVI de Fribourg et de Genève. Le premier a accepté de déposer en salle d'attente le document explicatif pour les personnes intéressées. Le second n'a malheureusement pas diffusé l'information relative à la recherche par égard pour les usagers déjà fréquemment sollicités dans le cadre de différents travaux. Toutefois, deux intervenantes sont restées à disposition en cas de questions ou pour un échange. Le Centre de consultation LAVI du canton de Vaud a souhaité avoir plus de précisions, notamment par rapport à la grille d'entretien et aux conditions de confidentialité. Des documents supplémentaires ont de ce fait été transmis par mail avant d'avoir une réponse positive quant à la collaboration. En ce qui concerne le Centre de consultation LAVI du Valais, l'accord a été donné oralement. Enfin, le foyer d'accueil Malley Prairie a transmis l'information sans autre complément.

Une fois la collaboration des différentes structures acquises, l'information relative à ce travail de bachelor a été relayée, ce qui constitue la seconde étape dans la prise de contact avec les participantes. Ensuite, chaque participante a choisi elle-même de prendre contact par téléphone ou par e-mail. Un coupon réponse était également prévu, garantissant ainsi la libre adhésion à la recherche et la confidentialité. De même, le lieu de la rencontre a été défini par la personne elle-même. Cette manière de faire a semble-t-il été adéquate dans la mesure où il était essentiel pour la participante de pouvoir s'exprimer dans un espace libre de toute contrainte. Dans les faits, trois participantes ont pris contact par téléphone, une par mail et une grâce au coupon réponse. Les entretiens se sont déroulés au domicile des personnes car c'est là qu'elles se sentaient semble-t-il le plus libre pour échanger. Une seule personne a été rencontrée dans un lieu public. La durée des entretiens a été très variable, allant d'approximativement quarante-cinq minutes à trois heures. Elles ont été informées de l'enregistrement de la rencontre et ont toutes accepté cette manière de procéder.

---

<sup>30</sup> Annexe 2 : Situations connues des centres LAVI du Valais

<sup>31</sup> Annexe 3 : Lettre adressée aux terrains

<sup>32</sup> Annexe 4 : Document de présentation de la recherche destiné aux participantes

<sup>33</sup> Annexe 5 : Document relatif à la confidentialité



### 3. L'analyse de contenu

Une fois les entretiens réalisés, il est nécessaire d'adopter une méthode d'analyse adéquate. Le choix s'effectue en fonction de l'outil de récolte de données et en fonction des objectifs de recherche. Dans le cadre de cette recherche, l'analyse de contenu a été adoptée en tant que méthode d'analyse pour les raisons suivantes. Le matériel livré par les entretiens doit être traité pour en dégager le sens et le message. Ce traitement « [...] consiste à sélectionner et à extraire les données susceptibles de permettre la confrontation des hypothèses aux faits. [...] L'objectif de l'analyse de contenu ainsi réalisé est en effet double : stabiliser le mode d'extraction du sens et produire des résultats répondant aux objectifs de la recherche. » (Blanchet et Gotman, 2010, p.89). Par l'analyse de contenu, il est donc possible de travailler sur le sens et de faire émerger les représentations des interviewés sur un sujet donné.

Toutefois, la manière dont le discours est découpé va profiler l'analyse de contenu en analyse par entretien ou en analyse thématique. Selon Blanchet et Gotman (2010), « [...] l'analyse thématique défait en quelque sorte la singularité du discours et découpe transversalement ce qui, d'un entretien à l'autre, se réfère au même thème. Elle ignore ainsi la cohérence singulière de l'entretien, et cherche une cohérence thématique inter-entretiens. » (p. 96). De ce fait, cette méthode d'analyse, soit plus précisément l'analyse thématique, permet une production de résultats en lien avec la problématique et les hypothèses de recherche.

Chaque entretien a été retranscrit mot à mot et son contenu a été organisé en fonction du sens du discours de manière à dégager dans un premier temps différentes thématiques relatives aux hypothèses formulées. Pour exemple, le discours en lien avec l'hypothèse sur la reconnaissance a été classé dans une grille en fonction de ce qui est reconnu et comment. Par une seconde lecture, cette grille a été réorganisée pour regrouper les données et dégager des grands thèmes<sup>34</sup>. Dans un deuxième temps, c'est une analyse transversale de l'ensemble des entretiens qui a permis de mettre en lumière des thématiques générales et d'affiner la grille d'analyse.

### 4. Conclusion

Ce travail s'appuie donc sur l'entretien en tant qu'outil de recueil de données et sur l'analyse de contenu, plus précisément l'analyse thématique, en tant que méthode d'analyse. Un nombre de huit entretiens est souhaité. Les personnes interviewées sont des femmes majeures et ayant un niveau de français suffisant pour un échange. Ces dernières sont confrontées, ou l'ont été, à de la violence dans leur relation de couple et bénéficient, ou ont bénéficié, du soutien de professionnels possédant des connaissances qui permettent un accompagnement spécifique.

A ce stade, il faut être conscient que les résultats obtenus seront donc strictement représentatifs pour les femmes ayant subi de la violence au sein de leur couple et ayant bénéficié de l'accompagnement d'un Centre de consultation LAVI et du foyer Malley Prairie. Ils ne le seront pas pour des femmes ne maîtrisant pas ou peu le français. La représentativité hors de l'échantillon interrogé devra être évaluée selon les caractéristiques socioculturelles des participantes et leur niveau de compétences personnelles. A cela s'ajoutent certaines limites inhérentes au moyen sélectionné relatif à la prise de contact. Tout d'abord, le mode de recrutement choisi peut se heurter au refus des terrains de diffuser l'information puisque ceux-ci interviennent comme intermédiaires. Ensuite, un document écrit ne permet pas de toucher des participantes potentielles qui ne maîtrisent pas la langue française ou la lecture et les exclut ainsi de l'échantillon. Ce travail présente ainsi des limites dont il faut tenir compte.

<sup>34</sup> Pour exemple, la grille d'analyse concernant l'hypothèse sur la reconnaissance est mise sous l'annexe 6.

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : PARTIE EMPIRIQUE

### A. ANALYSE DES DONNÉES

#### 1. Présentation de l'échantillon

Pour réaliser ce travail de bachelor, un échantillon de cinq personnes, présentant les caractéristiques évoquées au point 2 lettre D de la première partie, a été interrogé. Initialement, un échantillon de huit personnes était souhaité. Toutefois, le mode de recrutement ainsi que le respect de la libre participation des interviewées limitent implicitement la réalisation de cet objectif. La tranche d'âge représentée est comprise entre 19 ans et 42 ans. Sur les cinq participantes, quatre étaient mariées avec leur partenaire. La durée de la relation avec le partenaire varie passablement d'une personne interviewée à l'autre, ce qui peut laisser supposer que des éléments différents sont intervenus dans leur processus de changement personnel pour que celui-ci s'initie. Trois d'entre elles ont un enfant au moins. Trois personnes sont de nationalité suisse. Parmi les femmes rencontrées, trois d'entre elles sont encore actuellement soutenues par des professionnels.

En ce qui concerne les caractéristiques socio-économiques de l'échantillon, les participantes sont issues de milieux divers et la problématique financière au moment de la séparation avec le partenaire a été un souci essentiel. Quant au niveau de formation, une d'entre elles a terminé une formation de niveau tertiaire et une autre a clairement exprimé le souhait d'entamer une formation de niveau HES ou universitaire une fois sa situation clarifiée. Il est important de noter que les violences subies couvrent les violences physiques, psychiques, sexuelles et économiques.

#### 2. Eléments de l'analyse

En utilisant l'analyse de contenu comme méthode d'analyse, il a été possible de dégager des entretiens réalisés des messages livrés par chacune des participantes. Ceux-ci sont rapportés dans le présent chapitre.

Il ressort du discours des femmes interviewées différentes dimensions. Elles se sont tout d'abord exprimées sur elles-mêmes, sur qui elles sont, sur ce qu'elles ont vécu, sur leurs réflexions et sur les démarches entreprises durant leur parcours. Ensuite, elles ont fait état de ce qu'elles ont reçu des professionnels. Des tableaux reprennent certaines données pour en faciliter la lecture. Des chiffres sont parfois mentionnés entre parenthèses : ceux-ci représentent le nombre de personnes interrogées qui ont évoqué au moins une fois l'élément auquel le chiffre se réfère. Il est à noter qu'au vu de la taille de l'échantillon les chiffres qui sont mentionnés ci-après ne sont pas traduits en pourcents. L'adéquation des hypothèses sera débattue dans le chapitre suivant intitulé « Synthèse ».

De plus, certains passages extraits des entretiens ont été repris pour illustration et également pour valoriser la parole des personnes interviewées. Les initiales ont été choisies pour différencier les discours.

## 2.1 Le vécu

Dans le discours des participantes, le vécu, c'est-à-dire notamment les actes subis, les conséquences de la violence, les émotions ressenties ou encore les peurs éprouvées, est exprimé, parfois de manière relativement discrète. Cependant, il est possible par l'analyse de mettre en lumière certains aspects précis qui sont touchés, impactés par la violence vécue.

Au cours des entretiens, le vécu de violence apparaît au travers des actes subis de la part du partenaire. Si les participantes les évoquent pour certaines de façon plus diffuse, avec retenue, chacune en fait mention à un moment de l'interview, principalement au travers de l'événement qui les a décidées à quitter leur partenaire.

*« Généralement, il m'étranglait et il me laissait inconsciente par terre. Mais là, ça a été vraiment le coup de grâce... Je me souviens même pas tout. Il a envoyé plus fort quoi. Il m'a frappée avec le pistolet militaire. Et... Non, le reste je dirais pas. » (E)*

*« Il avait les moments où il m'a abusée sexuellement. Il avait les moments où il m'a tapée. Et on rentrait dans la chambre par exemple et il disait c'est pour rigoler. Mais c'était pas rigoler excuse-moi. Si tu tapes quelqu'un ou si tu fais mal et tu dis non je rigole, c'est pas rigoler ça. Il m'a tirée avec la force, ça veut dire il m'a pris avec son bras contre mon cou. Pendant un moment, j'ai pas respiré. J'ai essayé mais j'arrivais pas. » (A)*

*« Il a toujours été maltraitant psychologiquement parlant mais physiquement peu en fait. J'ai eu droit à un coup de pied une fois parce qu'il était dans une furie pas possible. Et pour mes enfants j'ai dit je peux pas. L'ainé a vu des choses. Il a vu de la violence bon qui n'était pas sur moi mais il a cassé une table en deux. Il a cassé la balustrade. Il jetait le téléphone enfin... Jusqu'au jour où il s'en est pris comme ça à l'avion de mes gamins. Il a écrabouillé l'avion qui était tout neuf, jeté la télécommande par terre en traitant mes gamins de "gosses de connasse". Alors là j'ai dit non, non, non ! » (ES)*

Les cinq témoignages relèvent un vécu de violence physique et psychologique. La violence sexuelle est mentionnée explicitement dans deux récits. Si trois femmes interviewées ont des enfants, deux d'entre elles font état de violence directe de la part de leur partenaire sur leurs enfants alors qu'une évoque les conséquences que la violence au sein du couple a eu sur sa relation avec eux, notamment la distance qui s'est installée.

Une autre thématique émerge des entretiens. Il s'agit de l'identité. Elle est au centre des témoignages recueillis. Les cinq femmes interrogées racontent comment, au fil du temps, elles ont perdu le sentiment d'être quelqu'un, d'être une personne, un être humain. Les trois passages ci-dessous l'évoquent particulièrement bien et deux sont très proches en termes de vocabulaire utilisé.

*« Et pendant pas mal d'années, je n'étais que l'ombre de moi-même. Son ombre. » (C)*

*« Parce que pendant dix ans, je n'étais plus personne. Plus rien, une ombre à peine. » (L)*

*« Parce qu'à un moment donné, on sait même plus ce qu'on est. On sait même plus si on est un animal.[...] A un moment donné, on se dit mais on est quoi pour un engin en fait, en gros qu'on peut se permettre d'insulter, de frapper. On n'a plus aucune valeur ni pour soi, ni rien. » (E)*

Les participantes ont donc toutes vécu une perte de conscience du « qui je suis » suite aux répétitions du cycle de la violence.

Une autre dimension ressortant du discours de toutes les personnes interrogées concerne les émotions, plus précisément la honte et la culpabilité ressenties. La honte (2) empêche de parler de ce qui se passe. Elle contribue à enfermer la personne dans le silence et dans l'acceptation de ce qu'elle vit. Une des femmes interviewée avoue d'ailleurs n'avoir jamais expliqué à qui que ce soit ce qu'elle subissait avant de rencontrer un professionnel d'un Centre de consultation LAVI. La culpabilité (5) quant à elle apparaît comme liée à la notion de faute. Parce qu'à travers le regard du partenaire, ce qui est dit, fait ou pensé n'est jamais assez bien (3). Parce que le départ est perçu comme une fuite (2) et que dans cette perspective celui qui part est considéré comme responsable de l'échec du couple, d'où l'apparition d'un sentiment de culpabilité. Les deux extraits suivants font état de la honte et de la culpabilité éprouvées :

*« On parle pas aux gens parce qu'on a honte, parce que c'est notre faute. » (E)*

*« Parce que d'un côté on part de la maison, mais c'est un petit peu comme si on était coupable de quelque chose. On fuit. On fuit quelqu'un qui nous fait du mal [...] mais on doit partir de la maison. C'est un peu comme si on était coupable de quelque chose. C'est comme quelqu'un qui vole et puis qui s'en fuit. Moi j'ai eu un peu cette impression-là » (L)*

Il existe aussi une culpabilité vis-à-vis de soi-même qui exprime d'une certaine manière sa propre incompréhension d'être dans une telle situation (2). Cette fois-ci, c'est à travers son analyse personnelle que la culpabilité naît puisque la conclusion de cette analyse laisse à penser « qu'on s'est fait avoir » malgré soi.

*« Aujourd'hui j'en parle beaucoup plus facilement. Mais moi j'avais une forte culpabilité de m'être faite bernée comme ça. Ça me semblait... Comme dans la famille tout le monde avait vu mais personne avait rien dit parce que j'avais dit que c'était lui... » (ES)*

Ces deux émotions, honte et culpabilité ressenties par la personne subissant le contexte de violence, servent le partenaire violent puisqu'elles sont un frein à l'expression de ce qui est vécu et à l'explicitation des besoins. Il y a là un déni de la personne, une négation de ce qu'elle vit et ressent.

Les cinq femmes interviewées expliquent ensuite l'isolement qu'elles ont vécu pendant un certain temps. Elles évoquent les contacts sociaux qui se rompent petit à petit et l'ouverture sur le monde extérieur qui devient difficile. Cet isolement se met en place de manière progressive et par différents biais. Les interdictions dictées par le partenaire, comme la défense d'entretenir des contacts avec les membres de la famille, avec les amis ou de travailler, pèsent lourdement (3). Le fait d'exercer une activité qui ne favorise pas l'ouverture sur l'extérieur renforce également l'isolement (2), bien que cela ne soit pas imposé par le partenaire. De plus, le fait de devoir cacher certaines marques contribue à une restriction dans les mouvements ou dans les activités (2). Les participantes mentionnent aussi un sentiment de solitude important, renforcé par la honte et la culpabilité qui les rendent réticentes à parler de ce qu'elles vivent. Les passages ci-dessous illustrent cet aspect du vécu.

*« Généralement, ces personnes-là elles t'enferment de la société. Tu vois, par exemple, il te marque la figure. Ben déjà là tu sors pas. Mais aussi ces personnes-là elles sont très jalouses et possessives. Alors moi je parlais plus avec mes amis. J'avais plus le droit d'aller boire le café avec mes parents. » (E)*

*« Jusque-là, je me suis retrouvée quasiment coupée. J'avais pas d'ami, pas d'activité à côté. La seule chose que j'ai réussi à garder c'est ma maman. Sinon le contact... J'avais plus personne autour. J'étais seule. [...] On arrête tout. On va boire un café avec une copine, pour finir ça lui convient plus alors il fait comprendre et pour la sécurité on n'y va plus. Et on fait plus rien. » (L)*

Une personne interviewée exprime aussi une difficulté supplémentaire pour elle de rompre cet isolement due à la non maîtrise du français. De plus, la méconnaissance du système suisse et des institutions qui pouvaient être aidantes ont renforcé son sentiment de solitude et d'isolement, ainsi que celui d'une autre femme interrogée.

*« Quand j'étais au rendez-vous à la LAVI pendant que j'étais à l'école, ça veut dire j'étais en cours normalement mais le directeur il m'a dit tu peux aller, elle m'a dit tu dois parler avec un avocat. Tu dois raconter à la police. Mais moi j'ai dit mais comment je peux faire ? C'est pas possible. C'est pas possible. Comment je peux trouver un avocat ? Comment je peux aller à police ? Non ça c'est pas possible. Je parle pas français, je sais pas comment c'est ici. Non ça c'est pas possible. » (A)*

Une dernière dimension du vécu qui se dégage également des témoignages est liée au sentiment d'insécurité (5). Le contexte dans lequel vit quotidiennement la personne est empreint de peur : peur pour soi, peur pour ses enfants, peur de l'avenir.

*« Ça a été heu... J'ai perdu 7 kilos. Je ne mangeais plus. J'avais la peur au ventre. Je me disais : il va me zigouiller la nuit c'est pas possible autrement. Je partais me coucher en même temps que les enfants, enfin je faisais plus rien. [...] Voilà. J'ai eu droit à tous les chantages : un contrat sur ma tête, la menace physique. C'est pour ça que je dormais avec un couteau sous le lit. » (ES)*

*« Quand on voit son compagnon qui, dans un état comme ça d'énervement, le visage change tellement... Il fait peur ! Il fait peur ! » (C)*

Le tableau 7 ci-après répertorie les diverses dimensions du vécu qui se dégagent de l'analyse. La culpabilité, l'atteinte à l'identité et l'insécurité sont évoquées par les cinq participantes. L'isolement l'est également mais les causes de celui-ci sont différentes selon les entretiens.

## Dimensions du vécu

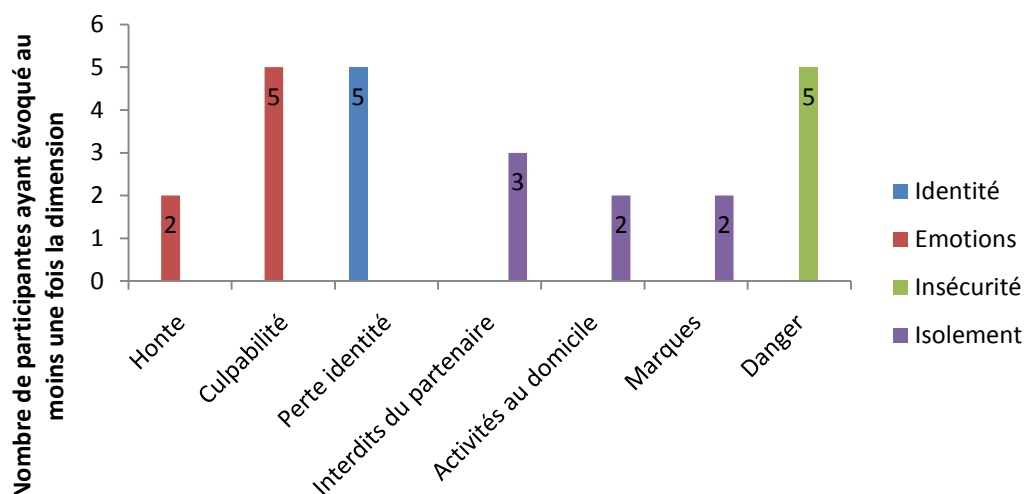


Tableau 7 : Dimensions du vécu évoquées au moins une fois par les femmes interviewées

Il est à noter que le graphique ci-dessus ne présente pas de données relatives aux actes de violence subis, bien que ceux-ci aient été évoqués par toutes les femmes interrogées.

### 2.2 La réflexion

Au travers du récit des participantes se dégage un aspect important qui est celui de la réflexion. Les femmes interviewées ont pris à un moment donné la responsabilité de questionner ce qu'elles vivaient et de s'interroger sur elles-mêmes à l'intérieur de ce contexte. Leur réflexion porte sur diverses dimensions qui sont développées ci-dessous.

Il y a un mouvement de pensée qui s'engage au moment où le regard que les femmes victimes portent sur leur situation commence à évoluer. Ce regard se développe en premier lieu dans le sens d'une clarification et d'une compréhension de ce qui est vécu. En effet, cela semble permettre d'une certaine manière de retrouver un équilibre dans la répartition des responsabilités. Il s'agit là du premier sujet de réflexion évoqué par les personnes interrogées. Toutes ont eu besoin à un moment de leur cheminement de s'arrêter, de réfléchir sur ce qui se passait dans le but de mettre à jour ce dans quoi elles étaient prises. Cette compréhension du mécanisme de la violence (5), c'est-à-dire obtenir des réponses aux questions telles que comment elle se met en place, qu'est-ce qui la renforce ou pourquoi elle se répète, est fondamentale pour toutes les participantes. A cela s'ajoute la compréhension de qui est l'autre, de qui est son partenaire (4). L'extrait suivant illustre la prise de conscience qui résulte de la compréhension de ce qui est vécu :

*« Quand j'ai raconté tout ce que je subissais à la maison, tout ce qui était brimades, réprimandes, culpabilité sur plein de choses, tout ce qui était rabaissement,...enfin toutes ces choses que je vivais au quotidien, et bien elle m'a dit mais c'est simple : c'est un manipulateur pervers. Il fait ça, ça, ça et tout ce que vous vivez c'est ça. Je suis sortie. Je me suis assise sur les marches d'escalier et ça a été... C'est comme si on m'ouvrait la fenêtre et que, dans ce que je vivais, j'ai compris que finalement c'était pas moi le problème, mais que c'était lui le problème. [...] Il a fallu que je comprenne comment lui fonctionnait. Après il a fallu que je comprenne pourquoi je m'étais faite avoir. » (ES)*

Cette réflexion amène à des questionnements sur soi (5), sur l'autre (4), sur son couple (4), sur sa relation à ses enfants (3). Ainsi, comprendre semble être la première étape de la réflexion, ou du moins une étape essentielle dans le « mûrissement » d'une décision comme le qualifie l'une des femmes interviewées. Cela amène aussi de nouvelles interrogations et une succession de prises de conscience. Par exemple, concevoir sa situation sous un angle de vue différent, c'est-à-dire avec des responsabilités replacées, semble selon les témoignages favoriser le changement puisque la personne n'est pas coupable de ce qu'elle vit. De plus, cela contribue à une augmentation de ses ressources personnelles puisque saisir clairement les paramètres du contexte dans lequel elle évolue lui redonne une part de pouvoir sur la situation.

Dans le but de nourrir le cheminement de pensée quant à la compréhension de ce qui est vécu, diverses pistes sont mentionnées par les femmes interrogées. Il y a tout d'abord l'aide apportée par la thérapie (4). Réfléchir avec un professionnel formé qui peut amener des éléments de compréhension de la situation est un moyen concret d'alimenter sa réflexion et de clarifier ce qui se passe. Une autre façon d'initier et de soutenir le processus de compréhension consiste à chercher par soi-même des informations (3). Celles-ci sont obtenues grâce à des supports multiples : brochures d'information mises à disposition par les services professionnels, livres, sites internet. Les deux passages suivants sont cités pour exemple :

*« Le premier jour que j'étais là, je faisais des recherches justement sur la violence conjugale et je suis tombée sur une sorte de poème. Il disait et bien aujourd'hui il m'a offert des fleurs et c'est pas mon anniversaire. On a eu notre première dispute et puis après ça commence crescendo et tout. Et ça finit qu'elle a reçu des fleurs mais c'était son enterrement. Là, je me suis reconnue dans ce truc, de me dire oui ça aurait pu aller jusque-là. Peut-être pas, peut-être pas... Mais je me suis toujours dit il faut voir le pire. » (C)*

*« J'ai aussi été sur le site "violence que faire". J'ai fait le test. Et j'ai lu quelques témoignages et puis après j'ai fait le test. Quand j'ai vu le résultat, j'ai éclaté en sanglots devant l'ordinateur. C'était "partez au plus vite vous êtes en grand danger". Alors c'est là, ça c'est vrai que ça a été le déclic pour prendre contact avec la LAVI. [...] L'intervenante LAVI m'a dirigée vers un livre pour comprendre ce que je vivais. Et quand j'ai lu ce livre, c'est "Les manipulateurs et l'amour", j'ai dit mais ils ont pris lui comme exemple ou quoi ?! » (L)*

Un moyen qui permet également de débiter ou d'entretenir la réflexion consiste à partager son expérience (2) avec d'autres personnes vivant ou ayant vécu dans un contexte de violence au sein du couple. Pour deux femmes interrogées, échanger sur son histoire permet de voir qu'il existe d'autres femmes qui subissent la violence de leur partenaire et d'apprendre de leur expérience. Cela peut sous-entendre par exemple découvrir différentes manières de réagir face à la violence ou différentes manières de réfléchir par rapport à sa situation personnelle.

Comme expliqué plus haut, les personnes interviewées ont mentionné que comprendre ouvre la réflexion et des questionnements apparaissent. La seconde thématique qui ressort donc du témoignage des cinq participantes est la réflexion sur l'identité, plus exactement sur soi, sur le « qui je suis ». Il est possible de distinguer trois dimensions dans cette thématique : la réflexion sur ses besoins, la réflexion sur ses capacités et sur ses ressources, et enfin la réflexion sur le rôle en tant que parent.

Les besoins sont au centre de la réflexion sur l'identité (5). Pour les personnes interviewées, prendre conscience qu'elles ont des besoins représente un pas en avant dans la compréhension de soi et la réappropriation de sa vie. Les besoins cités sont : le respect et l'estime de soi (5), la

sécurité personnelle sur le plan physique (3) et sur le plan psychique (4), la sécurité des enfants (2), le contact avec les autres (4). Il n'est pas surprenant de retrouver ici les notions de sécurité et de relation à l'autre puisque la violence subie est source de danger et d'insécurité ainsi que d'isolement et de détérioration des liens avec l'entourage et la société d'une manière générale. Déduire que mettre en lumière ce dont elle a besoin aide la personne à se réattribuer des qualificatifs pour se redéfinir dans son identité apparaît comme plausible. Le passage suivant évoque ce questionnement sur l'identité :

*« C'est comme je dis je sais pas si j'avais pas arrêté de crier jusqu'où il aurait été. Et je me suis dit si tu réagis pas, la prochaine fois ça va où ? Vraiment ça va où ? [...] On dira pas que c'est un assassinat mais un homicide involontaire, oui. C'est tout à fait possible. Et je voulais pas. J'ai dit non quand même je mérite pas ça. J'ai des enfants, qui sont grands, mais j'ai des enfants. J'ai dit non. Mais j'ai mis plusieurs jours à réaliser, à me poser la question. » (C)*

Par sa réflexion, la personne exprime qu'elle a de la valeur et que l'estime de soi réapparaît puisqu'elle dit ne pas mériter ce qu'elle subit. Il est possible de sous-entendre qu'elle peut prétendre à une autre vie. Le « qui je suis » émerge par le fait de s'attribuer une valeur et des droits.

Dans l'optique d'identifier ses besoins, le fait de porter sa réflexion sur ses limites ressort particulièrement (5). En effet, envisager la situation vécue sous l'angle de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas amène au premier plan la notion de limite qui, une fois éclaircie, devient un point de repère quant à la satisfaction des besoins<sup>35</sup> évoqués auparavant. Ce qui se dégage des entretiens est une limite qui s'exprime par la prise de conscience d'avoir atteint une sorte de point de non retour. Pour illustrer cela, un extrait a été choisi et rapporté ci-après.

*« J'ai expliqué ma situation parce que je pouvais plus supporter. Et j'ai dit j'arrive pas à rester. Si je reste encore moi je meurs. J'ai demandé s'il vous plaît faites quelque chose pour moi parce que j'arrive pas. » (A)*

Une part de la réflexion sur l'identité passe ainsi par un questionnement sur ses besoins, ces derniers émergeant par l'intermédiaire de prises de conscience relatives à ses limites personnelles, à ce qui est acceptable et à ce qui ne l'est pas.

La réflexion sur les capacités, à savoir les compétences personnelles, et sur les ressources, c'est-à-dire ce que la personne peut mobiliser dans son environnement, occupe elle aussi une place importante. Quatre participantes l'évoquent dans leur témoignage, bien que cela soit de manière moins précise pour certaines d'entre elles. Le questionnement sur les capacités se pose en termes de dispositions, d'aptitudes personnelles. Il s'agit de faire émerger le « je suis capable de ». C'est ce que montre le passage suivant.

*« J'ai su également ne pas me reposer dans ce statut de victime et aller chercher en moi pour m'en sortir. Il y a une volonté personnelle de se dire que finalement on a du caractère, des capacités, des possibilités. » (ES)*

Quant aux ressources, elles sont pensées parallèlement aux capacités personnelles. En effet, il est nécessaire de faire le bilan en quelque sorte des moyens à disposition pour entrer dans une

---

<sup>35</sup> Pour rappel, les besoins mentionnés par les participantes sont : le respect et l'estime de soi, la sécurité personnelle sur le plan physique et sur le plan psychique, la sécurité des enfants, le contact avec les autres.



dynamique de changement. La connaissance des droits que peut faire valoir la personne victime fait partie des ressources mentionnées : droit à une aide financière (4) et droit de quitter le domicile (2). De même, savoir à qui s'adresser (5), ce qui sous-entend avoir eu connaissance de l'existence d'un réseau qui peut être soutenant, est considéré comme une ressource par toutes les femmes interrogées. L'entourage est également évoqué en tant que ressource (4). Malgré le contexte de violence, des contacts sociaux ont tout de même pu être préservés : avec les parents (mère ou/et père) (3), avec les frères et sœurs (1), avec un ami voire des amis très proches (2).

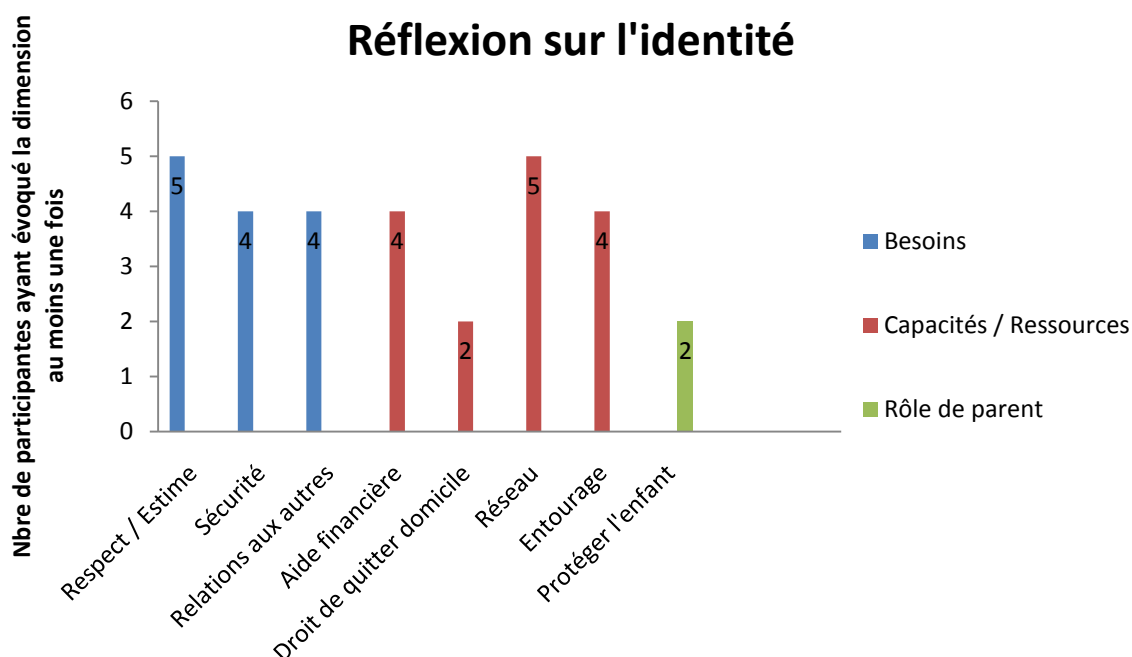
Ainsi, se questionner sur ses capacités et sur ses ressources favorise la prise de conscience quant à la possibilité de se mobiliser et aux moyens disponibles. Cela a un impact sur les perspectives de choix et contribue à mieux se connaître, à savoir ce dont la personne est capable, à redonner forme à son identité.

La dernière dimension distinguée par rapport à l'identité concerne le regard porté sur soi-même en tant que parent, plus précisément en tant que mère (2). A un moment donné, cet aspect de l'identité se manifeste fortement. L'extrait ci-dessous l'évoque clairement :

*« C'était un cercle vicieux et plus ça allait plus c'était un asservissement. Jusqu'au jour où ça a touché les gamins. Alors là... Ma chance à moi en fait c'est d'avoir dit moi je peux supporter, mais pas mes gamins. Pour mes gamins, il faut que je les sorte de là. » (ES)*

Il apparaît donc que, pour la personne, réfléchir sur son rôle de mère, c'est-à-dire sur la responsabilité qui lui incombe de protéger ses enfants du contexte de violence, l'aide premièrement à se mettre en mouvement. Et, deuxièmement, elle peut s'identifier à cette part d'elle-même, soit le fait d'être une mère, qui se fait présente.

Les éléments relatifs à la réflexion sur l'identité et aux dimensions sous-jacentes sont résumés dans le tableau 8.



**Tableau 8 : Dimensions liées à l'identité mentionnées au moins une fois par les femmes interviewées**

Une thématique qui se dégage également de l'analyse concerne la réflexion sur les représentations (4). Il ressort pour les participantes que s'interroger sur l'image qu'elles ont de leur partenaire (3) et l'écart entre celle-ci et la réalité qu'elles vivent est complémentaire à la réflexion sur ce qui est vécu et sur qui elles sont. Le passage suivant évoque cet aspect de la réflexion.

*« Quand tu l'as pas vécu, tu sais pas ce que c'est. Moi je l'ai vécu et oui c'est dur de partir. Et on croit toujours que l'autre va changer. Et on le croit. Il demande pardon et on vit dans un cercle vicieux puisqu'on est persuadée que cette personne elle va changer puisqu'elle est "non pardon, je recommencerais plus". Et puis après "bam" et on se dit ben voilà. » (E)*

Réfléchir sur les représentations amène également à se questionner sur le couple (2), sur comment la personne le définit, sur ce qu'elle en attend.

*« [...] il [mon référent] m'avait dit non mais attendez, réfléchissez, prenez votre temps. Et puis des fois moi ça m'arrive d'être assez impulsive et j'ai dit "non, ça doit être bon. Non quand même on va réussir à aplanir certaines difficultés." Malheureusement, ça s'aplanit pas comme ça malgré tout. Le travail de reconstruction, reconstruire un couple dans une situation comme ça est très très difficile. Je dirais presque impossible. En tout cas, ou faut que les deux le veuillent. Et ça c'est pas toujours évident parce que souvent un le veut à un moment et l'autre ne le veut pas. » (C)*

La personne prend conscience que l'autre n'est pas celui qu'il prétend être et qu'il n'est pas non plus ce qu'elle voudrait qu'il soit. Il s'agit d'une certaine manière d'un travail de lâcher prise : il n'est pas possible de faire changer le partenaire en fonction de l'idéal souhaité.

Une dernière thématique sur laquelle les participantes ont insisté et qui peut être vue comme la réflexion essentielle à toute démarche de changement est la prise de conscience que la personne elle-même doit agir pour sortir du contexte de violence. De plus, il ressort qu'elle doit être prête à le faire et que ce moment, ce « bon » moment, est propre à chacune. Les passages ci-après en font état.

*« J'ai été vers le balcon et je me suis dit demain je pars. Sur cette idée-là, je me suis endormie. Je me suis réveillée le lendemain matin et l'idée elle était toujours là. Elle était pas partie pour une fois. [...] Sur ce, j'ai appelé ma maman. J'ai dit "écoute moi aujourd'hui je pars." Et j'avais dit ça tellement de fois qu'elle me dit "oui d'accord", tout en pensant elle va de nouveau pas partir quoi. J'ai appelé ma psychologue. J'ai dit "j'ai une bonne nouvelle à t'annoncer : je pars aujourd'hui. J'ai décidé. Je me suis réveillée avec l'idée en tête, je m'en vais aujourd'hui." [...] J'ai dit "on va en avoir des galères mais j'ai dit ça plus jamais." En fait, il a fallu laisser le temps. Il a fallu laisser me familiariser avec cette idée que je pouvais partir. Que je devais partir. Et puis sentir le moment quand il était là. Parce que ma psychologue un jour quand elle m'a vue j'ai fait que pleurer. Elle m'a dit "écoute : tu rentres, tu prends tes affaires, je viens te chercher et on part." J'ai dit "non, non je peux pas. Je peux pas. Pour le moment je peux pas c'est voué à l'échec. Je peux pas." [...] Mais quand je suis partie, ce jour-là, alors là je savais que je partais. Je me suis réveillée étonnée avec l'idée toujours en tête. Je savais que c'était ce jour-là et que ça serait pas un autre. » (L)*

*« Déjà ils [la LAVI] font énormément pour toi, mais après c'est aussi à toi de te dire je sors de là où je suis. Sinon t'as plus qu'à te laisser dépérir. Donc il faut ta force à toi et celle de ceux qui t'entourent quoi. De ce côté-là, j'ai eu beaucoup de chance. » (E)*

*« Après tout ce que j'avais vécu là et que j'avais pas arrêter jusqu'à maintenant, j'ai dit non c'est trop ça. J'ai couru dans ma chambre et ça m'a rappelé l'assistante sociale quand elle m'a dit faut appeler la police. Mais j'avais peur, j'arrivais pas à parler français. J'ai appelé et j'ai parlé doucement : s'il vous plaît aidez moi, s'il vous plaît. J'ai dit trois ou quatre fois parce qu'ils ont pas compris. Après il a dit d'accord on a compris dans deux minutes on est là. J'ai fermé le natel. J'ai supprimé le numéro. Pendant que j'attendais, ils [le partenaire et les membres de la belle-famille] ont frappé dans la porte vraiment beaucoup et ils criaient : Ouvre la porte ! Ouvre la porte ! Et puis que des mauvais mots. Quand j'ai vu que la police arrivait, tout de suite moi j'ai ouvert la porte et j'ai dit s'il vous plaît aidez moi s'il vous plaît. Un policier il est venu avec moi dans ma chambre, l'autre il est allé avec eux. Il m'a demandé après tu veux aller à l'hôpital et j'ai dit oui tout de suite parce que j'avais compris que c'était pour partir parce que si je restais, maintenant je serais folle. Et après...parce que l'assistante sociale comme elle m'a dit si y a quelque chose de grave tu appelles la police, j'ai pris tous les jours mon permis dans mon sac, mon passeport et comme ça. Parce que j'ai dit peut-être un jour il se passe une chose importante avec moi. Alors j'ai pris la veste, le sac, les baskets et la police il m'a contrôlé les papiers et il m'a redonné le sac quand on est arrivé aux urgences. » (A)*

En conclusion, la réflexion sur ce qui est vécu, sur l'identité, de même que sur les représentations ressort fortement des entretiens réalisés. Un autre élément est présent dans les témoignages recueillis. Il s'agit d'une prise de conscience de la personne qui seule peut décider de mettre fin au contexte immédiat de violence en quittant le partenaire, et ceci au moment qu'elle aura jugé opportun ou qui s'est imposé comme tel.

### 2.3 Réalisations concrètes mises en œuvre suite aux réflexions menées

En se penchant attentivement sur les témoignages des femmes interrogées, il apparaît que, parallèlement ou / et consécutivement aux diverses réflexions menées, les participantes mettent en œuvre concrètement les prises de conscience réalisées. L'analyse des entretiens montre que différentes dimensions sont expérimentées, testées en quelque sorte par les femmes victimes. Celles-ci se rapportent à l'identité, à la liberté, à la confiance retrouvée en ses capacités personnelles.

La thématique de l'identité semble transversale à tout le processus de changement, et ceci tant au niveau de la reconnaissance de cette identité ébranlée qu'au niveau de la réflexion et de l'expérimentation. Les cinq personnes interviewées en parlent de façon très explicite. L'extrait qui suit met en avant leurs propos.

*« Je me sens revivre, vraiment. Je me retrouve moi-même. Je sais, maintenant, je sais qui j'étais mais maintenant je peux être qui je suis. » (C)*

Après avoir vécu dans un contexte qui ne permet pas l'expression du « qui je suis », qui nie la personne en tant qu'être humain, retrouver ce sentiment d'exister, d'être quelqu'un, se vit comme une expérience positive qui amène à une connaissance concrète de soi et qui matérialise les prises de conscience identitaires évoquées précédemment. Plusieurs pistes sont mentionnées quant au « comment » faire émerger cette identité. Comme expliqué plus haut, les besoins, les capacités et ressources, ainsi que le rôle de parent sont pleinement des éléments participant à la réflexion sur l'identité. Dans le présent chapitre, ceux-ci apparaissent de manière implicite par l'expérimentation de la mise en place de limites. En effet, par l'expression d'une limite, d'un point de repère au-delà duquel la personne ne veut plus aller, ce sont notamment les besoins auxquels elle a réfléchi qui se matérialisent. Poser des limites (5) est un acte d'affirmation de soi qui se

manifeste de plusieurs façons. Tout d'abord, il y a la verbalisation de celles-ci face au partenaire (3). Les passages ci-dessous sont cités pour illustration. La limite y est clairement exprimée, de même que le besoin implicite de sécurité.

*« Et c'était justement quand je suis revenue après les fêtes de Pâques où y a eu tout ça. Je lui avais dit si "tu lèves encore une fois la main sur moi, je pars." » (E)*

*« J'avais besoin de lui dire alors je me suis mise à écrire. J'ai mis une semaine à écrire une lettre. Tout ce que j'ai pas pu dire pendant dix ans, j'l'ai mis dans cette lettre. Cette lettre, elle faisait dix pages. J'ai posé sur la table en partant la lettre. Et je suis partie. Et depuis j'peux vous dire que j'ai retrouvé la paix. » (L)*

Ensuite, les différentes tentatives de la personne pour mettre de la distance avec le partenaire (5) peuvent aussi être vues comme une limite qui est posée, un « stop » qui s'allume. Ces essais peuvent être multiples (4) ou uniques (1). Il s'agit là de partir du domicile pour aller chez la famille, chez des proches ou dans un hébergement d'urgence, que cet acte débouche ou non sur une séparation définitive. De cette manière, la personne se trouve dans un environnement où elle peut bénéficier de conditions favorables à la réflexion, à la pesée d'intérêts, à l'expérimentation de la vie sans l'autre et aux répercussions sur elle-même. Le contexte permet l'émergence de sensations perdues comme par exemple le calme (3) et la sécurité physique (3). Mais cette situation est également source de doutes (3) et de peurs (5). Les doutes sont relatifs à l'acte posé car la culpabilité quant à la violence subie est toujours présente. Les peurs se manifestent car il y a une certaine part d'inconnu face à l'avenir qui doit être maîtrisée par la personne. Partir permet donc d'expérimenter des éléments de nature différente, d'en ressentir les effets appréhendés comme positifs ou négatifs, de voir comment ceux-ci influencent la réémergence du soi par la mise en lumière de besoins qui sont satisfaits et de sa capacité à agir et à avoir un impact sur sa situation.

Ainsi, poser des limites apparaît comme essentiel dans la réappropriation de l'identité. Il y a un cheminement qui est nécessaire et qui s'effectue selon un rythme personnel. Cet aspect du rythme sera abordé par la suite.

Un autre thème qui ressort de l'analyse des entretiens touche différents aspects de la liberté. Tout d'abord, les personnes interrogées (4) mentionnent qu'expérimenter une liberté dans leurs mouvements et dans leurs actions s'avère riche à plusieurs égards. Il s'agit par exemple de pouvoir communiquer avec « l'extérieur » (4), de pouvoir retrouver une « vie de société » comme l'évoque l'une des participantes. Pour reprendre ses mots, c'est « *échanger avec d'autres êtres humains* ». Il est également question de liberté par rapport à l'expression de sa personnalité (3). Les extraits ci-dessous illustrent bien ces aspects.

*« Quand j'habillais une chose par exemple, il me disait "non non change-toi !" J'ai changé. J'ai écouté, ça veut dire que j'ai accepté toutes les choses. Et il me disait aussi "tu es pas belle, tu sais pas faire maquillage !" Et quand j'allais à l'école, toujours je devais regarder l'heure. Parce qu'il faut que je prends le premier train quand je finis l'école et que je rentre tout suite sinon c'était une catastrophe. Quand j'arrivais à la gare, j'allais tout de suite à la maison. Et puis quand j'arrivais à la maison tout de suite je laissais le sac pour l'école. Je devais changer les habits pour habiller comme femme de lui, avec une robe et comme ça. J'étais obligée. Maintenant, je dois plus faire tout ça. Je peux habiller comme moi j'ai envie. Je peux sortir, discuter. Je peux étudier. Je peux faire ce que moi je veux. » (A)*

*« Tu vois, j'en reviens toujours à cette petite voix qui me dit ben t'es beaucoup mieux maintenant. Tu peux sortir. Tu peux t'habiller. Tu peux te coiffer sans qu'on t'insulte, sans qu'on te dise "mais pourquoi tu t'es maquillée aujourd'hui !" ». Ou "pourquoi t'es habillée comme ça !" » (E)*

Cette liberté s'applique ensuite dans les choix qui touchent aux enfants (2). Il est désormais possible d'agir avec eux sans critique et sans peur. De plus, par l'expérimentation d'une certaine indépendance, il semble que le parent puisse mettre celle-ci au service de la protection de ses enfants comme le suggère le passage ci-après.

*« Je me suis réapproprié ma vie. Je peux juste faire ce que je veux, sans quelqu'un qui critique. Et je peux agir avec mon petit garçon sans penser à ce qu'il va risquer si j'agis comme ça ou si j'agis comme ça. Ou si je le prends dormir avec moi, y a plus personne qui peut hurler sur moi. Y a plus personne qui peut hurler sur lui. Et puis juste le plaisir de partir promener avec mon gamin et savoir qu'on risque rien. » (L)*

Une troisième thématique qui émerge de l'analyse est relative aux capacités personnelles et au retour d'une confiance en ces dernières. Premièrement, l'aspect de protection des enfants évoqué précédemment et qui semble découler d'une liberté d'action du parent peut être mis en lien avec la confiance retrouvée dans les capacités parentales. La conception et la conscience du « qui je suis », donc de l'identité, étant dégradée par le contexte de violence, il s'agit de retrouver confiance en sa capacité à éduquer ses enfants, à être un « bon » parent (2). Le renforcement de cette confiance peut passer par l'appui d'un professionnel.

*« On a eu une enquête sociale [du service en charge de la protection de l'enfant] et là, moi j'ai balisé. J'ai dit mon Dieu mais on va m'enlever mes enfants. [...] Et je me suis dit mais je bosse, je m'occupe de mes enfants, je suis responsable. Tout va bien. Je suis pas alcoolique, je suis pas droguée, je suis pas prostituée...enfin je suis normale ! Au final, on a confirmé mon droit de garde. » (ES)*

L'idée qui ressort semble être celle d'une affirmation de son aptitude à élever ses enfants par le biais d'autres capacités personnelles : sa disposition à trouver du travail et à évoluer dans ce monde, sa faculté d'agir en pesant les conséquences de ses actes pour prendre soin de ses enfants notamment.

Ensuite, dans un but de protection, la capacité à se protéger (4) émerge de l'analyse des entretiens, et ceci également pour les femmes n'ayant pas d'enfant. L'activation de mesures prévues (4) par le cadre légal fait partie de cette dynamique. Il s'agit des mesures protectrices de l'union conjugale (3), du divorce (4), du dépôt de plainte (4). De plus, les démarches engagées pour mettre à l'abri d'une certaine manière ce qui a de la valeur pour soi contribue à se protéger (2). Il peut s'agir d'objets, d'habits, ou d'un animal de compagnie. En effet, la personne anticipe la réaction possible du partenaire et lui enlève un moyen de l'atteindre. Il y a une organisation qui transparaît, une mobilisation des ressources et des capacités dans un but de protection.

*« Ensuite, il fallait trouver un endroit où nous cacher suffisamment longtemps et où il pouvait pas nous trouver. Pour finir, j'avais le numéro du foyer d'accueil. Je les ai appelé et elle m'a dit : "on a personne, vous pouvez venir quand vous voulez." D'accord, j'ai dit. Et est-ce que vous acceptez les chats, parce qu'on avait un chat. Et ça elle a dit non. Comme j'avais appelé ma maman pour lui dire que je parlais, j'ai discuté avec elle et j'ai dit mais je suis embêtée avec le chat. Je le laisse pas là parce qu'il va le tuer. Et ma maman me dit :*

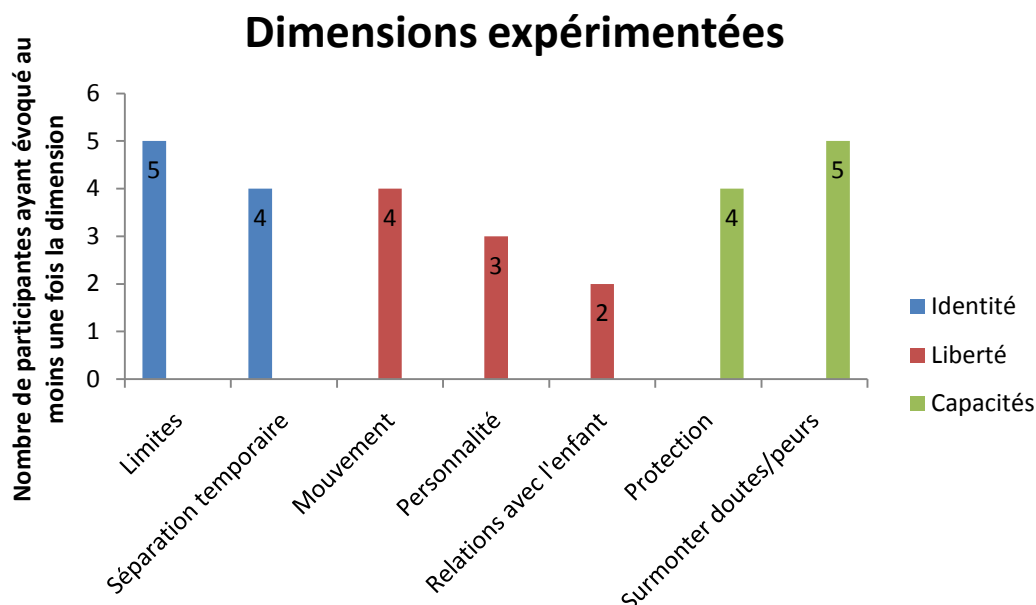
*“c’est que le chat le problème ?” J’ai dit ouais. Alors elle a dit : “le chat il vient chez moi.” »*  
(L)

Un autre type de capacités mises en œuvre est lié à la façon dont la personne va surmonter les doutes et les peurs qui se présentent (5). Comme évoqué précédemment, d’une limite concrètement posée peuvent émerger des doutes et des peurs. Il est donc question pour la personne de savoir si elle peut y faire face, si elle en est capable, et comment. En expérimentant un contexte de vie différent, la personne va cheminer et savoir ce qui est en son pouvoir, ce qui ne l’est pas, mettre dans la balance les multiples réussites et échecs rencontrés. Elle réfléchit sur les raisons de ses réussites et de ses échecs et cherche de nouvelles manières d’agir (2).

*« J’ai fait un essai de partir au mois d’août 2007. J’ai été chez mes parents et puis là il est revenu me chercher. Et puis j’ai compris que j’avais pas d’autre choix que de partir, enfin de partir dans un endroit connu de personne, où je pouvais être en sécurité avec mon gamin et puis où je pouvais être tranquille. »* (L)

Dans cette optique, la personne est véritablement actrice dans le changement. Elle observe que, par les démarches mises en place, elle bénéficie d’un environnement calme, sécurisé (3). Elle constate également qu’elle se retrouve, qu’elle sait qui elle est (5). Des contacts sociaux peuvent être créés (4). Ce sont autant de bénéfices, de points positifs qui peuvent contrebalancer pas à pas les doutes engendrés par la décision de quitter son partenaire. Quant aux peurs, elles se réfèrent comme évoqué auparavant à l’inconnu : inconnu du point de vue financier (4) pour le court terme, inconnu relatif aux opportunités de trouver un travail et de subvenir à ses besoins (4), inconnu lié à la réaction du partenaire et donc à sa propre sécurité (5). Les personnes interviewées parlent de différents éléments qui ont permis d’apaiser leurs peurs. Il y a tout d’abord les prestations financières prévues par la LAVI et dont elles ont pu bénéficier (4). Ensuite, l’aide de divers acteurs sociaux (3) pour la recherche d’emploi et l’aspect financier sur un plus long terme est mentionnée par deux participantes. De même, le soutien d’une structure d’hébergement permet de calmer la peur face à la réaction du partenaire (3). Il existe donc des ressources que la personne peut activer pour contrer en quelque sorte ses peurs liées à ce qui lui est inconnu et qu’elle ne maîtrise pas.

Le tableau 9 ci-après résume les différentes dimensions expérimentées par les femmes interrogées.



**Tableau 9 : Dimensions expérimentées mentionnées au moins une fois par les femmes interviewées**

Avant de conclure ce chapitre, il faut encore relever deux choses. Dans un autre registre, la capacité de la personne à assumer le regard des autres, c'est-à-dire la manière dont son vécu et ses choix sont perçus par la société, constitue une interrogation sans réponse pour trois participantes. Ensuite, il ressort que, pour deux personnes interrogées, se retrouver dans un contexte de violence au sein du couple et y faire face alors qu'elles vivent dans un pays qui n'est pas leur pays d'origine a été une source de peurs et de doutes supplémentaires. L'absence de leur famille ainsi que le manque général de connaissance du système suisse ont représenté une difficulté de plus pour prendre la décision de quitter leur partenaire et pour la mettre en œuvre. A cela s'ajoute pour l'une d'entre elle deux obstacles supplémentaires : le risque de perte du permis de séjour et la non maîtrise du français. Chaque élément a pesé dans le processus de changement.

Pour résumer, les actes concrets posés par la personne touchent tout d'abord à l'identité par la mise en place de limites qui sont la matérialisation de besoins. Ces actes permettent aussi d'expérimenter une liberté dont elle a été privée et qui, elle aussi, a un impact sur l'expression du « qui je suis ». Enfin, il s'agit de reprendre confiance en ses capacités pour surmonter les doutes et les peurs qui peuvent s'installer.

## 2.4 Les réponses reçues des professionnels rencontrés

Toutes les femmes interviewées ont su à différents moments de leur parcours demander de l'aide. Elles mentionnent dans leur récit plusieurs réponses que leur ont offertes les professionnels rencontrés. Celles-ci sont reprises dans ce chapitre.

Il y a tout d'abord l'attitude de l'intervenant qui accueille le récit de la personne victime, et qui est citée dans les cinq témoignages. Celle-ci se caractérise par l'écoute, l'empathie, le non-jugement et l'attention portée à l'autre. Un qualificatif associé à l'intervenant revient dans trois des cinq récits : « humain ».

*« Moi je veux dire que si elle avait pas été là, ben j'aurais baissé les bras. Ouais j'aurais baissé les bras... Et elle a été humaine. Je veux dire qu'elle a été au Tribunal avec moi, elle*

*a été là. Elle m'a accompagnée. Je veux pas dire par la main parce qu'on est grand mais... Humainement, c'est indescriptible. [...] Humainement voilà on te rappelle, on te laisse pas dans le flou. Et elle bouge. Si elle doit faire des heures en plus, elle fera des heures en plus pour que t'aies la réponse à ce que tu cherches. [...] Franchement, elle m'a encore accompagnée pour les démarches. Elle m'a jamais laissée tomber quoi. Jamais. » (E)*

*« Alors elle ça a été je dirais pas une bouée mais un pilier. Un pilier dans toute ma procédure, que j'appelle pas forcément régulièrement mais qui, à chaque fois, est là, est une écoute, me conseille, me soutient. Et ça aussi financièrement. [...] Donc ça a été un soutien psychologique et également financier. Mais je sais que, quand j'ai un coup de blues ou n'importe quoi, je peux appeler et elle me rappelle toujours. Le contact s'est fait facilement. Et elle est très humaine. Je sais pas, elle est bien ! Donc à chaque fois que j'ai eu un coup dur, elle me disait mais tu sais y a ça sur le pénal. Mais tu sais garde tous tes relevés parce qu'après tu peux demander des dommages et intérêts. Garde ça, la LAVI elle peut t'aider au cas où. Elle m'a accompagnée en séance, enfin... Vraiment toujours là. » (ES)*

Cette attitude se matérialise de plusieurs façons. Les personnes interrogées soulignent l'importance des attentions qui leur sont accordées : rappeler (4) la personne si elle a laissé un message ou prendre de ses nouvelles (3), un sourire qui lui est adressé (3), un mot d'encouragement (3). Ces attentions du professionnel envers la personne victime sont des signes qui lui disent qu'elle existe, qu'elle a de la valeur.

Dans l'attitude des intervenants transparaît aussi selon les témoignages le fait de croire ce que la personne leur confie. Il y a là une reconnaissance qui est demandée de la part des femmes victimes. Parmi les personnes interviewées, quatre l'exprime très clairement et une l'évoque de manière plus diffuse. Cependant, il s'agit bien là d'une réponse attendue par les femmes interrogées. Les deux extraits ci-dessous l'illustrent bien :

*« Et ce qui est important c'est qu'elle savait exactement dans quelle situation j'étais. Sans dire "oh ma pauvre", mais en disant "t'es une victime." Et ça, le fait de reconnaître qu'on est une victime, pour se retrouver, pour s'épanouir à nouveau, c'est vraiment important. [...] Et vous savez ça fait du bien parce que passer pour une folle ça va un moment. C'est vraiment de la reconnaissance pour moi. » (ES)*

*« Il m'a dit "mais Madame vous êtes une victime. Vous n'êtes coupable de rien du tout." Et bien ça change la vie. » (L)*

Il y a un autre élément de l'attitude du professionnel qui a été particulièrement relevé par les femmes interrogées, et qui transparaît également dans les passages mentionnés auparavant. Il s'agit de la capacité à replacer les responsabilités de chacun, à verbaliser une limite qui auparavant n'a pas été explicitée en tant que telle. Sur les cinq participantes interviewées pour ce travail, trois relèvent que s'entendre dire « ce n'est pas normal » tend à remettre à chaque partenaire du couple l'identité et la responsabilité qui lui incombent.

Ensuite, une réponse proposée à toutes les personnes interviewées consiste en un ensemble d'informations concrètes. Les passages suivants sont mentionnés pour exemple :

*« On m'a dit si besoin il y a des foyers. On vous donne les numéros de téléphone et vous y allez. Si besoin vous appelez la police. On m'a donné des solutions. Tout ce qu'ils avaient comme documentation je l'ai prise et je l'ai lue. » (L)*



*« Elle m’a dit tu peux faire ça, tu peux faire ça. Il faut raconter à la police. Tu as droit pour un avocat. Il peut t’aider. Et si c’est grave, si tu es en danger, tu appelles la police. Tu fais le 117. Elle m’a dit le numéro parce que moi je connaissais même pas le numéro pour appeler et comme je parlais pas français c’était dur pour moi pour expliquer. Elle m’a donné espoir que je pouvais faire quelque chose. » (A)*

Selon les données récoltées, deux catégories d’informations s’avèrent aidantes : la première est liée à la protection, la seconde aux ressources. Par protection, il faut entendre tout ce qui, d’une part, permet de répondre à un besoin de sécurité (4). En effet, l’insécurité vécu au sein de la relation de couple, le danger présent tant sur le plan physique que psychique, nécessite d’être reconnue, comme expliqué dans le chapitre précédent, mais aussi contrée de manière active. D’autre part, la protection se réfère aussi au fait de prendre soin de soi (3). Car le contexte de violence réduit la faculté à s’écouter, à prendre en compte ses besoins personnels, à penser à soi puisque l’estime de soi est attaquée profondément. Quant aux ressources, elles doivent être comprises en termes d’outils, de soutien financier, de partenaires de réseau qui sont disponibles pour accompagner la personne en fonction de ses besoins tant sur les plans administratif, psychologique, médical ou encore légal.

Les informations concrètes données par les professionnels ont permis aux femmes interrogées d’ouvrir le champ des possibles pour se protéger et augmenter leurs ressources. Cela s’est réalisé de multiples façons. Tout d’abord, évoquer le réseau ainsi que la manière dont il peut être soutenant (5) est important. Parler de la police, du psychologue, de l’avocat, du médecin traitant, des groupes de parole, des lieux d’hébergement d’urgence, met en évidence différents acteurs qui peuvent intervenir dans des domaines particuliers pour aider au changement en fonction du besoin exprimé par la personne. Les intervenants dont il est fait mention dans les entretiens sont : la police (5), l’avocat (5), le psychologue (4) et les lieux d’accueil (3). Au regard des témoignages, les deux premiers sont une réponse au besoin de sécurité : la police intervient en cas de danger et l’avocat met en place par l’intermédiaire de la justice des mesures visant la protection. Le troisième acteur, le psychologue, est quant à lui lié au soin, à prendre soin de soi en vue d’une reconstruction personnelle. Enfin, savoir que des lieux d’hébergement existent peut permettre à la personne de trouver un espace sécurisé (3) et propice à la réflexion. Ainsi, en informant la personne sur les professionnels auxquels elle peut faire appel, une ouverture se crée : des intervenants sont présents et ils possèdent la capacité d’introduire un changement dans la situation sur la demande de la personne. Il est possible pour elle de se protéger. Deuxièmement, savoir que ces mêmes professionnels peuvent être contactés, disposer de leur numéro de téléphone, connaître leur rôle signifie augmenter les ressources de la personne. Avoir entre ses mains ces renseignements permet de les utiliser au moment jugé opportun. Mise à part le réseau, les informations relatives aux aspects légaux et financiers sont essentielles (4). Connaître ses droits et être au courant de comment et par qui ceux-ci peuvent être appliqués accroît les ressources et tend à la protection de la personne. De même, savoir que des aides financières peuvent être activées ouvre une voie qui pouvait être impensable auparavant. Le manque ou l’absence de ressources sur le plan financier est un frein à la décision de quitter son partenaire et donc savoir que des soutiens existent à ce niveau-là met à jour de nouvelles possibilités de réflexion et d’action.

Pour conclure, deux types de réponse se dégagent donc des entretiens analysés. Le premier type fait référence à l’attitude générale du professionnel, se manifestant par l’écoute, le non-jugement, l’empathie et des attentions concrètes. Le second est lui en lien avec la palette d’informations relatives au réseau, au domaine légal, aux droits des personnes victimes notamment dans un but de protection et d’augmentation des ressources.

## B. SYNTHÈSE

Dans le présent chapitre, un bref résumé des résultats de l'analyse est exposé. Il est suivi de la discussion des hypothèses de recherche au regard des éléments de l'analyse. Les liens avec les concepts théoriques y sont explicités et les hypothèses reformulées.

### 1. Résumé des résultats

Les témoignages recueillis dans le cadre de ce travail mettent en lumière le vécu des personnes interviewées, principalement la perte de leur identité et les émotions ressenties comme la honte et la culpabilité. Le sentiment d'insécurité et l'isolement sont aussi des composantes du vécu qui ressortent de l'analyse. La réflexion est ensuite mise en avant. Elle apparaît comme nécessaire et révèle avant tout que c'est à la personne elle-même de l'initier, au moment qu'elle juge opportun. Le questionnement sur ce qui est vécu ainsi que sur le « qui je suis » est fortement mise en avant par les femmes interrogées. Ce questionnement explore le contexte de violence et cherche à mieux le saisir. Il met en avant les besoins, comme le respect et l'estime de soi ou encore la sécurité pour soi-même et ses enfants, de même que les compétences et les ressources. Enfin, la mise en acte de ce qui a été pensé ressort des entretiens. L'expérimentation, dans un mouvement parallèle à la réflexion, vise à la réappropriation de son identité propre par l'expression de limites, le dépassement des peurs et des doutes, le retour à un contexte sécurisé. Le processus de pensée est à chaque fois renforcé par les allers-retours entre la réflexion sur de nouveaux comportements, leur expérimentation et leur évaluation.

L'analyse des entretiens a aussi montré les réponses que les professionnels ont offertes aux femmes rencontrées. Leur attitude, dans l'empathie et le non-jugement, ainsi que les informations concrètes fournies s'avèrent être des éléments clés qui soutiennent le processus de changement. Par cette attitude, la personne est considérée par le professionnel comme une personne à part entière, avec une valeur, dans une relation d'égal à égal.

Il s'agit dès lors de mettre ces résultats en perspective avec les différentes hypothèses de ce travail pour en vérifier l'adéquation et réaliser les ajustements nécessaires, ce qui fait l'objet du chapitre suivant.

### 2. Vérification des hypothèses

Dans ce chapitre, chaque hypothèse est reprise et examinée au regard des éléments de l'analyse. Ensuite, elle est mise en lien avec les concepts théoriques développés auparavant.

#### 2.1 Hypothèse 1 : la personne a besoin d'être reconnue

Cette hypothèse fait référence à la reconnaissance d'un statut, celui de victime. Elle met en avant l'importance pour la personne victime d'être entendue et crue lorsqu'elle évoque son histoire, sans quoi il lui sera difficile de poursuivre ses efforts dans un but de changement et d'être soutenue de la manière la plus adéquate possible. Le concept de victimisation secondaire soutient cette hypothèse. Il se réfère au fait qu'une non reconnaissance du statut de victime constitue un frein au processus de changement (Romito, *Comment les services sociaux et de santé répondent-ils aux besoins des femmes violentées ?*, cité in Gillioz et al, 2003). La notion de victimisation secondaire implique le professionnel au plus haut point puisqu'elle dépend de son attitude, de sa réponse face à la personne qui se confie à lui. Il faut également considérer que cette réponse est conditionnée par les institutions et le cadre légal.

Au regard des témoignages recueillis, il apparaît comme primordial que la personne soit reconnue en tant que victime et prise au sérieux. Reconnaître quelqu'un comme étant une victime demande de la part du professionnel d'admettre pour vrai ce qui lui est confié. L'analyse montre que ce que vit la personne victime de violence au sein du couple nécessite d'être quittancé. Il s'agit de la violence subie, c'est-à-dire les actes, de même que des conséquences de cette violence, soit la dégradation de l'identité, la culpabilité et la honte, le danger parfois constant et l'isolement. De plus, le fait que la personne n'est pas responsable de la violence subie doit également être validé.

Si l'hypothèse se réfère à une reconnaissance d'un statut de victime qui, une fois exprimé, aide à mettre en mots ce qui est vécu, participe à la dynamique de changement et ouvre l'accès à certains droits et prestations, l'analyse montre qu'il ne s'agit pas uniquement de dire à la personne qu'elle est une victime. Cet aspect est bel et bien présent mais n'est pas suffisant. Les femmes interviewées ont décrit le professionnel rencontré par le qualificatif « humain ». Il semble que trouver chez lui des qualités « humaines » permette dans un premier temps de répondre à la perte d'identité, à la « déshumanisation » vécue, en lui opposant son contraire. Par un sourire, une discussion, un appel téléphonique pour prendre des nouvelles de la personne, c'est lui rendre un bout de son humanité, lui montrer qu'elle existe. En déduire que cette attitude aide la personne victime à reconstruire une identité d'être humain apparaît donc plausible. De plus, elle rompt le cercle du silence puisqu'elle incite à l'échange et à la création du lien, ce qui est une façon de contrer l'isolement. De cette façon, la personne qui subit la violence peut glisser d'un statut de responsable des actes subis à celui de victime. Ainsi, être reconnu dans cette identité-là, soit celle d'un être humain prisonnier d'un contexte de violence, est une réponse possible, une manière autre de reconnaître la personne en tant que victime.

Autre conséquence de la violence subie, l'insécurité, en tant que composante du statut de victime, a également besoin d'être nommée et reconnue. Reconnaître ce danger et l'émotion qui lui est associée revient à favoriser l'émergence de conditions palliant à ce manque de sécurité. En ce sens, il est légitime de penser que l'existence de structures d'accueil en tant que lieu permettant de répondre à ce besoin de sécurité est essentielle. L'intervenant peut donc informer la personne que ces structures sont à disposition, donner le numéro pour les joindre en cas de nécessité. De plus, indiquer les numéros d'urgence tels ceux de la police et des urgences médicales est une forme de réponse à l'insécurité vécue.

Au vu de ce qui précède, conclure que les personnes victimes de violence au sein du couple, soutenues par des professionnels formés, ont besoin de reconnaissance de ce qu'elles vivent dans des dimensions bien définies semble plausible. Les émotions, l'atteinte à l'identité, l'isolement et l'insécurité sont des aspects du vécu qui doivent être pris en considération par le professionnel et quittancés par une attitude décrite par les interviewées comme étant « humaine » et où l'autre est digne d'intérêt.

Ainsi, cette première hypothèse peut être modifiée dans le sens où exprimer verbalement à la personne qu'elle est une victime est certes essentiel mais cela doit tendre vers une reconnaissance plus globale de ce qui découle de ce statut. Cette reconnaissance passe par des réponses du professionnel et des structures.

## **2.2 Hypothèse 2 : la personne a besoin d'être conseillée dans ses démarches et orientée vers les services appropriés**

La seconde hypothèse part du principe que la personne victime manque parfois d'informations sur le réseau, sur comment elle peut être soutenue, sur les aides qui peuvent lui être accordées, sur les possibilités juridiques, sur ce qu'elle peut mettre en place pour améliorer sa situation notamment. L'idée est donc de dire qu'un certain savoir à ces niveaux-là favorise le passage à l'action, donc à la modification d'un comportement donné. L'action fait donc référence tant au cheminement intellectuel qui mène à la décision de quitter le partenaire qu'à la mise en œuvre de celle-ci.

Au regard de l'analyse, les femmes interrogées ont reçu de la part des professionnels un ensemble d'informations qui leur ont permis de se protéger tant physiquement que psychologiquement de la violence exercée par le partenaire et d'augmenter leurs ressources. Disposer de ces données a été important dans la dynamique de changement. Tout d'abord, les personnes interviewées ont pu voir qu'il existait des acteurs à activer : police, avocat, psychologue, accueil d'urgence. Ensuite, en étant informées de leurs droits, elles ont été en mesure de les faire valoir. Les informations données par les professionnels portent donc à la fois sur le réseau et sur les droits de la personne. Ces renseignements visent à la protection et à l'augmentation des ressources.

Un lien peut être établi avec deux facteurs d'aide (Crouch, Bloch & Wanlass (1994) cités in Lindsay, Roy et al, 2009). L'universalité tout d'abord se réfère au fait que plusieurs personnes partagent des préoccupations ou des émotions communes. En effet, si différents acteurs de réseau peuvent intervenir dans le cadre de la problématique de la violence au sein du couple, si des droits particuliers sont accordés notamment par la LAVI, il est possible d'en déduire que cette problématique touche un certain nombre de personnes et que la société, par l'intermédiaire des politiques, a mis en place des réponses pour y pallier. Ainsi, ce facteur d'aide qu'est l'universalité peut d'une certaine manière contrecarrer l'isolement, la honte et la culpabilité notamment, puisque la personne victime peut constater qu'elle n'est pas seule à vivre de la violence dans sa relation de couple. Ensuite, le partage d'information dans la relation duelle professionnel – usager permet d'augmenter les ressources disponibles. Le choix est ensuite laissé à la personne de les mobiliser ou non. Toutefois, il est possible de penser que, plus la personne dispose d'éléments lui permettant de faire un choix et d'en connaître les limites, plus le changement est favorisé.

En conclusion, il apparaît judicieux de valider cette hypothèse, en y apportant cependant une nuance. Le professionnel peut être comparé au canal par lequel l'information est diffusée. Il est responsable de la précision et de la qualité de cette information. Par contre, l'utilisation qui en est faite dépend de la personne victime uniquement, car la décision de changement n'appartient qu'à elle.

## **2.3 Hypothèse 3 : la personne a besoin d'être valorisée**

Cette troisième hypothèse amène l'élément valorisation au premier plan. Il a été défini comme la reconnaissance de ce que la personne victime a déjà entrepris pour s'en sortir et qui l'a aidée à prendre conscience qu'elle peut être agir, qu'elle en est capable. L'hypothèse suppose que cela contribue à rétablir la personne victime en tant qu'être humain qui pense, réfléchit, agit.

En analysant les récits des participantes, les marques d'attention accordées par le professionnel sont fortement mises en avant. Elles peuvent être assimilées à de la valorisation. Ce qui est

valorisé se réfère à l'être humain qui agit. Il y a donc deux dimensions qui sont importantes : la personne dans sa qualité d'être humain et l'action réalisée.

La première dimension peut être comprise comme se référant à la notion de groupe qui partage les mêmes caractéristiques. En effet, un être humain peut être perçu comme un élément d'un ensemble formé par d'autres êtres humains et avec lesquels il entretient des liens étroits, notamment en termes de besoins. Ceux-ci ont été explicités, hiérarchisés et schématisés sous la forme d'une pyramide par Maslow en 1943. Sur le plan physiologique, les besoins sont relatifs à la nécessité de boire, de manger ou de dormir. Ensuite, l'être humain a besoin de sécurité. Il doit pouvoir évoluer dans un environnement ayant des conditions propices à satisfaire ce besoin, comme avoir l'assurance qu'il n'y a pas de danger pour son intégrité physique et psychique. Un autre type de besoin concerne le sentiment d'appartenance ou les besoins sociaux qui doivent être satisfaits. Il s'agit par exemple de pouvoir se reconnaître comme faisant partie d'un groupe social donné et de nourrir son affect et son estime de soi (Vasselier-Novelli et Heim, cité in *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux*, 2006/1 n°36, p.185-207). Lorsqu'une personne vit de la violence dans sa relation de couple, les besoins mentionnés ci-dessus ne sont plus, ou que partiellement satisfaits. De ce fait, en valorisant, soit en attribuant de la valeur à ce que la personne a entrepris dans un but de changement, il est possible de combler des carences au niveau des besoins précités. Toutefois, il faut être conscient que les réponses proposées pour nourrir ces besoins doivent être complémentaires et se situer à différents niveaux. En effet, la personne victime de violence au sein du couple doit par exemple combler à la fois son besoin de sécurité et d'estime de soi, bien que ceux-ci appartiennent à des niveaux différents selon Maslow. Les attentions du professionnel envers la personne victime sont ainsi des signes qui lui disent qu'elle existe, qu'elle a de la valeur. Elles contribuent à satisfaire les besoins sociaux et s'opposent ainsi concrètement à la perte d'identité et d'estime de soi qui découle de la violence subie. Elles répondent à la déconstruction de la personne (cf point 2.1, lettre A, partie empirique), à sa « déshumanisation » sous l'effet de la violence, en lui rendant une part d'identité et d'humanité.

La seconde dimension est quant à elle liée à l'action, en quelque sorte à la mise en mouvement de la personne. L'analyse montre que, pour les femmes interviewées, valoriser leurs actes et leurs démarches est important. Le professionnel ne se doit donc pas seulement d'encourager, de faire remarquer les progrès ou, en d'autres termes, de valoriser en paroles. Il faut qu'il soutienne concrètement la personne dans ce qu'elle entreprend pour progresser dans le changement. Dans ce but, différentes manières s'offrent à l'intervenant. Les participantes relèvent tout d'abord le soutien sous une forme plutôt administrative, comme aider à rédiger une plainte, se porter garant pour un appartement, écrire un courrier pour appuyer une démarche de recherche d'emploi. Ensuite, le soutien, cette fois-ci en termes financiers, est aussi important. Il permet de pallier à un déficit de ressources économiques qui empêcherait la personne victime de poursuivre les démarches qu'elle a engagées par exemple sur le plan juridique ou thérapeutique. Enfin, le soutien que peut apporter une structure d'accueil permet à la personne de disposer d'un espace sécurisé, lui permettant ainsi de quitter le domicile. Sans cela, il serait difficile de se mobiliser en vue d'un changement puisque trouver un autre logement prend du temps et être hébergé chez des amis ou de la famille n'est parfois pas possible. Par le biais de ces trois types de soutien mentionnés par les participantes, soit administratif, financier et celui d'un foyer d'accueil, ce que la personne met en place est valorisé. Un autre type de valorisation s'exprime au travers de l'échange, de la discussion entre le professionnel et la personne victime. Il s'agit de conforter la personne dans le choix qu'elle a fait. De plus, il se dégage de manière moins explicite un soutien se manifestant par une disponibilité du professionnel. Par exemple, deux participantes expliquent avoir été boire un café avant une séance au Tribunal et soulignent le fait que le professionnel n'était en aucun cas obligé de le faire. Ce geste a contribué à ce qu'elles se sentent soutenues et confortées dans leur démarche. Une valeur claire est donc attribuée aux démarches entreprises et

cela contribue à répondre aux besoins sociaux et de sécurité qui sont lésés dans le contexte de violence.

Il est à noter encore que si les actes sont valorisés, il ne ressort pas explicitement des entretiens que la réflexion qui précède ces actions l'est également. Toutefois, partant du principe que pour réaliser une démarche il faut la penser auparavant, puisque l'agir a de la valeur, la pensée de laquelle il émerge en a aussi.

Pour résumer, valoriser ce qui a été entrepris par la personne apparaît comme un aspect important du soutien accordé par le professionnel. L'agir a de la valeur et le chemin qui mène à la réhabilitation de l'être humain en tant que tel passe par la valorisation.

Sur un plan plus théorique, l'hypothèse, pour laquelle valoriser signifie contribuer à rétablir la victime en tant que personne qui pense, réfléchit, agit, présume un lien avec le facteur d'aide intitulé connaissance de soi, ainsi qu'avec le sentiment d'auto-efficacité. Elle part du principe que valoriser augmente le sentiment d'efficacité personnelle par la persuasion verbale et que, par l'agir, la personne apprend sur elle-même. Il ne ressort pas des éléments de l'analyse que le sentiment d'auto-efficacité soit clairement renforcé par la persuasion verbale, les personnes ne mentionnant pas cet aspect-là. Il paraît par contre plausible que le sentiment d'efficacité personnelle soit en quelque sorte « co-construit ». En effet, il semble y avoir dans un premier temps la décision de la personne d'entreprendre un changement et, dans un deuxième temps, le soutien et la valorisation concrète par le professionnel au travers de mesures financières, thérapeutiques, d'aide diverses. Il serait donc plus adéquat de penser que c'est l'expérience vécue, accompagnée par de multiples leviers activés par la personne ou / et par le professionnel et faite de succès et d'échecs, qui agit sur le sentiment d'efficacité personnelle. Quant au facteur d'aide connaissance de soi, il n'apparaît pas en tant que tel dans l'analyse.

Pour résumer, cette troisième hypothèse centrée sur la valorisation doit être réajustée. Il n'est pas question de persuasion verbale au sens strict d'encouragements. Il s'agit dans un premier temps de redonner une valeur à la personne, à l'être humain par une attitude décrite par les participantes par l'adjectif « humaine ». Et, dans un deuxième temps, ce qui semble valorisant est l'attitude du professionnel qui soutient concrètement les démarches engagées, c'est-à-dire l'ensemble de l'accompagnement centré sur l'autre en tant qu'égal de soi et sur les niveaux administratif, légal, financier, thérapeutique. Cette hypothèse pourrait donc être reformulée comme suit : la personne ayant subi des actes de violence dans une relation de couple a besoin de sentir qu'elle a de la valeur en tant qu'être humain et que ses actes sont soutenus par le travail du professionnel.

## **2.4 Hypothèse 4 : la personne a besoin de prendre des responsabilités**

L'avant dernière hypothèse part du principe que la personne peut reprendre du pouvoir sur sa situation, donc aller vers l'autonomie, en développant un mouvement de pensée qui l'amène à se questionner, à mettre en lumière certains aspects de sa vie et ensuite à réaliser certaines démarches concrètes. Prendre des responsabilités signifie ainsi être capable de cheminer dans sa réflexion personnelle pour mener à une phase d'action.

L'analyse des entretiens a permis de faire émerger trois grandes thématiques dans la réflexion : la compréhension de ce qui est vécu, l'identité, les représentations. Pour la personne, prendre conscience de ce dans quoi elle est prise ouvre des interrogations liées au « qui je suis », à « de quoi j'ai besoin, est-ce que je peux répondre à ce besoin et comment », à « qui est l'autre ». Il est cohérent de supposer que ce mécanisme de pensée qui se développe contribue à la reprise d'un

certain contrôle sur la situation et, de ce fait, permet d'aller vers le changement. Cela va dans le sens de cette hypothèse de recherche.

Au niveau théorique, un lien apparaît effectivement entre cette hypothèse et le modèle transthéorique du changement (Prochaska cité in Lindsay et al, 2006), plus précisément avec les phases trois et quatre. Lors de la préparation, qui est le troisième stade, la personne se sent alors prête à s'engager activement en vue d'une modification de sa situation ou de son comportement. Il ressort de l'analyse que la réflexion, portant sur les thèmes précis mentionnés plus haut, doit être décidée et voulue par la personne elle-même. L'intervenant ne peut que la suggérer, notamment en diffusant des informations, en aidant la personne à comprendre ce qu'elle vit, en redistribuant les responsabilités de chacun. Ensuite, la liberté lui est laissée de poursuivre son cheminement de pensée, de mettre en acte le résultat de sa réflexion et de glisser pas à pas vers le stade quatre du modèle transthéorique du changement, le stade de l'action, au cours duquel de nouveaux comportements sont mis en place.

Cette hypothèse est également reliée à la notion d'auto-efficacité, donc au degré de croyance en sa capacité propre à réaliser le changement souhaité. Le sentiment d'efficacité personnelle ou auto-efficacité est construit sur l'expérience vécue, l'expérience vicariante, la persuasion verbale et l'état émotionnel (Bandura (1997) cité in Carré, *Bandura : une psychologie pour le XXI<sup>e</sup> siècle ?*, in Savoirs, Revue internationale de recherches en éducation et formation des adultes, 2004). Selon les éléments relevés dans l'analyse, il semble que ce sentiment se base avant tout sur l'expérience vicariante. Elle fait référence à ce que la personne peut apprendre de l'expérience des autres dans le but de renforcer sa croyance en ses propres capacités. En effet, les réussites accumulées par d'autres personnes possédant des compétences plus ou moins équivalentes aux siennes peuvent influencer positivement le sentiment d'efficacité personnelle dans le sens où la personne peut se sentir capable de tendre vers le changement puisque d'autres l'ont fait. Cela semble être le cas pour les femmes interrogées qui ont séjourné dans un hébergement d'urgence. En partageant avec d'autres femmes ayant un vécu de violence au sein du couple, certaines ont pu nourrir leur réflexion personnelle et, par hypothèse, probablement renforcer leur auto-efficacité. La notion de balance décisionnelle apparaît implicitement ici car, pour aller vers le changement, il faut en tirer des bénéfices supérieurs aux coûts engendrés.

Un lien peut aussi être fait avec le facteur d'aide apprentissage par interaction. Par le contact avec d'autres personnes ayant un vécu de violence au sein du couple, les femmes interrogées ont pu échanger, partager sur ce vécu. Elles ont été en mesure de voir que des comportements, des manières de faire différentes des leurs étaient possibles et il est cohérent de penser qu'elles en ont tiré des apprentissages pour leur propre situation.

Cette quatrième hypothèse peut être validée, avec cependant un ajustement principal. Elle part du principe que la réflexion précède l'action. Or, il paraît évident que le cheminement intellectuel et le questionnement personnel ont lieu dans un mouvement cyclique avec l'agir. Il existe un va-et-vient constant entre réflexion et action. Les actes sont dans un premier temps pensés, puis réalisés, pour être finalement décortiqués, « repensés » et réajustés si besoin.

## **2.5 Hypothèse 5 : la personne a besoin de faire l'expérience de réussites et d'échecs pour en tirer des apprentissages**

La dernière hypothèse avancée dans ce travail se rapporte à la nécessité d'expérimenter personnellement de nouveaux comportements dans l'idée de mettre en balance ce qui est vécu jusqu'à l'expérimentation de nouvelles manières d'agir et la situation après cette mise en pratique. Ainsi, des apprentissages sont possibles et aident à la modification des comportements.

L'analyse montre que poser des limites appartient au domaine des nouveaux comportements et permet d'agir sur la réappropriation de l'identité personnelle, sur l'accroissement de la liberté de mouvement, ainsi que sur le gain de confiance en ses capacités. Il s'agit en quelque sorte du point de départ d'un agir modifié dont les effets se manifestent dans les domaines précités qui peuvent être qualifiés de moteurs dans le changement souhaité. Cependant, des doutes et des peurs sont présents chez les femmes interviewées. Ils constituent des freins au changement.

Ces éléments font référence au concept de la balance décisionnelle (Janis et Mann, 1977 ; cités in Prochaska et Norcross, 1999 ; cités in Lindsay, Brodeur et al, 2006). Selon ce concept, la personne modifie son comportement lorsque les avantages qu'elle peut obtenir d'un tel changement sont plus importants que les inconvénients qu'il engendre. D'une certaine manière, la personne effectue une pesée d'intérêts. C'est une notion qui ressort du discours des femmes interrogées. Un lien existe également avec les différents stades du modèle transthéorique du changement. En effet, plus les bénéfices associés au changement prennent le dessus sur les coûts ou les pertes, plus la personne évolue vers une modification sensible de ses comportements. Donc, l'avancée à travers les stades proposés par le MTC est influencée par une balance décisionnelle « positive ». Au regard des éléments de l'analyse, il est cohérent de penser que les femmes qui ont témoigné ont, à un certain moment, éprouvé un déséquilibre important dans leur propre balance décisionnelle et cela a contribué à la dynamique de changement. Elles ont expérimenté et réfléchi pour mettre en lumière les bénéfices liés à la décision de quitter le partenaire. De plus, la notion d'expérimentation liée à cette hypothèse est particulièrement présente dans le modèle transthéorique du changement. Les stades deux et trois, soit la contemplation et la préparation, sont des étapes préalables au changement à proprement parlé. Les comportements expérimentés ne portent pas les fruits attendus et, par le biais de la balance décisionnelle notamment, la réflexion et une nouvelle expérimentation doivent permettre à la personne de passer aux stades suivants, ceux de l'action et du maintien. L'analyse montre que, par exemple, quatre femmes sur cinq ont eu besoin de plusieurs tentatives pour quitter leur partenaire. Cela illustre le cheminement qui se fait à l'intérieur du cycle, de même que les répétitions de celui-ci qui apparaissent nécessaires pour aboutir à une modification durable d'un comportement.

Le sentiment d'efficacité personnelle est, par l'expérience vécue, lui aussi renforcé. En agissant de manière nouvelle, les femmes interviewées ont pu voir qu'elles étaient par exemple capables de se retrouver et de se reconstruire sur le plan identitaire, d'avoir une vie sociale, de travailler. Elles ont pu constater que leurs actions avaient des résultats et qu'elles reprenaient du pouvoir sur leur vie. Au fil des expériences, l'auto-efficacité se développe de plus en plus et la personne avance vers l'autonomie.

En référence à l'analyse, cette dernière hypothèse peut être validée. L'expérimentation est essentielle dans tout le processus de changement. Elle permet de voir les gains et les coûts découlant du changement, d'accroître le sentiment d'efficacité personnelle au fil des expériences et de progresser vers une modification durable de la situation. Il faut encore mentionner que l'expérimentation seule ne suffit pas. Elle doit être associée à la réflexion, au questionnement des comportements mis en œuvre et de leurs résultats, et aux réajustements nécessaires découlant de ce cheminement de pensée.

### 3 Conclusion

Pour terminer ce chapitre, l'affirmation selon laquelle chaque hypothèse de ce travail a pu être validée au regard des éléments de l'analyse est cohérente. La reconnaissance, les informations données, la valorisation, la réflexion et l'expérimentation tiennent toutes une place dans le processus de changement et peuvent en être des moteurs. Cependant, les hypothèses ont du être



réajustées et précisées, et ne sont valides que pour l'échantillon interviewé. Par exemple, les informations proposées sont en lien avec des domaines particuliers comme le réseau ou les droits de la personne. Et il en va de même pour les autres hypothèses. Chacune est validée dans des dimensions qui lui sont propres. Il faut encore ajouter que, au travers de toute la dynamique de changement motivée par la reconnaissance, la mise à disposition d'informations, la valorisation, la réflexion et l'expérimentation, l'identité de la personne constitue clairement un thème transversal. Elle est touchée par le contexte de violence au sein du couple et doit être retrouvée, reconstruite. Il s'agit de favoriser un processus d'individualisation de la personne pour qu'elle puisse faire des choix et modifier ses comportements, expérimenter de nouvelles manières de faire, aller vers l'autonomie. L'articulation du travail du professionnel autour de cette thématique notamment s'avère important pour progresser vers une modification de la situation et est développé dans le chapitre suivant.

## C. PERSPECTIVES

La question de recherche de ce travail a été formulée comme suit : Lors de leurs rencontres avec les professionnels, qu'est-ce qui permet aux femmes violentées de prendre la décision de rester ou de quitter leur partenaire, et de mettre en œuvre cette décision ? Au travers des témoignages recueillis, c'est l'accompagnement reçu par les femmes interviewées de la part de professionnels formés à la problématique qui a été mis en lumière. Ainsi, les résultats de ce travail de bachelor peuvent être transposés à un contexte de travail non spécifique à la problématique de la violence au sein du couple et à la pratique des travailleurs sociaux n'ayant pas de formation particulière dans ce domaine.

Les réponses à cette question obtenues au terme de ce travail m'amènent à développer ce chapitre sous deux angles : d'une part, les apports personnels que je peux tirer de ce travail et, d'autre part, les conclusions possibles pour la pratique du travail social.

Réaliser ce travail de bachelor m'a permis de développer des connaissances plus approfondies par rapport à la problématique de la violence au sein du couple. J'ai découvert des concepts théoriques, comme le modèle transthéorique du changement ou le sentiment d'efficacité personnelle, que je pense pouvoir transposer à d'autres contextes dans lesquels un processus de changement peut s'initier. Je dispose donc de nouveaux outils pour ma pratique. Ensuite, il y a également toute une méthodologie de recherche que j'ai pu apprendre et qui peut être assimilée à une méthode générale de travail m'obligeant à être à chaque instant dans un mouvement de questionnement. Cependant, l'apport principal de ce travail est le suivant : il m'a permis de rencontrer des personnes qui ont accepté de partager leur expérience avec moi et qui m'ont enrichie sur le plan personnel et professionnel.

Au vue des témoignages recueillis, le travail du professionnel se développe sur plusieurs axes et doit prendre en compte différents paramètres. L'axe de la reconnaissance constitue le point de départ de l'intervention du professionnel. Croire ce que disent les femmes victimes de violence au sein du couple est une attitude essentielle. Il s'agit non seulement pour le professionnel de verbaliser le fait qu'elles sont bien victimes et non responsables de la violence subie, et ainsi d'évoquer la notion de responsabilité et de déculpabilisation. Mais il est également question d'entrer dès lors dans un mode d'accompagnement qui aille dans le sens d'une reprise d'autonomie pour la personne par un soutien qui tienne compte des besoins et des ressources actuels de la personne. La responsabilité de rejoindre la personne là où elle en est au moment de la rencontre, donc de savoir à quel stade du changement elle se situe, incombe donc au

professionnel. Cela est nécessaire pour que l'accompagnement soit réalisé dans un équilibre entre le « faire avec » et le « faire à la place » de la personne. Ensuite, l'axe de l'information apparaît comme celui qui ouvre des possibilités pour la personne. L'intervenant propose des pistes d'actions en mettant en avant principalement la compréhension générale de la problématique, le réseau et le cadre légal garant des droits et devoirs de la personne. Cela a pour effet de montrer à la personne que des choix sont possibles et que ceux-ci peuvent être soutenus et validés par des mesures prévues à cet effet. Toutefois, cela suppose deux choses de la part du professionnel. Premièrement, celui-ci doit avoir la formation suffisante pour repérer les signes qui indiquent une telle problématique, pour éclairer la personne sur ce qu'elle vit et pour l'accompagner ou l'orienter dans les démarches envisageables. Deuxièmement, s'il ne possède pas la formation nécessaire ou que certaines données manquent pour qu'il soit en mesure d'intervenir, il se doit de faire preuve d'initiative pour aller chercher les informations utiles. Ce second axe a toute son importance pour susciter la réflexion sur une base solide et, au moment où la personne décide d'agir, elle peut le faire en connaissance de cause. Sur ces deux premiers pans de l'intervention du professionnel se greffe toute une série d'attitudes telles que le non-jugement, l'empathie, la valorisation de la personne victime et de ses actes par différentes attentions.

Un autre axe du travail du professionnel est le respect de l'enchaînement des phases de réflexion et d'expérimentation de la personne accompagnée. Cela sous-entend d'une part qu'il peut soutenir ces phases si la personne en a besoin par une disponibilité, une écoute, une aide plus administrative. Mais cela suppose également que le professionnel soit conscient qu'il est parfois nécessaire pour la personne de passer au travers des stades du changement à plusieurs reprises. Son accompagnement vise ainsi à favoriser et à soutenir l'évolution de la personne vers le changement voulu. Il doit permettre le cheminement de pensée et la mise en acte des résultats de celui-ci dans les domaines qui ressortent de l'analyse, principalement l'identité, la protection, les ressources. Le professionnel peut utiliser les notions de balance décisionnelle et de sentiment d'efficacité personnelle pour renforcer le changement.

Cependant, une donnée est à prendre en compte dans toute intervention : le rythme propre à chaque individu accompagné. Le professionnel ne doit en aucun cas le confondre avec celui qu'il pense profitable à la personne victime. Comme mentionné, il est important que l'intervenant garde à l'esprit que de multiples répétitions du cycle de la violence entraînent des effets sur l'ensemble de la personne et entravent son autonomie. Un certain temps lui est donc nécessaire pour qu'elle puisse faire face à ces conséquences et avancer dans le processus de changement. Il faut noter que la notion de rythme est propre à chacun et que le professionnel doit être attentif à ne pas généraliser ce qu'il connaît déjà de celle-ci.

Au rythme peut être associé un élément important qui émerge des témoignages des femmes rencontrées. Elles évoquent ce qu'elles nomment « le bon moment » qui s'est présenté à elles pour quitter leur partenaire. Ce dernier a été amené par un événement particulier qui a mis à jour une limite qui ne devait pas être franchie, par l'intervention d'acteurs extérieurs, ou encore par le cheminement personnel ou le « mûrissement » pour reprendre un terme utilisé par l'une des femmes interviewées. Il semble qu'une sorte de déclic a lieu, lié à une question de survie certaines fois, et qui se manifeste sous la forme d'un acte concret : partir en lieu sûr, appeler la police, entamer des démarches thérapeutiques ou légales par exemple. Il semble que ce qui est entrepris en amont de cet instant « t » qualifié de « bon moment » n'ait que peu de chance d'aboutir car la personne n'est pas encore prête au changement. Peut-être existe-t-il des coûts encore trop importants ou des ressources trop limitées. Quoiqu'il en soit, le professionnel a entre ses mains certaines clés pour favoriser l'apparition de ce « bon moment » et permettre qu'il débouche sur un changement le plus durable possible. En effet, par la reconnaissance du vécu de la personne dans les dimensions telles que les émotions, l'insécurité ressentie ou encore les actes subis, par la diffusion d'informations sur la problématique et sur les pistes d'actions, par un

accompagnement valorisant et soutenant la réflexion et l'expérimentation, le professionnel peut agir dans ce but. C'est comme s'il y avait de la part de l'intervenant tout un travail de préparation à ce « bon moment ». Cela demande de la patience, de la persévérance, de l'écoute, de la disponibilité, du respect envers la personne en tant qu'être humain qui a des compétences et qui peut se mettre en mouvement au moment qu'il aura jugé opportun. Il revient à la personne et à elle seule de décider d'engager un changement, de choisir la direction de celui-ci et les ressources qu'elle mobilise pour y parvenir. Le professionnel n'est quant à lui présent que pour accompagner cette décision, c'est-à-dire l'aider à mûrir et la mettre en actes par la suite.

Au terme de ce chapitre, plusieurs questions émergent. Une interrogation apparaît quant au comment agir de manière plus pertinente sur le processus de changement pour que la personne entre plus rapidement dans cette dynamique. En effet, sachant que certaines femmes subissent la violence de leur partenaire durant des années et que d'autres ne sortent jamais de ce contexte, comment augmenter l'impact du professionnel pour que ce « bon moment » évoqué se présente ? En parallèle, comment préserver l'autonomie de choix de la personne, donc définir une limite à l'intervention professionnelle ? La présence et la disponibilité du professionnel tout au long du processus de changement semble être une des réponses envisageables. C'est par ce biais qu'il peut communiquer diverses informations et travailler ainsi à faire émerger des questionnements chez la personne. Toutefois, cela signifie que la personne accepte cet accompagnement puisque rien ne doit lui être imposé, sous peine de la mettre une fois encore dans une situation de domination. Une réponse possible pourrait être aussi d'améliorer la communication sur la problématique. Cela sous-entend d'agir sur des aspects de prévention, d'accès à l'information sur l'existence des services d'aide, ainsi que sur un plan plus politique et militant pour, par exemple, augmenter le financement des structures d'accueil ou améliorer la formation de base des travailleurs sociaux pour que ceux-ci disposent de meilleures connaissances sur la problématique.

Une autre interrogation est liée à comment agir sur les représentations des professionnels quant à la violence au sein du couple, sachant que celles-ci peuvent favoriser une victimisation secondaire et, de ce fait, influencer négativement l'accompagnement proposé ? Au vu de l'organisation sociale qui, comme expliqué, légitime les rapports de domination, il paraît difficile d'intervenir à ce niveau. Pourtant, une hypothèse qui peut être faite est qu'une meilleure sensibilisation au travers de la formation des acteurs gravitant autour des personnes victimes permettrait de susciter une réflexion sur leurs représentations voire de les redessiner.

Enfin, puisque la problématique de la violence au sein du couple touche, selon les études, entre une femme sur quatre et une femme sur cinq au cours de leur vie, ne serait-il pas opportun d'approfondir cette thématique dans la formation de base des travailleurs sociaux en mettant, par exemple, l'accent sur le cycle de la violence et ses conséquences, sur les signes qui peuvent indiquer que la personne vit dans un tel contexte ou encore sur les dimensions de l'accompagnement du professionnel ? La question reste ouverte.

## CONCLUSION

Ce travail de bachelor est né d'un constat selon lequel seule une minorité des personnes victimes s'adresse à des professionnels et la manière dont ceux-ci répondent à leurs demandes s'avère satisfaisante pour moins d'une femme sur deux. De plus, l'ambivalence dont font preuve les personnes victimes de violence au sein du couple est parfois difficile à comprendre et nécessite donc un éclairage proposé par ce travail. Cela a donc amené la question de recherche de ce travail : lors de leurs rencontres avec les professionnels, qu'est-ce qui permet aux femmes violentées de prendre la décision de rester ou de quitter leur partenaire, et de mettre en œuvre cette décision ? Les participantes à cette recherche ont toutes quitté leur partenaire. De ce fait, les résultats ne sont valides que pour cet échantillon donné. Ce constat amène de nouvelles questions. Est-ce que le cheminement de pensée qui a amené les personnes interrogées à aller vers le changement est le même pour des femmes victimes de violence au sein du couple qui n'ont pas décidé de quitter leur partenaire ? Est-ce que le changement visé, soit par hypothèse l'arrêt de la violence et la poursuite de la relation avec le partenaire, peut être soutenu par le professionnel de la même manière que pour les femmes ayant décidé de mettre un terme à la relation ? Ces questions restent en suspens.

Les objectifs principaux sont identifier les besoins des femmes violentées pour prendre la décision de quitter ou non leur partenaire et mettre en œuvre celle-ci, identifier les différentes étapes de ce processus de décision, déterminer les craintes et les difficultés des femmes victimes de violence au sein du couple, savoir comment les professionnels ont répondu à leurs besoins et quel a été leur rôle dans le processus de changement<sup>36</sup>.

Trois concepts principaux sont développés pour soutenir ce questionnement. Il s'agit tout d'abord de la victimisation secondaire. Selon cette notion, une non-reconnaissance par le professionnel rencontré de ce que la personne vit et de sa qualité de victime s'apparente à un traumatisme supplémentaire. Cela signifie de ce fait être victime une nouvelle fois puisque la personne n'est pas prise au sérieux. Une telle attitude de la part du professionnel influe sur son accompagnement et peut contribuer à saboter les tentatives de la personne victime pour s'en sortir. Le second concept est celui du modèle transthéorique du changement, associé à la balance décisionnelle et au sentiment d'efficacité personnelle. Ce modèle propose cinq stades que la personne doit visiter, parfois à plusieurs reprises, pour modifier un comportement et aller vers un changement durable. Les stades sont : la précontemplation, la contemplation, la préparation, l'action et le maintien. Pour passer d'un stade à l'autre, des stratégies sont nécessaires et la mise en balance des bénéfices et des coûts du changement de même que le renforcement du sentiment d'efficacité personnelle aident la personne à évoluer dans le processus. Le dernier concept sur lequel se base ce travail est celui des facteurs d'aide. Ils sont au nombre de dix et apparaissent dans la dynamique de groupe. Ces derniers constituent des conditions nécessaires pour que chaque participant se sente soutenu dans ses efforts de changement.

Cette recherche met en avant les hypothèses suivantes dans le but de répondre au questionnement de départ. Elle présume que les éléments, constitutifs de l'accompagnement du professionnel et participant à la prise de décision donc au processus de changement, sont : la reconnaissance de la qualité de victime, la mise à disposition d'informations, la valorisation, le soutien à la réflexion et à l'expérimentation. Pour tenter de valider ou de réfuter ces hypothèses, l'outil de récolte de données choisi est l'entretien et l'analyse de contenu a été choisie en tant que méthode d'analyse. Cinq femmes ayant subi de la violence dans leur relation de couple et

---

<sup>36</sup> Le changement doit ici être compris comme l'arrêt de la violence suite à l'action de quitter le partenaire violent. Il s'agit là d'une des manières possibles pour sortir du contexte de violence.

ayant bénéficié du soutien de professionnels formés ont été interviewées. Leur témoignage a permis de mettre en lumière différentes composantes de l'intervention du professionnel qui peuvent être résumées comme suit. L'accompagnement du professionnel doit viser le retour à l'autonomie par la réappropriation du « qui je suis », de l'identité propre apparaissant au travers des besoins à satisfaire, des capacités dans lesquelles la personne doit retrouver confiance, des ressources à mobiliser. Cette réappropriation passe par un mouvement circulaire entre expérimentation de nouveaux comportements et réflexion sur les avantages et les inconvénients de ces derniers. Il est nécessaire pour la personne d'être reconnue dans ce qu'elle vit, d'être informée de ses droits et des prestations auxquels elle peut prétendre, d'être valorisée et soutenu dans les actes qu'elle pose. L'intervention se définit ainsi principalement par un respect inconditionnel du rythme, par une attitude empathique et non-jugeante validant le vécu. Le professionnel se doit dans son accompagnement de respecter la décision de la personne, de même que le moment qu'elle aura choisi pour la mettre en œuvre. Il est nécessaire qu'il envisage la relation d'aide comme une relation d'égal à égal, dans laquelle la personne victime a des ressources et des compétences importantes à activer. Car cette dernière est certes une victime, mais elle ne possède pas que ce statut-là. Cela sous-entend pour l'intervenant d'être en tout temps attentif et vigilant face aux résonances qui peuvent se manifester et au sentiment de toute puissance qui pourrait l'envahir et, de ce fait, installer un déséquilibre dans la relation avec la personne. Une des répercussions possibles pourrait être par exemple un accès limité à certains droits et prestations auxquels la personne pourrait prétendre.

Pour terminer, le professionnel se doit d'offrir « [...] *un cadre fiable et sécurisant propice à penser tout haut et à commencer à panser<sup>37</sup> le vécu et le souvenir dérangeants.* » (Jaffé, *La parole écoutée ou l'importance d'accorder une attention authentique aux victimes*, cité in Ehrenzeller, Guy-Ecabert, Kuhn, 2009). Cela constitue sans doute la ligne directrice de toute intervention professionnelle auprès des personnes victimes de violence au sein du couple.

---

<sup>37</sup> Selon l'expression habile généralement attribuée au psychanalyste français Didier Anzieu.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### Ouvrages et articles :

BIN-HENG, Mary, CHERBIT, Framboise, LOMBARDI, Edith. *Traiter la violence conjugale. Parcours pour une alternative*. France : L'Harmattan. 1996. p. 108 à 118

BLANCHET, Alain, GOTMAN, Anne. *L'enquête et ses méthodes. L'entretien*. Saint-Jean de Braye : Editions Armand Colin, 2<sup>ème</sup> édition. 2010. 126 p.

CARRE, Philippe. *Bandura : une psychologie pour le XXI<sup>e</sup> siècle ?* In Savoirs, Revue internationale de recherches en éducation et formation des adultes : L'Harmattan. 2004/5

EHRENZELLER, GUY-ECABERT, KUHN. *La nouvelle loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions*. Zürich/St-Gallen :Dike Verlag AG. 2009. 242 p.

GILLIOZ, Lucienne et al. *Domination et violence envers la femme dans le couple*. Lausanne : Editions Payot. 1997

GILLIOZ, Lucienne et al. *Voir et agir. Responsabilités des professionnel-le-s de la santé en matière de violence à l'égard des femmes*. Genève : Editions Médecine & Hygiène. 2003

HOFNER, Marie-Claude, MIHOUBI-CULAND, Sylvette. *Le rôle des professionnel-le-s de l'action médico sociale dans la prévention de la violence conjugale*. In Questions au féminin. 2008.

HOFNER, Marie-Claude, SIGGEN, Stéphanie. *Violence conjugale dans le canton de Vaud*. 2001

LINSLEY, Jocelyn. BRODEUR, Normand. BROCHU, Serge et al. *Application du modèle transthéorique du changement à une population de conjoints aux comportements violents*. Collection Etudes et analyses n°35. Juin 2006

MARGOT, P., KILLIAS, M. *La violence contre les femmes en Suisse - Résultats d'une enquête internationale*. In Crimiscopes. ESC-UNIL. Décembre 2004

MÖSCH PAYOT, Peter. *La situation juridique actuelle en matière de violence domestique en Suisse : innovations, contexte, questions*. In Questions au féminin. 2008.

PERRONE, Reynaldo, NANNINI, Martine. *Violence et abus sexuels dans la famille. Une vision systémique des conduites sociales violentes*. France : ESF Editeur. 4<sup>ème</sup> édition. 2006. pp 11 à 69

QUIVY, Raymond, VAN CAMPENHOUDT, Luc. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod, 3<sup>ème</sup> édition. 2009. 256 p.

ROBICHAUD, Manon, HEBERT, Martine, DIOTTE, Michèle, DUBE, Isabelle. *Les facteurs associés à l'abandon et à la persévérance des survivantes d'agression sexuelle dans les groupes de soutien*. Collection Etudes et analyses n°40. Octobre 2007

SOUFFRON, Kathy. *Les violences conjugales*. Toulouse : Editions Les Essentiels MILAN, 2007

VASSELIER-NOVELLI, Catherine, HEIM, Charles , « Les enfants victimes de violences conjugales » , *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux*, 2006/1 n°36, p. 185-207. DOI : 10.3917/ctf.036.0185

### **Sites internet :**

Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, 1993, [http://www.aidh.org/Biblio/Trait\\_internat/Decla\\_femm\\_3.htm](http://www.aidh.org/Biblio/Trait_internat/Decla_femm_3.htm) consulté le 15 mars 2010

Législation cantonale VS (19 juin 2011)  
<http://www.vs.ch/Navig/legislation.asp?MenuID=4486&Language=fr>

Office fédéral de la statistique, consulté le 6 mars 2010,  
<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/04/blank/01/06/03.html>

République et canton de Neuchâtel, Famille et égalité, violence conjugale, consulté le 18 juin 2011  
<http://www.ne.ch/neat/site/jsp/rubrique/rubrique.jsp?StyleType=bleu&DocId=11574>

Recueil systématique de la législation (NE), consulté le 18 juin 2011  
<http://rsn.ne.ch/ajour/default.html>

Violencequefaire, [http://www.violencequefaire.ch/fr/vic/loi/violence\\_interdite/index.php](http://www.violencequefaire.ch/fr/vic/loi/violence_interdite/index.php)  
consulté le 27 août 2010

## LISTE DES TABLEAUX

**Tableau 1** : Schéma explicatif du modèle écologique

(OMS (2002, 10); Heise (1998, 265); propre représentation graphique in Egger et Schär Moser, 2009)

**Tableau 2** : Lien entre dominance et violence (Gillioz et al., 1997)

**Tableau 3** : Nombre de femmes violentées dans le cadre du couple en suisse (1993, extrapolation) (Gillioz et al., 1997)

**Tableau 4** : Pourcentage de victimes des différents types de violence, au cours d'une année et durant la vie entière (Killias, Simonin, De Puy cités in *Crimiscope*, décembre 2004)

**Tableau 5** : Pourcentage de femmes victimes sur une année et durant la vie entière, en fonction de la relation entre la victime et son agresseur (Killias, Simonin, De Puy cités in *Crimiscope*, décembre 2004)

**Tableau 6** : Facteurs d'aide identifiés dans le cadre de la thérapie de groupe auprès de conjoints violents (Lindsay, Roy et al., 2009)

**Tableau 7** : Dimensions du vécu évoquées au moins une fois par les femmes interviewées

**Tableau 8** : Dimensions liées à l'identité mentionnées au moins une fois par les femmes interviewées

**Tableau 9** : Dimensions expérimentées mentionnées au moins une fois par les femmes interviewées



## **LISTE DES ANNEXES**

**Annexe 1** : Grille d'entretien

**Annexe 2** : Situations connues des centres LAVI du Valais

**Annexe 3** : Lettre adressée aux terrains

**Annexe 4** : Document de présentation de la recherche destiné aux participantes

**Annexe 5** : Document lié à la confidentialité

**Annexe 6** : Grille d'analyse

## Annexe 1






## Grille d'entretien

**A. Accueil et présentation**

- i. Bonjour/Bienvenue.
- ii. Qui suis-je

**B. Introduction générale**

Rappel cadre :

- i. Thème générale : violence au sein du couple
- ii. Thèmes sous-jacents : attentes et besoins des personnes victimes vis-à-vis des professionnels / processus de décision
- iii. Objectifs de l'entretien : recueillir l'expérience, la parole de la victime en lien avec les thèmes évoqués pour dégager des pistes pour la pratique
- iv. Déroulement de l'entretien :
  -  au travers de différentes questions, explorer les thèmes mentionnés
  -  expression libre de l'intervinté sur son appréhension des thèmes évoqués, sur son vécu
  -  durée
  -  entretien enregistré et effacé au terme de la recherche
  -  liberté de stopper l'entretien à tout moment, de ne pas répondre à certaines questions, d'apporter des compléments...

*L'entretien réalisé dans le cadre de mon travail de bachelior porte sur le thème de la violence au sein du couple. Ma question de recherche s'intéresse au processus de prise de décision (par exemple décider de quitter ou non son partenaire) et à la mise en œuvre de celle-ci.*

*Les objectifs de ce travail sont relatifs à vos besoins et à vos attentes vis-à-vis des professionnel-le-s rencontré-e-s ainsi qu'à la manière dont vous avez été soutenues. En recueillant vos témoignages, je souhaite dégager des pistes concrètes pour la pratique en tenant compte de votre parole.*

*L'entretien dure approximativement 1h30. Il est enregistré. Vous êtes libre de stopper en tout temps l'entretien, de ne pas répondre à certaines questions, d'ajouter des compléments. Vous avez aussi la possibilité d'avoir accès aux résultats de la recherche.*

*En ce qui concerne la confidentialité et l'anonymat, je m'engage à les garantir de plusieurs manières : aucun nom ne sera mentionné, ni toute autre information permettant à tout un chacun de vous identifier. De plus, l'enregistrement de l'entretien sera effacé dans son intégralité. Par ma signature, je confirme cet engagement*

## C. Début de l'entretien

Questions générales		Questions complémentaires		Questions de clarification	
<input type="checkbox"/> Comment vous sentez-vous aujourd'hui ? <input type="checkbox"/> Quelle est votre situation actuelle ? <input type="checkbox"/> Où en êtes-vous aujourd'hui ?	<input type="checkbox"/> Dans quelles circonstances avez-vous contacté un service spécialisé ?			Pouvez-vous m'en dire d'avantage ? <input type="checkbox"/> Pouvez-vous m'en dire un peu plus ? <input type="checkbox"/> Pouvez-vous être plus précis(e) ? <input type="checkbox"/> Pouvez-vous me donner un exemple ? <input type="checkbox"/>	
Approfondissements					
Questions générales		Questions complémentaires			H1 : reconnaissance → MTC et victimisation secondaire H2 : soutien → victimisation secondaire et MTC H2.1 : conseils → MTC (partage infos), victimisation secondaire H2.2 : valorisation → balance, efficacité (persuasion verbale) H2.3 : responsabilité/activation → MTC (3.4), efficacité (exp. vécue) H2.4 : échecs/réussite → balance, MTC(S – il y a des acquis)
<input type="checkbox"/> Qu'est-ce qui fait que vous avez décidé de partir ? <input type="checkbox"/> Qu'est-ce qui fait que vous vous êtes adressée à un professionnel / à une structure spécialisée ?	<input type="checkbox"/> Qu'est-ce qui a été déterminant pour vous permettre de prendre la décision de partir ? <input type="checkbox"/> Comment en êtes-vous arrivée à cette décision ? Quelle a été votre réflexion/votre cheminement ? <input type="checkbox"/> Quels a été le rôle du professionnel dans ce cheminement ? <input type="checkbox"/> Comment se sont passés les entretiens ?				
<input type="checkbox"/> Quelles attentes aviez-vous en prenant la décision de partir ? <input type="checkbox"/> Quelles attentes aviez-vous vis-à-vis du professionnel ?	<input type="checkbox"/> Comment le(s) professionnel(s) a(ont)-il(s) répondu à vos attentes ? <input type="checkbox"/> Quels ont été les apports du professionnel ?				
<input type="checkbox"/> Qu'est-ce qui vous a permis d'entreprendre des démarches ? <input type="checkbox"/> Qu'est-ce qui a été déterminant pour vous permettre de mettre en œuvre votre décision ?	<input type="checkbox"/> En quoi cela a-t-il été dur de réaliser ces démarches ? <input type="checkbox"/> Quels bénéfices en avez-vous retiré ? <input type="checkbox"/> Comment le professionnel vous a-t-il accompagné dans vos démarches ?				
<input type="checkbox"/> Quels ont-été les résultats des démarches entreprises ? <input type="checkbox"/> Qu'est-ce qui a été essentiel pour maintenir cette décision ?	<input type="checkbox"/> Après avoir quitté votre partenaire, quels ont été les gains personnels que vous avez retirés ? <input type="checkbox"/> Après avoir quitté votre partenaire, quelles difficultés avez-vous rencontrées ? <input type="checkbox"/> Comment les avez-vous surmontées ? <input type="checkbox"/> Qu'est-ce qui a été mis en place pour soutenir votre décision ?				
<input type="checkbox"/> Y a-t-il qqc que vous auriez fait autrement ? <input type="checkbox"/> Y a-t-il des attentes/besoins vis-à-vis du professionnel et auxquels il n'a pas répondu ?					

**D. Conclusion de l'entretien**




Avez-vous quelque chose à ajouter ou à préciser ?  
Y a-t-il des éléments, des aspects que nous n'avons pas abordés et qui vous semblent importants ?  
Comment vous sentez-vous ? → « prendre soin du participant », savoir comment il repart après avoir évoqué son histoire.

**E. Conclusion de la rencontre**

- i. Remerciements
- ii. Informer de la possibilité d'avoir accès aux résultats de la recherche

Annexe 2



CANTON DU VALAIS  
KANTON VALAIS

Département de la sécurité, des affaires sociales et de l'intégration  
Servizio de l'actiun sociala  
**Coordination des Centres LAVI**

Departement für Sicherheit, Sozialwesen und Integration  
Dienststelle für Sozialwesen  
**Koordination der OHG-Stellen**

### Situations connues des centres LAVI -VS

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de situations LAVI suivies	593	698	714	785	961	959	921
Nombre de nouvelles situations LAVI	512	613	617	700	847	854	811
<b>Dont victimes de violences domestiques</b>	<b>246</b>	<b>237</b>	<b>265</b>	<b>252</b>	<b>425</b>	<b>438</b>	<b>380</b>
dont hommes	1	10	12	13	9	11	11
dont femmes	162	174	186	160	265	266	242
dont personnes assimilées (enfants)	83	53	67	79	151	161	123

Sion, le 3 mars 2011

Corinne Eggs Milhitt  
Responsable cantonale LAVI

## Annexe 3

Wüthrich Angélique

Institutions

Premplaz, le 1<sup>er</sup> décembre 2010

Madame, Monsieur,

Je suis étudiante en dernière année à la HES-SO Valais en travail social et réalise un travail de bachelor sur la violence au sein du couple. Ma question de recherche s'intéresse d'une part au processus de prise de décision des femmes victimes de violence par rapport au fait de quitter ou non leur partenaire et, d'autre part, à la mise en œuvre de cette décision.

Les objectifs principaux de ce travail sont relatifs aux besoins et aux attentes des femmes victimes vis-à-vis des professionnels qu'elles rencontrent : identifier leurs besoins pour les soutenir dans la prise de décision quant à leur avenir et déterminer leurs craintes et leurs difficultés rencontrées dans ces moments de décision. Je souhaite aussi savoir comment les professionnels peuvent répondre aux besoins des victimes, comprendre quel est leur rôle dans le processus de décision, ceci afin de dégager des pistes pour la pratique.

Dans le cadre de ma recherche, je souhaite interroger des femmes ayant bénéficié ou bénéficiant encore du soutien de professionnel-le-s travaillant dans des services comme le votre. Ces dernières sont directement concernées par le fait de prendre des décisions dans des situations de violence et sont donc les plus à même d'apporter un éclairage essentiel pour la pratique. Il est important que ces dernières aient un recul suffisant sur leur situation pour être en mesure d'évoquer ce qui est ou a été aidant pour elles. L'outil de récolte de données choisi est l'entretien. Evidemment, la confidentialité et la libre participation sont des conditions essentielles au respect de la personne et je m'engage dans ce sens.

Par ce courrier, je sollicite votre accord et votre aide pour, d'une part, informer les personnes qui s'adressent à votre service de la recherche et, d'autre part, leur transmettre le document explicatif ci-joint pour que celles qui désirent participer puissent me contacter. Ce document peut être distribué ou déposé en salle d'attente.

Je reste à votre entière disposition pour une rencontre avec votre équipe ou pour d'éventuelles précisions. Par souci d'organisation, je vous remercie de me communiquer si vous acceptez de transmettre le document explicatif aux personnes intéressées dès que possible par mail ([angelique.wuethrich@students.hevs.ch](mailto:angelique.wuethrich@students.hevs.ch)) ou par téléphone (079/230.41.90). Sans nouvelle de votre part, je me permettrai de vous recontacter.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ma demande et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations.

## Annexe 4

### Travail de bachelor

Je suis étudiante en travail social à la HES-SO Valais et réalise mon travail de bachelor sur le thème de la violence au sein du couple. Ma question de recherche s'intéresse au processus de prise de décision (par exemple décider de quitter ou non son partenaire) et à la mise en œuvre de celle-ci.

Les objectifs de ce travail sont relatifs à vos besoins et à vos attentes vis-à-vis des professionnel-le-s rencontré-e-s ainsi qu'à la manière dont vous avez été soutenues. En recueillant vos témoignages, je souhaite dégager des pistes concrètes pour la pratique en tenant compte de votre parole.

Je souhaite rencontrer des femmes ayant bénéficié ou bénéficiant encore du soutien de professionnel-le-s. Cette rencontre se déroulera sous la forme d'un entretien d'environ 1h30, dans un lieu à votre convenance. Celui-ci sera enregistré et conservé jusqu'à la validation du travail.

En ce qui concerne la confidentialité, je m'engage à la garantir de plusieurs manières : aucun nom ne sera mentionné, ni toute autre information permettant à tout un chacun de vous identifier. De plus, l'enregistrement de l'entretien sera effacé dans son intégralité. Un document signé rappelant ces points vous sera remis le jour de la rencontre.

Si vous décidez de participer à cette étude, vous avez en tout temps la liberté de stopper l'entretien, de ne pas répondre à certaines questions, d'ajouter des compléments. Vous avez aussi la possibilité d'avoir accès aux résultats de la recherche si vous le souhaitez.

Si vous êtes intéressée à prendre part à ce travail ou si vous désirez des informations supplémentaires, vous pouvez me contacter en tout temps par mail ou par téléphone, sans que cela ne vous engage en quoi que ce soit. Vous pouvez également remplir le coupon réponse ci-joint et me le faire parvenir à l'adresse mentionnée plus bas.

Par votre participation, vous me permettez de mener à bien mon travail de bachelor et de formuler des pistes utiles pour la pratique professionnelle.

Le coupon réponse ainsi que mes coordonnées étaient joints à ce document.

## Annexe 5

### Travail de bachelor

L'entretien réalisé dans le cadre de mon travail de bachelor porte sur le thème de la violence au sein du couple. Ma question de recherche s'intéresse au processus de prise de décision (par exemple décider de quitter ou non son partenaire) et à la mise en œuvre de celle-ci.

Les objectifs de ce travail sont relatifs à vos besoins et à vos attentes vis-à-vis des professionnel-le-s rencontré-e-s ainsi qu'à la manière dont vous avez été soutenues. En recueillant vos témoignages, je souhaite dégager des pistes concrètes pour la pratique en tenant compte de votre parole.

L'entretien dure approximativement 1h30. Il est enregistré. Vous êtes libre de stopper en tout temps l'entretien, de ne pas répondre à certaines questions, d'ajouter des compléments. Vous avez aussi la possibilité d'avoir accès aux résultats de la recherche.

En ce qui concerne la confidentialité et l'anonymat, je m'engage à les garantir de plusieurs manières : aucun nom ne sera mentionné, ni toute autre information permettant à tout un chacun de vous identifier. De plus, l'enregistrement de l'entretien sera effacé dans son intégralité. Par ma signature, je confirme cet engagement<sup>38</sup>.

### UN GRAND MERCI POUR VOTRE PARTICIPATION!

Date.....

Angélique Wüthrich

En cas de questions, vous pouvez me contacter par mail ([angelique.wuethrich@students.hevs.ch](mailto:angelique.wuethrich@students.hevs.ch)) ou par téléphone (079/957.22.11)

---

<sup>38</sup> En référence au code de déontologie art 12 al 4 : « Les professionnel-le-s du travail social traitent les données personnelles sensibles avec toutes les précautions nécessaires. Ils et elles accordent une priorité élevée à la protection des données et au devoir de discrétion.[...] »



## Annexe 6

## H1 : Reconnaissance

Quoi	
Vécu	
Actes	
Difficultés rencontrées	
Emotions	
Honte	
Culpabilité	
Peur	
Insécurité	
Conséquences	
Physique : marques, stress, troubles (sommell, alimentaire...)	
Image de soi : confiance, estime de soi, capacité de décision...	
Sociales : isolement, regard des autres, aspect culturel...	
Familiales : enfants, loyalités en jeu...	
Comment	
Ecoute	
Reformulation	
Aspects non-verbaux	
Discours	
Non jugement	
Evaluation des besoins	
Rythme	
...	